

EN SUÈDE

Les violences racistes
se multiplient
contre les immigrés

LIRE PAGE 18

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir ; Tunisie, 200 m. ;
Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 13 sch ; Belgique,
20 fr ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 CFA ;
Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 80 pes ; Grèce, 40 p. ;
Irlande, 50 p. ; Liban, 250 p. ; Luxembourg, 25 F. ;
Norvège, 3,00 kr ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal,
200 esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 1,00 kr ;
Suisse, 1,40 F. ; Tchécoslovaquie, 20 sc ;
Yugoslavie, 20 d. ;
Taux des abonnements page 2
BUREAU DES ABONNÉS
20477 PARIS CEDEX 25
Tél. Paris : 33.55.72
C.C.P. 0207 25 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

La prudence du F.M.I.

La communauté financière internationale serre les rangs autour du Mexique, frappé à son tour par la crise.

Une véritable chaîne de sauvetage s'est constituée, et les décisions ont été prises beaucoup plus rapidement que dans le cas polonaise. Il s'agit en effet de ne pas ébranler davantage un système bancaire international qui, après avoir profité de la croissance d'un certain « nouveau monde », se trouve soumis aux conséquences de la récession. Les banques avaient quelque peu prêté à tout va aux gouvernements de ces pays, pour l'essentiel situés en Amérique latine, qui, eux-mêmes, n'ont pas toujours suivi des politiques économiques saines.

Le réveil est brutal. Il peut être salutaire si une certaine remise en ordre s'opère aussi bien dans les mécanismes internationaux que dans les économies. La contrainte des faits conduit parfois à des réformes. Pour sa part, dans son rapport annuel, le F.M.I. estime que « la mise en œuvre persévérante de politiques prudentes » dans les domaines budgétaire et monétaire devrait, malgré les tensions sociales et politiques, entraîner une poursuite de la réduction des taux d'inflation et poser les fondements d'une croissance durable.

Le Fonds monétaire constate que certains progrès dans la lutte contre l'inflation ont été accomplis au cours des dix-huit derniers mois ; mais, selon lui, ces résultats ont été obtenus grâce à des politiques monétaires responsables de taux d'intérêt élevés dont les fluctuations posent « des problèmes ardu ». Le F.M.I. juge néanmoins que l'inflation demeure trop forte dans la plupart des pays, alors que les taux de croissance sont négatifs ou faibles, ce qui est contraire à la politique recommandée.

Le Fonds recommande aux cent quarante-six pays membres « une approche d'ensemble » de nature non seulement à maîtriser l'inflation par la rigueur financière, mais à éliminer les rigidités structurelles qui se manifestent au niveau des dépenses publiques et de la fiscalité, des marchés du travail et des produits. Il est notamment fait allusion à l'intérêt des États-Unis et des autres pays de réduire leur déficit budgétaire tout en maintenant une stricte politique monétaire.

Ces recommandations sont classiques. Sont-elles pour autant dénuées d'une certaine justesse ? La manœuvre est en tout cas délicate et risque d'être longue, d'autant que la maîtrise du chômage accroit la tentation de la relance et la menace du protectionnisme. Le commerce international, qui s'était sans doute développé à l'export, sans entraîner obligatoirement un plus grand bien pour les populations, tourne au ralenti, et une prolongation de cette année serait à l'évidence dangereuse.

Face à la montée de périls économiques, qui peut provoquer le vertige d'une sorte de fuite en avant vers des aventures autres que pacifiques, la rigueur est d'autant plus nécessaire qu'elle est plus difficile à mettre en œuvre. Le président de la Banque mondiale, M. Clausen, n'a pas en tort récemment, à Panama, de mettre en garde les gouvernements d'Amérique latine contre la pratique de politiques économiques laxistes, mais en tant qu'ancien banquier privé il porte une part de responsabilité dans le dérapage des dépenses. Cette rigueur qui s'impose aussi aux entreprises n'est possible que si elle s'accompagne de justice. Le reste est affaire de temps, dont, contrairement aux assurances de gens de pouvoir, personne n'est maître.

(Lire page 22)

Jérusalem récuse toute négociation au Proche-Orient « qui s'écarterait du cadre fixé à Camp David »

Un troisième contingent de combattants palestiniens quitte Beyrouth

Mille combattants palestiniens devaient quitter Beyrouth, ce lundi 23 août, à destination du Sud-Yémen. Ils suivent leurs trois cent quatre-vingt-dix-sept compagnons partis samedi pour l'Irak et la Jordanie, et les mille embarqués dimanche pour la Tunisie. L'évacuation par mer devrait se terminer, mardi, avec un dernier départ de mille combattants pour le Nord-Yémen. Commencera ensuite l'évacuation vers la Syrie qui doit se faire par la route.

Le ministre israélien de la défense, s'étant rendu samedi, à Beyrouth, pour suivre la première opération d'évacuation. Celle-ci a failli être compromise, samedi, par l'enlèvement, pendant quelques heures, d'un chauffeur israélien par des Palestiniens, et surtout, dimanche, les Israéliens exigeant le

débarquement de véhicules embarqués avec le deuxième contingent de Palestiniens en partance pour Tunis. Après des négociations avec M. Habib, le bateau pouvait quitter le port, et on apprenait, ce lundi, que les véhicules seraient débarqués au port cypriste de Limassol.

Des accrochages continuent entre Israéliens et Palestiniens. Trois Palestiniens ont été tués dans la nuit de samedi à dimanche, dans l'est du Liban, alors que cinq soldats israéliens ont été blessés dans une embuscade, dimanche après-midi, au nord de Tyr.

Sur le plan diplomatique, M. Begin a annoncé dimanche, que son gouvernement allait entreprendre une action « pour l'établissement d'une paix générale au Proche-Orient, telle qu'elle a été définie à Camp David ». Semblant

répondre par avance aux propos de M. Shultz, qui a déclaré dimanche, qu'une solution définitive au problème palestinien impliquerait qu'Israël « se retire d'une partie du territoire de la rive occidentale du Jourdain et de Gaza ». M. Begin a déclaré : « Il n'y aura pas de négociations, sur aucune proposition quelle qu'elle soit, qui s'écarterait du cadre fixé à Camp David ».

A Paris, M. Cheysson devait recevoir ce lundi, en fin de matinée, M. Boutros-Chali, ministre d'Etat égyptien des affaires étrangères. Les deux responsables discuteront de la relance au Nations unies, de la résolution franco-égyptienne pour un règlement global au Proche-Orient, qui implique la reconnaissance mutuelle et simultanée de toutes les parties en présence.

Des adieux émouvants

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Le navire égyptien Solaf, ayant à son bord près d'un millier de combattants palestiniens, a appareillé dimanche soir 22 août à destination de la Tunisie avec un retard de près de cinq heures. L'évacuation de ce deuxième groupe de réfugiés a failli en effet « capoter » à la suite d'un nouvel incident, le second en quarante-huit heures, suscité par les Israéliens. Des derniers, qui, théoriquement, ne sont pas dans la périmètre du port, ont lancé une mise en garde au port, a lancé une mise en garde non équivoque, affirmant que « pour cette fois l'armée israélienne a été contrainte pour ne pas permettre de problèmes inutiles, mais elle ne permettra pas la renouvellement de nouveaux incidents de ce genre ».

Les journalistes, qui sont interdits dans le périmètre du port, n'ont aucune possibilité de constater ce qui s'y passe.

JEAN GEYRAS.

(Lire la suite page 3)

Priorités américaines

De notre correspondant

Washington. — Pour envoyer des « marines » au Liban, M. Reagan a dû vaincre beaucoup de réticences. Jusqu'à présent, des membres éminents du Congrès ont soutenu le danger d'une telle présence dans une région « chaude », théâtre d'affrontements indirects entre les grandes puissances. La Maison Blanche les rassure en leur disant que, avec des phrases ambiguës : le contingent américain restera de « soutien » dans une bataille éventuelle, mais il ne pèsera pas le poids pour autant au moindre coup de feu. Mais tout l'effort de l'administration porte déjà sur la phase suivante, car les États-Unis ont décidé de jouer un rôle de premier plan dans la région au cours des prochains mois. « Le plus complexe » commence maintenant, souligne-t-on à Washington. La mission Habib était rien par rapport aux difficultés qui nous attendent !

Pour l'Amérique, le bilan de dix semaines de combat au Liban est très contrasté. Nos relations sont tendues aussi bien avec Israël qu'avec les États arabes, reconnaissant le 20 août M. Shultz le nouveau secrétaire d'Etat. Il est rare que des constats aussi négatifs soient faits publiquement.

Ce sont surtout les relations avec les pays pro-américains du

monde arabe — l'Égypte notamment — qui inquiètent le gouvernement Reagan. Son rôle au Liban n'a pas été perçu comme il le souhaitait. Au lieu d'être considéré comme un intermédiaire impartial, il est souvent apparu comme le représentant — voire le complice — d'Israël. L'ONU y a beaucoup contribué : chaque fois qu'un projet de résolution trop précis était soumis au Conseil de sécurité, Washington semblait voter au secours de Jérusalem. Au point de se retrouver tout seul aux côtés de l'État hébreu. Le 19 août, lorsque l'Assemblée générale a voté trois textes pro-palestiniens.

Ces aspects négatifs n'empêchent pas l'Amérique d'avoir largement bénéficié des événements du Liban. On l'accusait depuis deux ans d'être impuissante, de n'avoir aucune influence sur Israël. La réussite finale de la mission Habib a démontré — avec des nuances — le contraire. Et la quasi-absence de l'I.R.A.S. tout au long du conflit à l'été des États-Unis, la seule superpuissance active dans la région.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 3)

Les attentats de Paris

Moins de quinze jours après le fustilade de la rue des Rosiers, le 6 de ce mois, un nouvel attentat meurtrier s'est produit à Paris. Samedi 21 août, au milieu de la journée, un coté piégé a explosé avenue de la Bourdonnais, dans le VII^e arrondissement. Un artificier a été tué sur le coup, un autre grièvement blessé, alors qu'ils tentaient de désamorcer l'engin.

Les deux désordres

par PHILIPPE BOUCHER

Revendiqué, l'attentat de l'avenue de la Bourdonnais ? Futile deux fois qu'une, ce qui n'est pas de nature à dissiper son aspect obscur. Même si les enquêteurs penchent pour la cible américaine. Car le téléphone permet à n'importe qui, sans laisser de traces, de revendiquer n'importe quel acte de violence.

De plus l'obscurité prévalant du moins à présent, en raison du caractère incertain de l'objectif. Car ce quartier de Paris, sinon tout l'arrondissement qui le contient, est une enclave à dirigeants, français et étrangers. En outre, la ou les victimes supposées ne devaient pas nécessairement être les seules, en raison de l'empilement du colla. On ne l'a hélas que trop constaté.

Retiendrait-on même l'hypothèse d'une organisation réelle s'étant donnée le but précis qu'on lui impute, que cela ne suffirait pas à expliquer complètement l'acte commis. Soit probable de l'action de la France au Proche-Orient, comme l'a expliqué mardi le président de la République, sa finalité est plus large que l'assassinat tout éventuel de ressortissants étrangers. Il s'agit inévitablement de semer la peur, aussi appelée terreur lorsque se mul-

tiplient des événements de ce genre. La terreur s'accompagne de la désordre dans les esprits et, enfin, le désordre dans l'État, aussi appelé déstabilisation.

Ce désordre peut se produire en deux temps : l'un est indolore en quelque sorte, tenu même parfois comme un remède et, ainsi, réclamé souvent par un large secteur de l'opinion ; c'est le recours à des législations dites d'exception qui violent les principes démocratiques édictés sans que, de cette injure, sorte un véritable médicament, efficace, contre les menées criminelles.

L'âme

Mais l'État y perd son crédit, et la gauche qui l'occupe aujourd'hui, son âme. Elle ne se sent pas en mesure de résister à l'incitation à la déstabilisation. Le deuxième désordre est des plus clairs et marque le véritable moment de la déstabilisation. C'est celui qui montre les législations d'exception impopulaires et l'État démantelé par l'effet du doute des agents qui le servent et des clamateurs de la rue.

Les poseurs de bombe ont alors gagné. Gagné quoi, au profit de

L'attentat, qu'aucun texte écrit n'est venu expliquer, a été un moment revendiqué par Action directe, puis par les Fraternités révolutionnaires armées libanaises (F.R.A.L.), piste qui a la faveur des enquêteurs. Cependant, ces derniers redoutent que les terroristes de tous bords ne s'arrêtent là.

qui ? A ces deux questions ne s'impose qu'une seule réponse : l'effacement ou le retour de régimes dits musclés, appellation indulgente de la droite et de l'hyper-droite.

Contre cela, qui n'est pas jusqu'à plus ample informé le but de ces innombrables meurtriers, mais pas l'absence de l'existence d'un corps électoral qui s'est distinctement prononcé pour le contraire il y a pas si longtemps, existent deux actions.

L'une est celle du chef de l'Etat dont il ne s'est raisonnablement trouvé personne pour mettre en cause la détermination après son élection du mardi dernier. Les services de police seraient bien avisés d'y songer. L'autre est celle qui incombe à ces services de police dont on sait les renforts qu'ils viennent de recevoir : politiques dans l'immédiat avec la nomination d'un secrétaire d'Etat à la sécurité ; techniques pour bientôt avec l'augmentation de leurs effectifs et de leurs moyens.

Il n'est pas d'autre issue que de résister, puisque eux seuls sont, dans tous les sens du terme, armés pour y parvenir. Il est déjà bien assez grave d'être conduit là. Au-delà, le pire peut devenir sûr.

(Lire nos informations p. 6 et 7.)

La nomination de la haute autorité audiovisuelle

Des professionnels sous surveillance

La présidence de la République a fait connaître, dimanche 22 août, la composition de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, qui sera principalement chargée de veiller à l'indépendance du service public en matière de radio-télévision et dont les neuf membres ont été, dans un premier temps, nommés pour trois, six ou neuf ans. Dans l'avenir, leur mandat sera de neuf ans.

M. François Mitterrand a décidé de confier la présidence de cette instance à Mme Michèle Cotta, P.-D. G. de Radio-France. C'est une lourde responsabilité qu'il accepte les neuf membres de la Haute Autorité dont la liste vient d'être rendue publique. Si l'en dit, avant de connaître ce choix, que la Haute Autorité sera ce que seraient les hommes, nous dirons plus volontiers aujourd'hui qu'elle sera ce qu'en feront ces hommes. La nuance tient à leur personnalité. Précisément, la majorité d'entre eux ne sont pas des personnalités, ou du moins des personnalités connues. Saut peut-être Mme Michèle Cotta, depuis son arbitrage lors du duel télévisé entre MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand, et depuis sa nomination à la tête de Radio-France.

Une personnalité du journalisme qui a su habilement et sagement poursuivre les grandes lignes de la politique de ses prédécesseurs, Mme Jacqueline Baudrier, dans le contexte de l'après-10 mai. On lui prête du caractère, malgré sa discrétion. Nommée par M. Mitterrand, elle bénéficie de son estime, ce que l'opposition lui reprochera ; les journalistes de l'audiovisuel ont, en revanche, lieu d'être satisfaits que des leurs occupe la présidence de la Haute Autorité, et non un politicien ou un administratif.

Assez connu est aussi M. Paul Guimard, homme de lettres et conseiller de M. François Mitterrand depuis quinze mois. On s'étonnera

FREDERIC EDELMANN.

(Lire la suite page 13.)

AU JOUR LE JOUR

Punition

Avant d'exercer leurs fonctions, les neuf membres de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle désignés devraient méditer cette leçon : quand on abuse de la haute autorité parentale, comme ces parents enjoints qui ont séquestré un enfant dans un réduit pendant un an, on se retrouve en prison.

PIERRE ZIMMER.

Le Monde

idées

La propagande, l'irrationnel et le doute

L'information dans l'actualité

La guerre au Liban et une série d'attentats ont relancé, en France du moins, la discussion sur les droits et les devoirs des organes d'information. Patrick Boyer estime qu'Israël a perdu la bataille des mots. Paul Serant écrit que M. Begin a implicitement réclamé, à travers ses excès verbaux, la suppression de la liberté de la presse. Elargissant le débat, Bernard Chaouat va au-delà de la surface des choses, et s'interroge sur le manque de communication entre les Français juifs et le reste de la communauté nationale.

Le débat qui s'est instauré à la suite de la tuerie de la rue des Rosiers sur les responsabilités de la presse, si l'on ose de dépasser les réactions de propagande et des projections irrationnelles, est significatif des mouvements profonds qui agitent la communauté juive et qui tiennent dans les rapports complexes, ambiguës et difficiles que cette communauté entretient avec Israël et la société française. La polémique a porté sur la responsabilité de la presse dans l'instauration d'un climat qui, pour ne pas avoir été consciemment programmé, serait de nature antisémite et aurait permis le geste criminel des tueurs. Cette analyse n'est que le défaut de rester à la surface des choses, de procéder à des généralisations abusives.

Comme ces accusations ne proviennent pas toutes de la même source, comme, indubitablement, des glissements importants se sont produits, non pas d'ailleurs principalement du fait de journalistes mais de secteurs d'opinion qui ont été véhiculés comme il se doit par la presse, il s'agit d'être précis et de bien analyser ce que ces accusations et ces glissements révèlent de part et d'autre.

Remarquons que rien n'a été dit sur le mécanisme qui fait que, pour certains, ce qui relève de l'insensé et de la faiblesse rejoint toute critique à l'égard de — pour employer le terme le plus neutre qui soit — l'opération de Menahem Begin et d'Ariel Sharon jusqu'aux portes de Beyrouth. Ainsi est oublié, chez certains pourtant qui ont une certaine connaissance, le fonctionnement même de la presse et des médias.

Dans un article paru dans le *Matin* qui se veut une autojustification et qui ne servira, si ce n'est, qu'à le désorienter davantage, Claude Lormann parle d'un « *outreach* qui s'exprimerait aussi bien par le nombre de

pages qui leur était consacré — entra cinq et sept par jour, et quelquefois plus dans certains journaux — que par les adjectifs et les analogies qui servaient à les qualifier ».

Ce ne sont donc pas seulement les adjectifs et les analogies qui sont condamnés, mais la couverture des événements du Liban, comme si on se plaisait à vouloir les effacer. Sans doute MM. Reagan, Brejnev, Mitterrand, l'ONU s'amusent-ils de jeux folles ou inutiles...

Il est vrai qu'on parle plus du Liban et de ses milliers de morts que des dizaines de milliers de morts de la guerre irano-irakienne ou que de la longue nuit afghane. Dira-t-on qu'on parle trop de l'attentat de la rue des Rosiers ? Pourtant, le vote qui nous dit : « *Tout cela est bien triste, mais à côté des centaines de morts à Beyrouth chaque week-end...* » montre bien qu'il est des points où les propagandes peuvent se rejoindre.

L'identité diasporique

On ne peut rien comprendre à l'inconditionnalité qui atteint jusqu'à des intellectuels dont le sens critique est fermement en éveil sur d'autres sujets si on ignore les conditions qui ont présidé à la naissance d'Israël et la trace qu'a laissée le génocide nazi dans la mémoire et la conscience juives.

La création de l'État d'Israël, le pôle de référence qu'il a constitué pour les juifs européens lui rendait fierté et dignité, ont consacré la victoire idéologique du sionisme dans le monde juif. La concrétisation d'un espoir qui paraissait, à bien des égards, irréaliste a ainsi nourri l'assurance que cette idéologie, très minoritaire avant le génocide nazi, se serait imposée, devant l'ambivalence du destin juif. Elle l'a amené, dans un premier temps, à considérer que le

par
BERNARD CHAOUAT (*)

peuple juif, tout entier, devrait se retrouver sur sa terre, puis, devant l'échec obtenu de cette ambition, l'a conduit à exacerber son magistère sur les communautés juives de la Diaspora, le thème du retour cédant la place progressivement à celui de la centralité d'Israël.

Le sionisme a l'avantage d'accepter les particularités idéologiques en son sein et le défaut de les refuser chez les autres. On ne peut le comprendre si on ignore qu'il recouvre l'éventail politique classique, de l'extrême gauche borochovienne à l'extrême droite jebotinskiste, des sionistes marxistes aux sionistes ultra-religieux, dont Menahem Begin est l'un des héritiers. D'où le fait qu'Israël soit une démocratie, puisque le sionisme est comme le définit Edgar Morin dans une interview d'une grande justesse et d'une grande intelligence « la forme juédique du nationalisme » et que le sionisme se confond lui-même avec le sentiment national. Mais d'où aussi le fait que, dans les diasporas où un autre sentiment existe, l'établissement lui soit longtemps interdit l'expression. La résurgence d'une forte affirmation de l'identité diasporique a été quelque peu essouffée cette volonté de faire taire les voix qui ne se réclament pas du sionisme et bénéficient d'une tradition et d'une culture historique qui sont au moins aussi anciennes que celles des émules de Théodore Herzl.

Le rapport de forces devenant moins favorable, le renouveau de la recherche et de la création a provoqué la revalorisation des cultures diasporiques qui étaient jusqu'alors restées, et considérées comme des productions du meilleur juif, antérieures à la création de l'État d'Israël. Reste que les autorités officielles de la communauté, les centres communautaires, ont longtemps réagi comme des fortresses assiégées pour lesquelles, hors du sionisme, il n'y avait point de salut. La propagande, qui fait de toute critique de l'État d'Israël une menace pour sa survie ; l'adéquation, fautive ou non, qu'elle entretient entre le juif, l'Israélien et le sioniste nourrissent un cli-

mat de terrorisme intellectuel et d'absence de démocratie qui a trouvé à s'exercer après le choc de la rue des Rosiers ; d'autant que l'opération au Liban, qui n'avait pas le caractère et la défense d'Israël comme seuls critères, suscitait critiques, réserves et malaises au sein même de la communauté.

Manque de communication

Mais, c'est vrai que ce terrorisme intellectuel peut expliquer en partie les réactions de généralisation d'une partie de la communauté juive à l'égard de la presse, il est impuissant à rendre compte du manque de communication entre cette communauté et la société française. A cet égard, la presse s'est faite le vecteur, ce qui est d'ailleurs son rôle, d'idées qui ont cours au sein de secteurs d'opinion non négligeables de la société française et qui témoignent, pour le moins, d'une insensibilité chronique à la psychologie, à l'histoire et à la culture de la communauté juive.

Si l'on examine précisément l'ensemble de la presse, on d'abord que les articles les plus critiques, et les plus scandaleux, à quelques rares exceptions près, ne sont pas parus dans la grande presse d'information, mais dans la presse liée à un parti, ou sous forme de tribune.

Si l'on prend le *Monde* par exemple qui fait l'objet comme ses confrères des plus critiques, il a soigneusement évité, et à d'ailleurs maintes fois dénoncé, les retournements de sens et les assimilations abusives. C'est dans les tribunes, les interviews ou sa page « *Idées* » que se trouvent, à côté d'ailleurs des défenses et illustrations de la politique israélienne, des opinions qui opèrent ces glissements condamnablement. De même, ce que l'on peut reprocher à certains journaux, ce n'est pas de dénoncer une politique qu'ils condamneraient même si Begin n'était pas israélien, mais, à l'instar du sionisme et des terroristes palestiniens, d'entretenir la confusion entre juif, sioniste et israélien. Le plus grave, et cela a suffisamment été mis en lumière pour qu'on ne s'y étende davantage, a été la dénonciation du sionisme et d'Israël comme incarnation du mal absolu et l'application aux faits de guerre et aux exactions israéliennes de termes qui n'ont rien à voir avec la réalité du siège de Beyrouth

et qui empruntent aux références quasiment obligées du degré absolu de l'horreur : le nazisme et le génocide. Ces figures de style relèvent d'ailleurs souvent plus de la falsification, du schématisme, de la simplification et de l'ignorance absolue de la communauté juive que de l'antisémitisme la preuve, ce « C.R.S. » SS, que nous avons scandé en mai 68 au mépris de toute exactitude.

Mais il n'est pas très étonnant que ces intellectuels aient éprouvé ce manque de sensibilité à ce qui est le fond commun de l'histoire et de la culture juives. Il est, hélas, symptomatique que les sentiments de 1 % de la population française ne soient pas pris en compte. Notre société reste profondément fermée aux dialogues des différences.

Contre ce qui se passe dans la société américaine, le communisme juif resta, pour la communauté nationale, un ensemble mystérieux dont les valeurs culturelles et la tradition historique n'ont pas réellement pénétré profondément la société française. C'est le lot de tous les groupes minoritaires en France. Le succès de livres comme *Le Cheval d'argile* montre bien qu'on en reste à l'état de découverte. Que dire alors d'une appartenance qui, pour bien des Français, quand ce n'est pas pour les juifs eux-mêmes, suscite tant d'interrogations sur sa nature : minorité religieuse, nationale, culturelle ?

Comme l'attentat de la rue Copernic il y a deux ans, mais avec encore plus d'acuité, le massacre de la rue des Rosiers a cristallisé la nature des deux malaises qui saisis la communauté juive de France : mal israélien, mal français. Reste que cette communauté se vit de plus en plus comme une diaspora et qu'il est moins que jamais question d'un retour à Sion.

Les réactions de fin de non-recevoir aux ingérences de Begin, plus surprenantes de la part du nouveau juif, qui se tient sur la crête majoritaire du judaïsme français, que des autorités juives officielles, montrent que des marges d'autonomie commencent à apparaître.

Avec la montée de nouvelles générations moins traumatisées par le génocide, avec la fin du mythe israélien, elle aura de plus en plus à concevoir et à construire son avenir diasporique, en liaison avec d'autres groupes, dont la communauté immigrée arabe (les baïes des torpilles qui voudraient tuer du juif ont tenté aussi un arabe musulman), dans le cadre d'une société multi-ethnique et multi-culturelle.

La bataille des mots

par PATRICK BOYER (*)

lienne. Aujourd'hui, au Liban, c'est Bebir Gemayel qui est le collaborateur de l'occupant israélien. Et s'il devient un jour chef de l'Etat sous la pression des armes, nul doute que, par ses glissements de langage habituels, l'agacé Tass ne le présentera comme un gauchiste.

Sur le mot « *terroriste* » un livre ne suffirait pas. Edgar Morin vient de rappeler (1) ses multiples emplois et dérivés : des résistants français à l'Irgoun de Begin en passant par les mouvements de libération nationale. Begin lui-même s'égare dans son analogie scabreuse en assimilant la lutte contre l'O.L.P. à celle, perdue par la France, contre le F.L.N. algérien : c'est réveiller un réflexe anti-arabe, sans compter que ces terroristes-là sont aujourd'hui ministres. Les exemples dans le tiers-monde sont légion, de Fidel Castro à Robert Mugabe.

Envers Israël et le peuple juif, la dette morale de la communauté internationale sera éternelle. Ce principe étant admis, doit-il entraîner pour autant une totale inconditionnalité ? Tant qu'Israël a été menacé dans sa survie il n'y a pas eu de faille, et l'opinion occidentale a fait faillite, même en France lorsque le gouvernement était ridicule (les « *vedettes de Cberbourg* »).

La guerre par d'autres moyens

Maintenant que le doute s'installe, les dirigeants israéliens ont recours à une forme exacerbée de la raison d'Etat : le terrorisme intellectuel, le terrorisme des mots. L'amalgame règne : critiquer Israël (ou plutôt la politique de son gouvernement) c'est tomber dans l'antisémitisme... donc dans l'antisémitisme... donc dans le racisme. Begin n'a pas hésité à qualifier récemment d'antisémitisme la menace exprimée par des parlementaires américains de revoir l'aide économique et militaire à Israël.

C'est sans doute grâce à cette force de mobilisation morale qu'Israël a survécu et vivra. L'opposition travailliste, quoique déchirée, envoit Rabin puis Pères plaider la cause de Begin aux Etats-Unis. Pères explique clairement que le conflit ne doit engendrer aucun processus de « *vietnamisation* » (manifestation pacifiste à Tel-Aviv, démission du colonel Giv'at...) et qu'Israël ne peut se permettre d'ouvrir un « *front intérieur* ».

(*) Journaliste, auteur de *Les journaux sont-ils des assassins ?* Hachette.

Mais c'est ailleurs dans le monde que se joue la bataille du langage. Au lendemain de l'attentat de la rue des Rosiers, Marc Halpern reproche aux médias (2) d'avoir transplanti en France le conflit du Proche-Orient, faisant ainsi de la communauté juive une partie prenante, et répréhensible. Cette communauté s'est affectivement solidarisée, à la fois par un réflexe de défense contre une information qu'elle jugeait partielle et sous la pression morale et politique des dirigeants israéliens qui jouent parfois cyniquement de la mauvaise conscience d'une partie de la Diaspora. Seule une minorité intellectuelle de gauche a protesté — l'exception, devant l'ambivalence d'Israël — et elle s'est fait taire, buser par le Betar et traitée de « *juifs de la honte* ». C'est le terrorisme intellectuel passant aux actes. On sait quels tourments s'est rendant ce soir-là devant l'ambassade.

Mais il doit être permis de se solidariser avec Israël sans attirer la foudre, et Marek Halpern sait bien que les extrémistes, palestiniens ou non, qui ont tué de sang-froid, n'avaient pas besoin de lire la presse pour être « *motivé* ». Halpern marque d'ailleurs la limite de l'emprise que peut avoir Israël sur la Diaspora : vous n'avez pas le droit de parler en mon nom, écrit-il en substance à Begin (3) lorsque celui-ci envisage de participer à l'auto-défense juive : « *Je ne vous ai pas élu. A ce moment, Israël redevenait un Etat comme les autres, jugé selon les critères démocratiques qu'il affiche. En somme, la Diaspora n'a pas forcément à endosser les « *péchés d'Israël* ».*

C'est peut-être l'enseignement de cette cinquième guerre. Israël perd de mauvaise grâce la bataille des mots qu'il avait jusqu'alors toujours gagnée ; pour d'excellentes raisons, et pour de moins bonnes, comme le racisme anti-arabe. Que l'antisémitisme compte dans cette défaite est certain, mais il est loin d'être déterminant. A la limite, il sera conséquence plutôt que cause : il se nourrit du revers moral d'Israël, au Liban. L'Etat martyr, choyé à juste titre par une large partie du monde, banalise peu à peu pour devenir une puissance parmi d'autres au Proche-Orient. Il a du mal à vivre cette mue, et la Diaspora plus encore.

C'est le jeu des extrémistes que de créer le ghetto et de susciter la panopée. D'un côté les balles qui tuent, de l'autre les mots qui vilipendent. La passion excuse beaucoup de ces mots. Mais lorsqu'ils sont prononcés de sang-froid, ils ont ce que la continuation de la guerre par d'autres moyens.

(1) *Libération*, du 13 août.
(2) *Le Monde*, du 10 août.
(3) *Le Monde* daté 15-16 août.

(*) Rédacteur en chef de *Combat pour la Diaspora*.

M. Begin et la liberté de la presse

par PAUL SERANT (*)

On se souvient recommandé aux journalistes et écrivains de ne pas « *banaliser* » le génocide hitlérien. L'immense majorité d'entre eux ont été d'accord à ce sujet. Ils ont parlé du génocide hitlérien en montrant son exceptionnelle dimension dans l'abomination.

Depuis quelques jours, cependant, le reproche qu'on adresse aux responsables de l'information — et plutôt l'inverse : on les accuse d'avoir donné trop d'importance aux souffrances des Libanais et des Palestiniens, lesquelles, dit-on du côté sioniste, relèvent de ce qui est malheureusement inévitable dans une guerre normale.

En effet, ce n'est pas la même chose d'exterminer systématiquement des individus en fonction de leur origine ethnique, et de tuer ses

ennemis dans un conflit qui vous oppose à eux.

Cela n'empêche pas la guerre d'être horrible. Cela n'empêche pas, dans la guerre, ceux qui disposent de la supériorité en matériel de faire beaucoup plus de mal que ceux qui ne la possèdent pas. En l'occurrence, les Israéliens ont fait beaucoup plus de victimes que leurs adversaires n'en pouvaient faire.

Il me paraît donc naturel que, en voyant des quartiers entiers de Beyrouth écrasés sous les bombes avec ceux de leurs habitants qui n'avaient pu partir à temps, mes confrères de la presse écrite ou des médias aient été profondément émus. Et qu'ils aient fait part de leur émotion en transmettant leur témoignage.

De toute évidence, le gouvernement israélien préférerait que les journalistes français (ou autres) disent : « *Comme il a raison, ce M. Begin. S'il n'était pas intervenu à temps, il y aurait eu dix, vingt, voire plus de morts. Rendons hommage à sa clairvoyance et à sa détermination.* »

Dire ce que l'on voit

Malheureusement, le rôle d'un reporter n'est pas d'abord d'apprécier les responsabilités dans ce qu'il voit ; c'est d'abord de dire ce qu'il voit. Et de dire que ce qu'il voit est abominable, si ce qu'il voit est abominable.

Quant aux commentateurs, quant à ceux qui ont pour fonction non de voir directement, mais d'analyser ce que d'autres ont vu et fait connaître, ils ne sont nullement obligés d'être d'accord avec M. Begin et ses amis.

Dire que l'on attaque parce que, sans cela, on aurait été attaqué, dire que l'on tue parce que sans cela, on aurait été tué, c'est ce que disent toujours ceux qui déclenchent les guerres. C'est bien connu : celui qui déclenche la guerre ne le fait que

pour sauver la paix. La paix en Galilée, la paix en Europe, la paix ailleurs. Mais on doit toujours se méfier de telles affirmations, quand l'agresseur est le plus fort, quand il dispose d'un armement que ses adversaires — mieux vaut dire en certains cas ses victimes — ne possèdent pas. Et tel est bien le cas de M. Begin face aux voisins d'Israël.

E, bien entendu, là où règne la liberté de la presse, un journaliste a parfaitement le droit de défendre la thèse du gouvernement israélien. Mais il a tout autant le droit de dénoncer cette thèse, si elle lui paraît insoutenable.

Et quand M. Begin insinue que les journalistes français qui ont condamné son action sont responsables des dix morts de la rue des Rosiers, il réclame implicitement la suppression de la liberté de la presse en France.

Cette liberté, cependant, les journalistes français de toutes opinions ne sont nullement disposés à y renoncer.

Et si l'on essaye de leur faire croire qu'en refusant d'y renoncer ils versent plus ou moins dans l'antisémitisme, ils ne marcheront pas.

Les dizaines de milliers de manifestants qui s'élevaient il y a quelque temps à Tel-Aviv contre la guerre au Liban n'étaient pas antisémites. Ils étaient israéliens. Ils accusaient M. Begin de conduire Israël à la catastrophe. Il est permis, sans être juif, de penser comme eux.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie : du Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-337. ISSN : 0395-2037.

(*) Journaliste et écrivain.

il et le doute

Le Monde

étranger

LA CRISE DU PROCHE-ORIENT

M. Bontros-Ghali, ministre d'Etat égyptien pour les affaires étrangères, arrivé dimanche à Paris, devait s'entretenir ce lundi 23 août avec M. Cheysson. La France et l'Egypte, indique-t-on de sources diplomatiques à Paris, ont l'intention de relancer l'initiative qu'elles avaient prise conjointement, il y a plus d'un mois aux Nations unies, sous la forme d'un projet de résolution soumis au Conseil de sécurité, et qui a été depuis mis en veilleuse en raison de l'évolution de la situation à Beyrouth.

Le projet franco-égyptien doit nécessairement être remanié car sa première version prévoyait, en son point numéro un, un désengagement militaire autour de la capitale libanaise et l'évacuation des forces palestiniennes de Beyrouth-Ouest. Dans la situation nouvelle créée par l'application du plan Habib, Paris et Le Caire se proposent de promouvoir un règlement global dans lequel figureraient notamment l'affirmation du droit à l'autodétermination du peuple palestinien et une reconnaissance mutuelle et simultanée de toutes les parties en présence dans le conflit israélo-arabe.

Le principal problème pour la France et l'Egypte est de convaincre les Etats-Unis, qui disposent d'un droit de veto au Conseil de sécurité, qu'un règlement ne peut être acquis au Proche-Orient sans que soient reconnus les droits des Palestiniens. On estime à Paris qu'une certaine évolution se dessine sur ce chapitre dans les positions américaines.

● A NIAMEY, ouvrant dimanche la treizième session de la conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), le secrétaire général de cette organisation, M. Habib Chatti, a lancé un appel pressant aux pays musulmans pour qu'ils « raffermissent leur solidarité et transcendent leurs divisions pour se consacrer sur la lutte contre leur véritable ennemi : Israël ». Il a dénoncé « la barbarie inqualifiable » de l'Etat hébreu et accusé les Etats-Unis d'avoir « appuyé l'entité militaire sioniste ».

Les représentants de l'Irak et de l'Iran — que M. Chatti avait invités à « tirer les leçons de la catastrophe libanaise » — se sont livrés à une vive polémique au cours de la séance d'ouverture. Les premiers accusant l'Iran d'être responsable de la poursuite des combats entre les deux pays tandis que le délégué irakien dénonçait « l'agression irakienne » comme un « maillon d'une chaîne caractérisée par l'ingérence militaire américaine ». La délégation libanaise à la conférence de l'OCI, pour sa part, quitté Niamey avant la séance d'ouverture en se plaignant des vexations — fouilles au corps des délégués à leur arrivée, attente prolongée dans les locaux de la police —

dont elle avait été l'objet. Le chef de la délégation, M. Zawam, a mis en cause « l'action de l'Arabie Saoudite et des Etats-Unis ».

● DANS LES PAYS ARABES, les derniers développements de la crise libanaise provoquent de nouvelles réactions. A Djeddah, le ministre saoudien de l'Information, M. Yamani, a déclaré que le départ de Beyrouth des combattants palestiniens marquait « le début de l'étape qui doit les ramener en Palestine ». A Amman, le roi Hussein a évoqué la prochaine réunion d'un sommet arabe en lançant un appel à tous les dirigeants arabes pour qu'ils aident l'O.L.P. à « jouer son rôle et remplir sa tâche ». Au Koweït un porte-parole du gouvernement a déclaré que le Koweït appuyait toute position prise par l'O.L.P. A Tripoli, l'agence de presse libyenne a annoncé qu'un défilé avait été décrété en Libye en raison de l'évacuation de Beyrouth-Ouest par les combattants palestiniens.

La comité « ad hoc » de l'Internationale socialiste, qui se réunit ce lundi à Nicotie, annonce que l'organisation enverra une mission les 25 et 26 août à Beyrouth, où elle rencontrera notamment M. Jonnblatt, président du parti socialiste progressiste libanais, et d'autres personnalités. La commission, que préside M. Soares (Portugal), s'était réunie pour la première fois le 6 août à Lisbonne.

Des adieux émouvants

(Suite de la première page.)

Mais certains d'entre eux ont vu dimanche un soldat israélien installé discrètement dans un local voisin du port photographier, à l'aide d'un télé-objektif, les Palestiniens au moment de leur passage entre deux hangars, à 300 mètres de là. Ce lundi, un troisième groupe d'un millier de combattants palestiniens devait quitter Beyrouth par voie de mer pour le Sud-Yémen.

Samedi, Beyrouth-Ouest avait fait des adieux émouvants au premier contingent palestinien à quitter le Liban. Ces derniers avaient été rassemblés dans la matinée au stade municipal de Fakhani où se pressait une foule immense d'amis palestiniens et libanais venus les saluer pour une dernière fois.

« Jusqu'à la victoire »

Les « héros » de Babr, de l'Armée de libération de la Palestine, dans leurs uniformes vert olive tout neufs, la kalachnikov en bandoulière, na paraissent guère émus, pendant qu'ils se mâtinent en rang pour une dernière présentation des armes. Au cri de « *Al thewra, al thewra* » (Au revoir, au revoir), ils se précipitent vers la place à bord de treize camions de l'armée libanaise ornés de portraits de M. Arafat et de drapeaux palestiniens et libanais entrecroisés.

Tandis qu'une centaine d'agents des chants folkloriques palestiniens, un responsable de l'O.L.P. dénonçait, à l'aide d'un haut-parleur, les pays arabes : « Dites aux gouvernements arabes que le fiasco palestinien restera. Dites-leur que nous n'avons pas besoin de leurs avions, ils peuvent les garder au Caire ou à Tripoli. Non Kadhafi, non Kadhafi, non, nous n'avons nullement envie de nous suicider. Nous continuerons la lutte, tous les chemins mènent à Jérusalem ».

Une pancarte en anglais résumait avec éloquentes l'intention des journalistes étrangers l'embarquement que l'on essayait par ailleurs de dissimuler sous une phrasologie guérilla : « Le droit du plus fort est toujours le meilleur. L'arrivée du frère Abou Jihad, le numéro deux du Fatah et responsable militaire de l'O.L.P., flanqué de ses gardes du corps, déclenchait l'enthousiasme de la foule, qui entonnait en chœur l'hymne du Fatah : « *Bladi, bladi* » (« Mon pays, mon pays »).

Tandis qu'une forêt de mains se tendait pour faire la signe de la victoire, le convoi s'ébranlait au milieu d'une interminable et assourdissante pétaarde de kalachnikov, ponctuée au loin de tirs de canon. La longue traversée de Beyrouth-Ouest en direction du port, à travers les quartiers populaires de la ville, commençait. En tête du convoi, le colonel Koreyem, qui représente l'armée libanaise à la commission mixte libano-palestinienne, retenait avec difficulté son émotion, tandis que les camions empruntant les rues dévastées de Fakhani, autrefois un des hauts lieux de la résistance palestinienne, devenaient une cité fantôme égarée sous les bombes israéliennes. Puis ce fut le cortège des camions bordés d'immeubles aux façades éventrées ou délabrées. Au passage, on pouvait apercevoir des femmes, et parfois des hommes, sangloter en silence.

Après Mazraa, c'est Mar-Ellas, le quartier druze, où M. Wajid Jonnblatt, au bord des larmes, vint vider plusieurs chargeurs de kalachnikov en l'honneur des combattants palestiniens. Un peu plus loin, à l'entrée de la rue du Collège-Patriarcal, le chef du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.), M. Georges Habache, que l'on disait très malade, fait une brève apparition. C'est le délire. Des femmes en pleurs lancent des fenêtres des poignées de riz ou de farine dans une ville qui manque de produits alimentaires. C'est ensuite la traversée de Wadi-Abou-Jawh, le quartier juif de Beyrouth, dont la synagogue a été endommagée, il y a à peine huit jours, par l'aviation

israélienne. Le convoi s'engage alors à travers d'étroits dédales qui, au milieu des ruines remontant à la guerre civile, conduisent au port. Un dernier arrêt devant l'immeuble de la Banque de Syrie et du Liban permet à la foule de crier son émotion, et c'est le premier barrage tenu par l'armée libanaise.

Les journalistes qui tentent de suivre à pied les camions sont brutalement repoussés par les militaires libanais devenus impitoyables. Certains cependant arrivent à se glisser jusqu'à l'immeuble Fattal et pensent révéler leur exploit de la matinée en pénétrant dans l'enceinte du port. Peine perdue, une vingtaine de parachutistes du 2^e REP ont établi un cordon étanche qui décourage les plus téméraires. Leur commandant évoque les ordres impératifs du gouvernement libanais, qui, dit-il, « a demandé des Palestiniens », et interdit l'accès du port à « tous ceux qui n'ont rien à y faire ».

Le jour bonifié, les cheveux en bataille, l'ambassadeur de France, M. Paul-Marie Henry, qui n'affectionne pas particulièrement les terroristes, s'empoumone à l'aide d'un haut-parleur pour convier les plus enthousiastes de l'armée libanaise à leur travail. Une ultime démarche des journalistes, qui affirment que les Palestiniens souhaitent, précisément la présence de la presse internationale au port de départ.

C'est maintenant fini. Les plus récalcitrants refusent ou désordrent sous la poussée de militaires libanais qui, après leur déconvenue matinale face aux israéliens qui les ont délibérément oubliés, paraissent totalement dépassés par la situation.

Le drame de la séparation

Dimanche le même scénario et le même itinéraire seront répétés grosso modo. Mais cette fois l'enthousiasme qui avait précédé le grand départ de la veille semble avoir cédé la place à la tristesse qui se lit sur tous les visages et qui se manifeste par un redoublement des tirs de kalachnikov en l'air. Les soldats de l'A.L.P. (Armée de libération de la Palestine) partis samedi ne se trouvaient au Liban que depuis deux ans et n'avaient pas eu le temps de s'y enraciner. Ceux qui partent ce dimanche, en grande partie des membres et des cadres du Fatah et de l'O.L.P., étaient installés dans le pays depuis de longues années. Ils étaient devenus presque des Libanais et leur départ signifie pour eux un nouvel exode. Ils laissent leurs femmes et leurs enfants à Beyrouth et ignorent quand et où ils seront à nouveau réunis. A l'exode s'ajoute donc le drame de la séparation. Des scènes déchirantes ont lieu au moment où le convoi s'ébranle, des femmes et enfants en pleurs tentant de courir derrière les camions pour voir encore une dernière fois l'être cher.

De même l'accueil réservé aux combattants palestiniens dans les quartiers populaires a été plus passionnel et grave. Etonnants Libanais, dignes et généreux. Les habitants de Beyrouth-Ouest avaient quelques raisons de se plaindre des Palestiniens et ils ne se sont pas privés de le faire connaître dans le passé. Mais voilà que, au moment où ils s'en vont, on commence à les regretter.

« Que voulez-vous, nous dit un Libanais, nous nous étions habitués à leur présence. Leur sort ne peut nous laisser indifférents. Ce qui leur arrive est profondément injuste et nous n'oublions pas la part qu'ils ont eue pour éviter la destruction totale de Beyrouth-Ouest. » C'est, d'ailleurs, qui sont nés avec la révolution palestinienne et l'ont vécu avec ses grandes et ses misères, paraissent en plein désarroi. C'est tout un rêve qui s'effondre pour eux.

En fait, il y a dans ce pays deux Liban. Un Liban qui se sent, malgré tout ce qui s'est passé au cours des dernières années, soldat des Palestiniens, et un Liban, situé de l'autre côté du port, qui n'a pas pris le peine de dissimuler sa joie à l'occasion du départ des premiers contingents de Palestiniens. Ce Liban n'hésite pas à exiger sous la plume de l'éditorialiste du *Nouvel*, l'organe officieux des phalangistes, « une dernière et simple de tous les camps palestiniens devenus des monuments d'hypocrisie dans le mensonge ». « Il faut détruire les camps palestiniens du Liban instablement jusqu'à ce que disparaissent pour toujours ces stèles du crime, ces stèles de criminalité et de délinquance de toute provenance, ces pépinières de terroristes. Le gouvernement libanais commettrait une faute grave s'il se prêtait aux tentatives d'un cours d'effacement de la mémoire nationale pour la protection des camps et d'empêcher, par conséquent, leur désarmement total et leur suppression. » La lecture de ces lignes remplit d'inquiétude les Palestiniens, qui espèrent malgré tout, malgré le départ de leurs combattants, préserver encore les institutions communales au Liban au cours des prochaines années. Elle inquiète aussi les Libanais, qui se demandent quelle sera l'évolution du pays si M. Béchar Gemayel réussissait ce lundi à avoir le quorum à l'Assemblée parlementaire.

En tous les cas, le général Sharon a respecté à la lettre ses engagements en rétablissant, dimanche au fin de matinée, l'électricité coupée depuis le 23 juillet, mettant ainsi fin au blocus économique de Beyrouth-Ouest, mais il faudra attendre vraisemblablement plusieurs jours pour que la distribution devienne normale dans une ville durement touchée par les bombardements israéliens.

JEAN QUEYRAS.

Il n'y aura pas de négociation en dehors du cadre fixé à Camp David

déclare M. Menahem Begin

De notre correspondant

Jérusalem. — Si de nombreux Israéliens étaient opposés à l'idée d'un assaut final contre Beyrouth-Ouest par les forces israéliennes, une telle opération aurait été à tout point de vue, « trop coûteuse » pour Israël, ils n'en ont pas moins assisté avec amertume au départ des premiers groupes de l'O.L.P. L'annonce de la conclusion du plan Habib avait, en général, été accueillie avec soulagement en Israël, mais la vue des images de l'évacuation, abondamment diffusées par la télévision israélienne samedi et dimanche soir — notamment celles montrant les fedayin faire le V de la victoire, — a provoqué des sentiments de frustration. « Je préfère ne plus regarder la télévision pendant quelques jours », nous a confié un réserviste qui avait combattu sur le front de Beyrouth. Nous avons été privés de l'occasion qui nous était donnée d'observer les terroristes une dernière fois. Et le pèlerinage à Jérusalem a été le plus triste que nous ayons vu. Les combattants libanais à Beyrouth-Ouest, mais il a ajouté : « Nous n'en avons pas fini avec les terroristes. Ils ne tarderont pas à reprendre l'entraînement. Les Israéliens reconnaissent que, pour eux, le moment du départ de M. Arafat et des principaux collaborateurs de l'O.L.P. sera un moment particulièrement difficile. »

Cette irritation a été accrue dimanche lorsque l'armée israélienne a tenté d'empêcher l'O.L.P. d'embarquer des véhicules et des munitions, ce qui était, selon le gouvernement de Jérusalem, une « violation flagrante » des conditions de l'accord de Camp David conclu par M. Habib. La télévision a

laissé entendre que les dirigeants israéliens tenaient le médiateur américain pour responsable de cet incident qui, à leurs yeux, en annonce d'autres. Le cabinet de M. Begin a exigé et obtenu dimanche soir de la part de l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël un engagement écrit selon lequel les jeep et land-rover qui se trouvaient à bord du bateau en partance seraient déchargées avant l'arrivée du navire en Tunisie. Le gouvernement, qui dénonçait la veille déjà l'attitude de l'armée libanaise et du contingent français pour n'avoir pas effectué de contrôle sur le port de Beyrouth, a souligné dimanche soir que sa protestation devait être comprise comme un avertissement à l'égard de l'avenir. Les dirigeants israéliens soupçonnent M. Habib d'avoir approuvé ce laxisme, tout en sachant que le gouvernement de Jérusalem comptait sur lui pour que les effectifs et matériels emportés par les hommes de l'O.L.P. fassent l'objet d'une étroite surveillance.

La préparation d'un plan américain

La confirmation par le secrétaire d'Etat, M. Schultz, et le secrétaire à la défense, M. Weinberger, de la préparation d'un plan américain de règlement de la question palestinienne a renforcé l'inquiétude des milieux israéliens spécialisés, sénateurs et représentants, se sont succédés dans son bureau. S'il a beaucoup écouté le secrétaire d'Etat à très peu près lui-même. On s'attendait à ce que le plan, dit-on, donnerait lieu à diverses interprétations.

Priorités américaines

(Suite de la première page.)

Accessoirement, la supériorité du matériel militaire américain a été mise en avant pour rassurer à deux fois le roi Hussein qui voulait se fournir en armes soviétiques. Les départs considérables causés au Liban ont été présentés comme une victoire de l'O.L.P. sur le régime de M. Reagan lui-même. Cela n'empêche pas Washington d'être très satisfait de l'issue des combats. En quelques semaines, il a obtenu ce qu'il attendait : la dispersion des combattants de l'O.L.P., l'affaiblissement de la Syrie, et, à travers elle, de l'I.R.I.R. La possibilité de restaurer un Etat libanais procède d'occident.

En somme, avec des moyens détestables, M. Begin a débarrassé le Liban de la présence des combattants de l'O.L.P. Les Etats-Unis ont obtenu ce qu'ils voulaient : la dispersion des combattants de l'O.L.P., l'affaiblissement de la Syrie, et, à travers elle, de l'I.R.I.R. La possibilité de restaurer un Etat libanais procède d'occident.

En somme, avec des moyens détestables, M. Begin a débarrassé le Liban de la présence des combattants de l'O.L.P. Les Etats-Unis ont obtenu ce qu'ils voulaient : la dispersion des combattants de l'O.L.P., l'affaiblissement de la Syrie, et, à travers elle, de l'I.R.I.R. La possibilité de restaurer un Etat libanais procède d'occident.

Depuis son installation, le mois dernier, M. Schultz a entrepris un examen général de la politique américaine au Proche-Orient. De nombreux spécialistes, sénateurs et représentants, se sont succédés dans son bureau. S'il a beaucoup écouté le secrétaire d'Etat à très peu près lui-même. On s'attendait à ce que le plan, dit-on, donnerait lieu à diverses interprétations.

Les trois conditions de M. Moubarak

Le Washington Post du 22 août a publié un article de M. Hosni Moubarak, dans lequel celui-ci pose trois conditions pour la reprise des discussions entre Le Caire, Jérusalem et Washington : que les Etats-Unis reconnaissent le droit du peuple palestinien à l'auto-détermination, que cessent les implantations israéliennes dans les territoires occupés et que des mesures soient prises pour « restaurer la confiance » des habitants palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Sinon, affirme M. Moubarak, « il sera très difficile de reprendre les négociations sur l'auto-détermination ou de ramener le processus de paix ».

Les deux derniers points ne font pas difficulté à Washington. Interrogé sur la légalité des implantations israéliennes, M. Schultz a déclaré : « La question n'est pas de savoir si elles sont légales, mais si elles sont constructives. Et nous ne pensons pas qu'elles le soient ».

Mais les Etats-Unis sont-ils prêts à reconnaître aux Palestiniens le droit de l'autodétermination ? M. Schultz a répondu dimanche, sur la chaîne de télévision N.B.C. dans l'émission « Meet the Press » : « Les Palestiniens devraient participer à la détermination des conditions dans lesquelles ils sont gouvernés ». Le secrétaire d'Etat n'a pas voulu employer le mot autodétermination, selon lui devenu synonyme

tions, ce qui semblait être une critique évidente de la position israélienne.

En annonçant, lors du conseil des ministres hebdomadaire dimanche, que le gouvernement allait entreprendre une action « pour l'établissement d'une paix générale au Proche-Orient, celle qu'elle a été définie à Camp David », M. Begin a signifié aux dirigeants américains qu'il n'entendait pas leur laisser l'initiative et ne leur permettrait pas de transformer les accords de Camp David dans un sens contraire à celui que leur donnent les Israéliens. Le premier ministre a même pris soin de faire cette mise en garde on ne peut plus nette : « Il n'y aura pas de négociation sur aucune proposition quelle qu'elle soit qui s'écarterait du cadre fixé à Camp David ». Et pour M. Begin, il y a tout lieu de penser que M. Schultz pourrait s'apprêter à commettre un pareil écart quand il déclarera, comme il vient de le faire, que la résolution 242 du Conseil de sécurité implique un retrait israélien des territoires occupés et sous-entend un compromis sur le trac des frontières de l'Etat d'Israël. Auparavant, M. Sharon avait lancé un appel aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza pour qu'ils se joignent à des pourparlers, menant à ce que le langage de l'O.L.P. était réduit. Cet appel de M. Sharon s'adressait aux « Arabes d'Israël » (la terre d'Israël), expression qui, selon le gouvernement de Jérusalem, englobe la Cisjordanie et le territoire de Gaza. M. Sharon indiquait ainsi aux dirigeants américains qu'il n'était pas disposé à accepter l'abandon du contrôle de tous les territoires qu'il occupe actuellement.

FRANCIS CORNU.

le livre du spectacle

Histoire d'un "Ring"

Bayreuth 1976 - 1980

Pierre Boulez
Parice Chéreau
Richard Peduzzi
Jacques Schmidt

Phurid

ROBERT SOLE.

(1) La version en langue anglaise de la résolution 242 parle de retrait « de territoires occupés », tandis que la texte français parle de « territoires occupés ».

● Un bateau transportant 3.000 tonnes de nourriture et de médicaments à quinzaine samedi 21 août le port égyptien d'Alexandrie pour Beyrouth, selon l'agence de presse du Moyen-Orient. La nourriture et les médicaments, d'une valeur de 700.000 FF, ont été recueillis par le comité de solidarité nationale en faveur de la cause palestinienne, dirigé par les trois partis d'opposition égyptiens. — (A.P.)

LA CRISE DU PROCHE-ORIENT

Le redéploiement des troupes palestiniennes

L'O.L.P. continuera à mener conjointement la lutte politique et la lutte armée jusqu'à la création d'un Etat palestinien indépendant, a déclaré, dimanche 22 août, M. Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., en accueillant à l'aéroport de Nicosie le premier groupe de combattants palestiniens évacués de Beyrouth. L'O.L.P. n'aura jamais recours à l'arme du terrorisme, a ajouté le chef de la diplomatie de l'O.L.P., qui s'est exclamé : « Nous sommes pas des terroristes, nous sommes des combattants de la liberté ! ». Nous avons subi un petit revers, mais nous poursuivrons la lutte pour notre terre », a assuré M. Kaddoumi.

Le responsable palestinien, qui venait de New-York via Paris, a été ovationné par les quelque quatre cents fedayin. Accueilli au cri de « Palestine vaincra », M. Kaddoumi a été

quelques peu bousculé par les combattants, dont certains lui ont donné l'accablade.

Les fedayin avaient débarqué dans le port de la capitale chypriote, dimanche matin, en ordre impeccable, précédés du drapeau palestinien et de portraits de M. Arafat. A terre, ils avaient remis leurs armes, des fusils mitrailleurs pour la plupart, aux forces de l'ordre chypriotes, qui avaient bouclé le port.

Les combattants ont quitté l'île par avion pour la Jordanie et l'Irak. Ce transfert se faisait sous la responsabilité du Comité intergouvernemental pour les migrations, organisme humanitaire basé à Genève.

A leur arrivée à Bagdad, les cent trente-cinq combattants, tous membres d'une fraction palestinienne proche du régime irakien, le F.L.A. (Front de libération arabe), ont reçu un accueil

officiel, mais qui est resté très discret.

Attendus par M. Naïf Haddad, responsable des mouvements de libération au Conseil du commandement de la révolution, et président du Conseil national irakien, les fedayin ont descendu, silencieux et émus, la passerelle. La fatigue et la tristesse se lisaient dans leurs yeux, rapportent les journalistes présents. Peu de temps après, l'agence irakienne INA, rendant compte de cette cérémonie, a affirmé que les cent trente-cinq hommes s'étaient portés volontaires pour aller combattre l'armée iranienne. Selon l'INA, leur commandant a déclaré qu'ils espéraient participer aux côtés des Irakiens à la lutte contre l'agresseur iranien, car la libération de la Palestine ne pourrait se faire sans utiliser les potentialités de l'Irak, actuellement occupées par l'agression iranienne. — (A.F.P., U.P.I.)

Les relations de l'O.L.P. avec les principaux pays d'accueil demeurent tendues

De notre correspondant

Beyrouth. — L'O.L.P. va se trouver écartelée entre sept pays arabes où ses combattants sont en train d'être dispersés. De plus, la centrale palestinienne a des relations pour le moins crispées avec les principaux pays d'accueil : la Syrie et la Jordanie. Seule la Tunisie n'est pas dans ce cas. Quant aux deux Yémens, tellement décentrés par rapport au monde arabe, il est difficile de leur attribuer un grand rôle dans l'opération en cours. Le Yémen du Nord étant cependant une sorte de caution saoudienne et le Yémen du Sud pouvant constituer une base de repli pour les fedayin non arabes.

Le contentieux avec Amman

Siège de la Ligue arabe, Tunis constitue pour M. Arafat et la direction de l'O.L.P. le moins mauvais des replis possibles, malgré son éloignement de la scène proche-orientale. On croit savoir que, même si comme l'annoncent un des principaux dirigeants palestiniens, M. Abou Ayad, Damas devait devenir le siège officiel de l'O.L.P., M. Arafat opérerait plutôt à partir de Tunis, qui sans avoir l'enthousiasme des palestiniens, lui offre un minimum d'autonomie et ne pas tomber sous la tutelle syrienne.

Bien que l'O.L.P. et la Syrie soient en état d'alliance stratégique et qu'elles soient les deux piliers du « front de la liberté », leurs relations se caractérisent en effet par une forte méfiance. Hormis la Saïka syrienne, toutes les organisations palestiniennes considèrent Damas avec une réticence plus ou moins accentuée. Son comportement durant la présente invasion du Liban par Israël a été ouvert, mais critiqué, même par un homme comme M. Nayef Hawatmeh, chef du Front démocratique de libération de la Palestine (F.D.L.P.), qui reproche aux Soviétiques d'être nés par conséquent de bons rapports avec les Syriens. Il a qualifié l'intervention de Damas d'« interventionisme et d'arabisme ». On avait cru que son organisation serait une de celles qui choqueraient le plus la Syrie comme pays de destination et que ce serait probablement le cas de M. Georges Habbache et de son Front populaire pour la libération de la Palestine (F.P.L.P.). Il n'en a rien été, et il semble que seules ont été épargnées la Syrie et le F.P.L.P. Commandement général, dont le chef, M. Ahmed Jibril, est un ancien officier syrien. Un bataillon de l'Armée de libération de la Palestine (A.L.P.) est également destiné à se rendre à Damas. Tous ces mouvements savent qu'ils seront strictement

LA GUERRE DU GOLFE

Téhéran s'inquiète des menaces irakiennes contre l'île de Kharg

La nouvelle dimension donnée au conflit Irak-Iran par les menaces irakiennes contre le terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg paraît inquiéter les dirigeants de Téhéran. Ils ont mis en garde contre les risques qui découlent sur la sécurité du Golfe. Le premier ministre iranien, M. Mousavi, a déclaré samedi 21 août que Bagdad cherchait à « supporter toute sécurité dans le Golfe », et il a émis le vœu que les pays qui ont des intérêts dans la région fassent pression sur le régime irakien pour le dissuader de porter la guerre dans le Golfe. La décision du président iranien Saddam Hussein de déclarer un blocus de Kharg (le Monde du 17 août) semble être donc davantage prise au sérieux à Téhéran, d'autant plus que, selon les milieux maritimes de Londres, elle n'est déjà traduite par une importante baisse des prévisions d'approvisionnement de brut iranien.

Le raid aérien irakien lancé contre l'île mercredi 18 août a été confirmé samedi par le capitaine du pétrolier iranien *Behram*, qui, au moment de l'attaque, était au large de l'île, à 30 kilomètres de Kharg. Selon lui, les responsables de terre de l'île ont reconnu que plusieurs réservoirs avaient été touchés. Quant aux combats à terre dans la zone fran-

Amman. — Vous avez délaissé un droit et une cause juste avec honneur et courage. C'est par ces mots que le roi Hussein de Jordanie, en uniforme, a salué, dimanche 22 août, sur la base aérienne de Meirsa, à 75 kilomètres au nord d'Amman, deux cent soixante-cinq combattants de la brigade Badr, l'unité de l'Armée de libération de la Palestine stationnée dans le royaume hachémite, avant qu'ils paient leurs casernes. Ces combattants, les premiers à avoir évacué Beyrouth, étaient arrivés de Larnaca (Chypre), vers 11 h 15, à bord de deux Boeing de la compagnie aérienne libanaise MEA.

Dans un allégre émoi d'émotion et de trouble seulement par quelques applaudissements et le brouhaha des soixante-dix journalistes présents, ils sont descendus des deux appareils en faisant le « V » de la victoire, drapeau palestinien et portrait de M. Arafat en tête, mais sans armes. Sanglés dans leurs uniformes vert olive, la plupart âgés de vingt à trente ans, certains tout juste sortis de l'adolescence et d'autres à l'effluve de la vieillesse, le visage parfois marqué par une barbe de plusieurs jours, ils sont apparus en bonne condition physique, quelques-uns s'étant même fait « faucher » par le voyage.

Le souverain, entouré du premier ministre, M. Badran, du commandant en chef de l'armée, Sherif Zaid Ben Shaker, et de plusieurs représentants de l'O.L.P., a donné l'accablade, aux arrivants, un par un, au bas de l'escalier de coups.

Un accueil digne mais sobre, et entouré d'une certaine réserve, pour ces combattants qui avaient pu passer quelques jours dans la guerre irakienne, mais sans position de feu, et dont les autorités jordaniennes avaient autorisé le départ des volontaires pour le Liban.

Ces soldats de l'A.L.P. avaient apparemment reçu des consignes

très strictes de discrétion. A la question « Pourquoi avez-vous quitté Beyrouth ? », un jeune homme a tout juste eu le temps de dire, avant qu'un officier jordanien n'intervienne pour mettre fin à la conversation : « Nous sommes partis parce que nous ne voulions plus que des enfants soient tués ». La plupart se sont retranchés derrière le « secret militaire » pour éluder les questions, ou se sont contentés d'un « mawdou'a » (« interdit ») péroratoire pour décourager toute velléité d'interview.

Incertitudes

Interrogé par un correspondant étranger sur la suite des opérations de rapatriement, le roi s'est borné à affirmer qu'il « s'attendait » à l'arrivée prochaine d'un nouveau contingent. Mais les autorités jordaniennes n'ont donné jusqu'à présent aucune autre précision, tandis qu'un bureau de l'O.L.P. à Amman a déclaré n'avoir aucun détail sur le retour éventuel d'autres combattants.

Selon un responsable de l'information de la centrale palestinienne à Amman, sept cent cinquante éléments de la brigade Badr se sont rendus au Liban début juin. Une partie d'entre eux serait dans la vallée de la Bekaa, ainsi qu'un certain nombre de volontaires ayant quitté la Jordanie au même moment. Leur retour dans le royaume hachémite ne semble pas devoir poser de problèmes.

Restent les fedayin de nationalité jordanienne qui résident au Liban avant la déclaration de l'opération « Paix en Galilée ». Selon les estimations les plus courantes, ils seraient environ un millier.

Le 11 août, le roi avait confirmé que son pays accueillera les Palest-

Correspondance

tiens détenteurs de passeports jordaniens, « en application de la Constitution et des lois en vigueur ». Amman exige notamment que les fedayin désireux de rentrer en Jordanie le fassent sans armes comme tout autre citoyen et retournent à la vie civile. Selon l'O.L.P., ils devraient également rompre toutes relations avec les organisations palestiniennes. Leur famille pourrait par ailleurs les rejoindre.

Dans une interview au Washington Post publiée le 7 août, le ministre de l'information, M. Adnan Abu Odeh, déclarait, pour sa part, que les membres de l'O.L.P. expulsés à la suite du « septembre noir » en 1970 ne feraient probablement pas l'objet de poursuites. La possibilité d'une amnistie pour ceux qui n'ont pas été graciés en 1978 n'a cependant pas été confirmée par la suite. Les fedayin tombant sous le coup de la loi jordanienne pour leurs antécédents politiques pourraient bénéficier d'un « arrangement », indique-t-on seulement à Amman.

Les représentants de l'O.L.P. estiment, cependant, qu'un petit nombre seulement de fedayin reviendront en Jordanie, dans la mesure où ils ne pourront pas y poursuivre leurs activités militaires et politiques. En tout état de cause, les observateurs estiment que les autorités jordaniennes adopteront une attitude extrêmement prudente à l'égard de ces combattants et examineront le cas de ces derniers très soigneusement avant de prendre une décision à leur sujet. Le souvenir des affrontements jordano-palestiniens de 1970-1971 hante encore les esprits, tant dans les milieux officiels que dans la population, et les dirigeants veulent également éviter, à tout prix, de prendre le risque d'un regain des opérations

La Tunisie sera « un lieu d'entretiens politiques et non un point de départ pour des actions militaires »

déclare M. Mzali

De notre correspondant

Tunis. — En précisant samedi 21 août dans une interview au journal *As-Sabah* que la Tunisie sera « un lieu de concertation et d'entretiens politiques et non un point de départ pour des actions militaires », le premier ministre, M. Mohamed Mzali, a, en quelque sorte, délimité le rôle de la Tunisie dans le conflit arabo-palestinien que son pays a accepté de recevoir et dont un premier contingent est attendu mardi ou mercredi.

M. Yasser Arafat et plusieurs de ses principaux adjoints à la direction de l'O.L.P., tous membres de l'organisation, ont été reçus par la suite à une date qui n'est pas encore fixée et qui sera certainement tenue secrète jusqu'à la dernière minute pour des raisons de sécurité.

Les dirigeants tunisiens affirment ignorer encore quels sont exactement leurs projets. S'installent-ils en permanence à Tunis, où des villas ont été préparées dans un quartier résidentiel, et dans la banlieue nord, pour y poursuivre les contacts politiques ou diplomatiques avec les dirigeants palestiniens ? Ou bien la Tunisie ne sera-t-elle pour eux qu'un point fixe de rencontres plus ou moins longues et fréquentes dans l'attente de leur déplacement à l'étranger ?

Il paraît certain qu'une partie de l'état-major de l'O.L.P., cadres civils et militaires, au nombre d'environ cent cinquante, s'ins-

talleront à demeurer pour un temps indéterminé dans un hôtel de la banlieue de Tunis. En définitive, il appartiendra aux Palestiniens de s'organiser comme ils l'entendent.

Les Tunisiens insistent beaucoup sur ce point : « La Tunisie s'interdit totalement d'ingérer dans leurs affaires ou d'influencer leurs décisions », a déclaré M. Mzali. Et, répondant probablement à une préoccupation souvent formulée depuis quelques jours dans l'opinion, le premier ministre devait ajouter qu'il est convaincu que « les frères palestiniens ne s'immisceront pas eux non plus dans les affaires intérieures de la Tunisie ».

Pour sa part, le ministre de l'Intérieur, M. Driss Guiga, qui recevra les journalistes tunisiens pour leur réserve et de discrétion, a des conseils et de « surveillance » devant préciser que seule « une charte de confiance mutuelle » régira le séjour « temporaire » des Palestiniens, qui n'auront donc ni un statut d'émigrés ni un statut de réfugiés.

En arrivant à La Goulette, l'avant-port de Tunis, où « un accueil officiel et populaire » dont les conditions n'ont pas été précisées leur sera réservé, les Palestiniens remettront leurs armes aux autorités militaires qui

« les garderont à disposition ». Puis, à bord de camions, dont la venue est prévue en deux groupes, gagneront Qued-Zarga, localité à 30 kilomètres au nord-ouest de la capitale, où un centre de formation agricole a été fermé et préparé pour leur hébergement.

Ce camp est situé entre les villes de Médies-el-Bah et de Beja, au bas des collines délimitant l'immense plaine céréalière qui fut le principal centre de la colonisation française, dans un décor aride que viennent adoucir une large allée d'eucalyptus, un verger planté de pommiers et de pêchers, quelques cyprès et la proximité d'un bassin alimentant le barrage de l'oued Kassaï. Un bâtiment central de deux étages et une dizaine de constructions légères ont été aménagés avec tout le confort possible (cuisine, restaurant, infirmerie, douches, salle de télévision), et une cinquantaine de tentes pouvant recevoir chacune dix occupants ont été plantées par l'armée, qui a également organisé en toute hâte un terrain de sport. Là, dès leur arrivée, les hommes subiront une série d'examen médicaux, puis des papiers d'identité seront établis pour chacun d'entre eux. Ce n'est qu'après ces formalités qu'ils pourront bénéficier par groupe, et en alternance, de permissions de sortie. Aucune permission n'a été donnée sur ce que seront leurs activités quotidiennes et si l'île aura la possibilité de se livrer à un entraînement militaire.

Quant aux cadres civils et militaires de l'O.L.P., dont certains seront rejoins par leur famille, la plupart devraient résider à l'hôtel Salwa de Bordj-Cedria, à quelque 30 kilomètres au sud de la capitale. L'établissement « 3 étoiles », qui profite en bord de mer une architecture moderne, compte 200 chambres avec leur terrasse particulière, réparties en demi-lune sur trois niveaux autour d'une piscine et de jardins, face au golfe de Tunis.

MICHEL DEURÉ.

A travers le monde

États-Unis

● INCIDENTS AU FESTIVAL DE WATTS COMMÉMORANT LES ÉMIGRÉS DE 1905. — Des affrontements entre bandes rivales ont perturbé samedi 21 août, le Festival du ghetto noir de Watts, à Los Angeles, qui commémore les émeutes de 1965 qui avaient fait 34 morts. Plusieurs personnes ont été blessées et la police a appréhendé huit porteurs de cocktails molotov et de mitrailleurs. Le Festival, qui se tient depuis dix-sept ans, avec une interruption de 1975 à 1980, n'avait jamais, selon ses organisateurs, connu de telles scènes de violence. — (A.F.P.)

Italie

● CONTROVERSE APRÈS LA MORT D'UN JEUNE FRANÇAIS. — La famille de Jean-Robert Nebout, un jeune touriste français tué le vendredi 20 août par un carabinieri sur la plage de Lignano, dans le Frioul, a contesté la version de la police italienne selon laquelle le jeune homme aurait été surpris alors qu'il se livrait à des actes de vandalisme contre des équipements balnéaires. Selon la famille, le jeune homme, sans papiers, a pris la fuite pour échapper à un contrôle des carabinieri ; c'est alors qu'il aurait été tué. — (A.F.P.)

Seychelles

● L'UN DES MUTINS DU 17 août est mort samedi 21 août, des suites de ses blessures, portant à huit le bilan officiel des victimes de la rébellion dont Mahé a été le théâtre pendant quatre-vingt heures. D'autres part, l'armée a indiqué samedi que vingt mutins faits prisonniers ainsi que de la poignée de civils qui s'étaient joints à eux se poursuivait. Cinq rebelles n'auraient pas encore été capturés à cette date. — (Reuter.)

Les immigrants libanais

offense

Les immigrants tunisiens et les victimes d'opérations

De notre correspondant

Amériques

AMÉRIQUES

ASIE

République Dominicaine

Les immigrants haïtiens sont soumis au travail forcé et à des persécutions affirme la Société anti-esclavagiste de Londres

De notre correspondante

Genève. — La condition des travailleurs haïtiens à Saint-Domingue constitue un véritable scandale, indique un rapport d'origine britannique qui vient d'être transmis à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU (1). Cette sous-commission, composée d'experts indépendants, est réunie au Palais des Nations depuis le 16 août; elle a pour tâche de lutter contre les mesures discriminatoires et de protéger les minorités, victimes de persécution diverse. Elle s'est notamment adressée à Interpol et à divers organismes non gouvernementaux, ainsi qu'aux autorités de nombreux pays, pour examiner dans quelle mesure la Convention de 1962 relative à l'immigration était respectée. C'est la Société anti-esclavagiste de Londres qui lui a fourni un rapport sur les migrants haïtiens en République Dominicaine.

Une étude précédente de la société faisait état de la vente de travailleurs haïtiens à des exploitants agricoles de la République Dominicaine; conditions de vie immondes, misérables et dangereuses pour la santé; tricheries fréquentes sur les salaires; conditions de travail intolérables; arrestation et déportation sommaire de travailleurs haïtiens et violation des droits syndicaux par les employeurs, notamment par le Conseil national du sucre, organisme d'Etat. Le gouvernement dominicain avait démenti, mais certains de ses membres avaient publiquement reconnu par la suite que les travailleurs haïtiens étaient contraints de vivre dans des conditions inhumaines.

En avril 1982, la Société anti-esclavagiste a effectué une mission de quatre semaines sur place. Elle s'est immédiatement rendu compte qu'une grande partie de la main-d'œuvre haïtienne indispensable à l'agriculture dominicaine était illégalement importée. Sur 110 000 travailleurs demeurant en permanence dans les campements des grandes raffineries

sucrères du pays, dont certains sont la propriété du gouvernement, on pouvait compter 85 000 Haïtiens sans documents d'identité. Au moment de la récolte, ce nombre s'accroît d'environ 30 000 personnes, dont 15 000 seulement sont officiellement salariés d'un contrat conclu entre les gouvernements dominicain et haïtien, les autres ayant franchi illégalement la frontière.

Les membres de la mission n'ont pas réussi à se procurer le contrat bilatéral pour la récolte 1981-1982. Cependant, les clauses du contrat précédent (récolte 1980-1981) n'ont pas été respectées en ce qui concerne, notamment, l'hygiène, l'habitat et la nourriture. Ce contrat prévoit que les travailleurs seront représentés par des inspecteurs de leur pays, mais, selon les membres de la mission, « le gouvernement dominicain n'exerce aucun contrôle sur le choix des inspecteurs haïtiens, lesquels, aux dires des travailleurs migrants, des syndicalistes et d'autres Haïtiens, ne seraient que les tristes représentants des employeurs haïtiens chargés de planifier les activités politiques dans la communauté haïtienne en exil ».

Coupeurs de canne

On estime que 85 % à 95 % des coupeurs de canne à sucre sont haïtiens, car les conditions de ce travail sont si pénibles que de 20 % de la population active, les Dominicains refusent de s'y soumettre. La situation des travailleurs haïtiens s'est améliorée après l'accession au pouvoir, à Saint-Domingue, du président Antonio Guzmán, en 1978, et l'on veut espérer que le nouveau président Jorge Blanco, élu depuis le 16 août dernier, prendra en considération leurs problèmes. « Quel qu'il en soit, les persécutions et le travail forcé atteignent encore des proportions inadmissibles », selon le rapport britannique. Ainsi, en

cours de 1981, des centaines d'Haïtiens, appréhendés par des gardes militaires, ont été contraints de participer de force aux travaux de la récolte sucrière. Le seul moyen d'y échapper était de verser une certaine somme aux gardes.

Mais il y a plus grave, comme l'a dénoncé en 1980 l'évêque de Barahona, une véritable traite des esclaves continue à sévir. Un enfant de dix ans, capturé par des gardes-frontières, avait été vendu à un administrateur de cette même raffinerie.

Une femme haïtienne a été vendue pour la somme de 2 pesos, soit une quinzaine de francs français. A la suite de raids menés dans la ville de Pedernales, en décembre 1981, les victimes capturées ont été vendues pour environ 5 pesos chacune.

Tous ces travailleurs sont soustraits à leur journée de travail commencée à quatre ou cinq heures pour se terminer vers dix-huit ou dix-neuf heures. Lorsqu'ils sont affectés à des zones isolées, ils ne valent obligés d'acheter l'essentiel de leur nourriture à des prix parfois exorbitants par rapport à leur salaire.

Selon les statistiques nationales, 75 % des victimes des accidents du travail dans l'industrie sucrière sont des coupeurs de canne. Les travailleurs migrants devraient, en principe, bénéficier de prestations sociales. Mais il semble qu'ils ne perçoivent aucune indemnité en cas de maladie ou d'accident.

Le Bureau international du travail (BIT), déjà saisi précédemment par le sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, a désigné en mars 1982 une commission d'enquête qui n'a pas encore remis ses conclusions.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Le Monde a publié à plusieurs reprises des documents relatifs à ce problème. Il a en particulier publié un document de M. Jean-Yves Uribe, le 5 août 1980, et un large compte rendu le 23 août 1981. Lire le livre de notre confrère Maurice Lemoine « Sucre amer » (éditions Mares, 251 p.).

Pérou

CENT VINGT ARRESTATIONS DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DE L'ÉTAT D'URGENCE

Lima (A.F.P., Reuters, U.P.I.). — Cent vingt personnes ont été arrêtées depuis le vendredi 20 août, quand l'état d'urgence a été déclaré à Lima et dans le port voisin de Callao, à la suite d'une vague d'attentats commis par des guérilleros. Ceux-ci avaient saboté quatre pylônes à haute tension au centre de la nuit précédente, privant ainsi la capitale d'électricité et d'eau. L'une et l'autre ont été rétablies dimanche. Dix policiers ont été tués ainsi que six civils, dont un journaliste, par des guérilleros. Les autres ont été tués par la police à la suite de rafles parmi les « suspects » et dans les milieux d'extrême gauche.

Au cours d'une conférence de presse, dimanche, le président Belaunde Terry a réaffirmé qu'il n'entendait pas demander à l'armée de lutter contre le terrorisme. Mais il a annoncé la promulgation d'une loi considérant tout acte de violence politique comme un acte de « trahison » et le punissant sévèrement.

D'autre part, environ deux cents guérilleros appartenant à l'organisation maoïste Sendero lumineux ont attaqué, dimanche soir, un poste de la garde civile à Villacamba (province de Ayacucho). Des soldats de milices et de dynamite, ils se sont battus avec les gardes du poste pendant environ une heure. Les guérilleros ont été tués ainsi que vingt guérilleros. C'est l'opération la plus importante et la plus meurtrière menée par les insurgés depuis que M. Belaunde Terry est arrivé à la présidence, il y a deux ans.

DIPLOMATIE

● Prochaine rencontre Shultz-Gromyko. — Le secrétaire d'Etat américain a déclaré dimanche 22 août qu'il envisageait de rencontrer le premier ministre soviétique, M. Gromyko, en septembre, lors de la session d'automne à l'Assemblée générale des Nations unies. — (A.P.)

EUROPE

Suède

Les immigrés sont de plus en plus souvent victimes d'agressions racistes

De notre correspondant

Un jeune Suédois de quarante ans a été blessé par balles, le samedi 21 août, à Stockholm par un jeune immigré. Le même soir, une cinquantaine de « Skinheads » (craques rasés) lançaient une bombe incendiaire contre un groupe d'immigrés rassemblés devant une discothèque. Depuis plusieurs semaines des incidents opposent les « Skinheads » aux jeunes d'origine étrangère dans la capitale suédoise.

Stockholm. — Les tensions entre Suédois et immigrés se sont accrues au cours des deux dernières semaines et les incidents se multiplient. Le 10 août, les locaux de l'ambassade des Turcs d'une banlieue de Stockholm ont été incendiés. Quelques jours plus tôt, un kiosque-buvette tenu par un Turc avait été démolie et pillé, et son propriétaire avait été menacé de mort par un groupe de jeunes armés de couteaux et de gourdes. Dans le même temps, des individus étaient dans le jardin de la maison d'une famille de réfugiés politiques chiliens une croix enflammée.

Un touriste algérien de passage à Stockholm a été agressé un soir par deux inconnus munis de tasses de bouteille alors qu'il se promenait près de l'hôtel Sheraton. La police est formelle : cet homme a été molesté et roué de coups à cause de la couleur de sa peau, puisque ses agresseurs n'ont pas touché à son portefeuille qui contenait une importante somme d'argent. Le week-end dernier enfin, la police a eu toutes les peines du monde à évacuer la grande place Sergel, dans le centre de Stockholm, une bataille rangée entre une bande de « Skinheads », qui ne cachent pas leurs sentiments xénophobes, et des groupes d'immigrés auxquels étaient joints de jeunes Suédois.

Cette brusque montée de la violence survient trois mois seulement après qu'une commission d'étude sur la discrimination ait présenté un rapport montrant que les Suédois sont aujourd'hui plus tolérants qu'il y a dix ans à l'égard des immigrés. Toutefois, 60 % considèrent qu'en cette période de chômage les Scandinaves ont priorité sur le marché

de l'emploi et 30 % estiment que les étrangers sont des « parasites ». Selon les auteurs de l'enquête, « les Suédois hostiles aux étrangers sont devenus plus agressifs avec le temps et ont cessé d'apprécier le droit de franchise ». Sur les huit millions trois cent mille habitants que compte la Suède, un million environ sont étrangers ou d'origine étrangère. Quelque quatre cent mille viennent de Finlande et ils n'ont rien de différent de l'attitude tantôt indifférente, tantôt méprisante des Suédois à leur égard; mais ils ne sont pas traités comme les Turcs, les Yougoslaves et les Grecs — les « bouts de rigoles » comme on les appelle ici.

Dialogue et information

Les vingt-quatre organisations de travailleurs étrangers représentées au gouvernement d'immigration et d'immigration ont tenu, le 20 août, une conférence de presse à Stockholm. Les responsables de ces groupements assurent qu'ils n'ont rien de différent de l'attitude tantôt indifférente, tantôt méprisante des Suédois à leur égard; mais ils ne sont pas traités comme les Turcs, les Yougoslaves et les Grecs — les « bouts de rigoles » comme on les appelle ici.

ALAIN DEBOVE.

Pologne

Le vice-premier ministre, M. Rakowski, lance une mise en garde aux sympathisants de Solidarité

Varsovie (A.F.P., Reuters, U.P.I.). — Dans une longue interview reproduite le samedi 21 août par l'ensemble de la presse polonaise, le vice-premier ministre, a confirmé que le gouvernement poursuivait avec fermeté sa lutte contre la direction clandestine de Solidarité et il a exclu tout dialogue avec ceux qu'il a qualifiés d'« activistes ». Il a, en revanche, souligné avec une insistance peu habituelle l'importance du dialogue entre l'Eglise et l'Etat.

Ces « activistes », a estimé le vice-premier ministre, ont perdu tout contact avec la réalité et sont menacés à terme d'isolement politique. Leur activité vise « à saper les fondements de l'Etat polonais », a-t-il déclaré. Le vice-premier ministre a affirmé que le gouvernement ne pouvait être traité comme des partenaires dans quelque discussion que ce soit, « a-t-il affirmé. Le vice-premier ministre a annoncé qu'un « nouveau pas serait franchi en septembre » dans l'élaboration du projet de loi syndicale. « Dans le mouvement syndical réactif, il n'y aura pas de place pour le KOR (1), pour les conseils de droits et les manipulations », a-t-il déclaré.

Offensive de charme envers l'Eglise

L'accent a été mis, en revanche, sur l'importance du dialogue entre la hiérarchie catholique et les autorités. « Elément indispensable », selon M. Rakowski, des relations des dirigeants du pays, ce dialogue « n'a jamais cessé un seul instant et se poursuit encore ». Le vice-premier ministre a veillé pour exemple les négociations actuellement en cours sur la venue du pape en Pologne l'an prochain.

(1) Comité d'autodéfense sociale.

Séparément, la encore, le bon grain de l'ivraie. M. Rakowski a certes déploré l'attitude de certains prélat qui font de leur chair une trêve politique, d'où ils invitent leurs ouailles à une « croisière contre le marxisme et le pouvoir nazi ». L'agence Tass avait récemment formulé des critiques similaires contre les prélat qui, lors du pèlerinage à Częstochowa, avaient pris la tête de manifestations « franchement antisocialistes ». Mais le dirigeant polonais utilise à propos de l'Eglise, un ton positif, et indique notamment qu'il a écouté « avec attention et satisfaction » l'homélie prononcée le 15 août à Częstochowa par le primate de Pologne. On avait noté à cette occasion que Mgr Glemp, non seulement s'était abstenu de toute référence aux manifestations récentes organisées par Solidarité, mais avait également évité, contrairement à ses précédentes interventions, toute allusion aux rigueurs de l'état de siège et à la question des personnes internées.

● M. John Darton, correspondant du New York Times, est venu confier le vendredi 20 août, pour trois jours, sa carte de presse. Les autorités polonaises reprochent au journaliste américain d'avoir évoqué dans ses articles les brutalités policières dans un camp d'internement. M. Darton, qui a reçu le prix éminent pour sa couverture des événements polonais, était venu passer trois semaines à Varsovie, après deux mois d'absence, et avait d'aller diriger le bureau madrilène de son journal. — (U.P.I.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue St-Louis-en-Ville, Paris-6
Tél. 326-51-09

Thaïlande

Le P.C. demeure très divisé

De notre correspondant

Bangkok. — M. Surachai Sae Dan, tenu pour l'un des responsables du parti communiste thaïlandais (P.C.T.), doit comparaître, le mardi 24 août, devant le tribunal militaire de Bangkok. Il avait été arrêté en juin 1981 à Surat-Thani alors qu'il tentait de négocier avec les autorités locales un cessez-le-feu dans le sud du pays.

Le P.C.T. est-il en si mauvaise posture que ses dirigeants aient ainsi cherché à sortir de la clandestinité, comme ils s'y étaient déjà essayés sans succès, au début de 1981, par l'intermédiaire de M. Seni Pramot, ancien premier ministre, pour négocier avec les autorités locales? Ou s'agit-il d'un affrontement idéologique entre la « vieille garde » maoïste et les compagnons de route qui l'avaient rejointe dans le maquis après les révoltes étudiantes d'octobre 1973 et 1976 se sont soldées par la défection de plus d'un millier de jeunes recrues. Ces départs massifs ont renforcé la position des « conservateurs » au sein du P.C.T. et créé de nouvelles tensions qui ne semblent pas s'être apaisées.

Un certain nombre de militants souhaitent, en effet, que le P.C.T. suive une ligne plus indépendante à l'égard de Pékin, adopte une stratégie adaptée aux réalités thaïlandaises et que, ce faisant, il sorte de la jungle pour porter la subversion hors des zones rurales. Le IV^e Congrès du P.C.T. se réunira à Bangkok en septembre. Il sera présidé par le parti se serait réuni cette année — ses dernières assemblées remontent à 1961 — pour en débattre au fond. D'anciens avancés qui, par souci de compromis, il aurait décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le P.C.T. est loin d'avoir retrouvé son unité. Du nord au sud du pays, des groupes importants de guérilleros s'opposent à la ligne officielle du P.C.T. à l'égard de la guerre civile. Le P.C.T. a décidé de ne plus faire directement référence aux schémas maoïstes de lutte révolutionnaire, se sont opposés à un nouveau titulaire (dont l'identité n'a pas encore été dévoilée) au poste de secrétaire général laissé vacant par la mort — récente? — en Chine de Chang Wan Nigam. Quel qu'il en soit, le

L'e

Unis, mais celui-ci avait démarré au volant de sa voiture une heure plus tôt.

La dénomination des Fractions révolutionnaires armées libanaises (FRAL), intervenue dans l'après-midi, est celle qui retient le plus l'attention des enquêteurs de la brigade criminelle. Les FRAL se sont, en effet, déjà fait connaître en revendiquant notamment l'assassinat, à Paris, de deux diplomates (un Israélien, un Américain) depuis le début de l'année. L'existence de liens techniques entre ces mystérieuses FRAL et des membres de l'ultra-gauche française a été évoquée à plusieurs reprises.

Une cible américaine, une main anonyme

1) Utiliser une même arme — un pistolet tchécoslovaque modèle CZ — pour les assassinats de Barsimantov et Ray n'est pas dans les habitudes du terrorisme proche-oriental ;

2) Les enquêteurs estiment possible que l'assassin du diplomate israélien Barsimantov soit une Française. Les témoignages avaient à l'époque permis d'acquiescer le portrait d'une jeune

Depuis Ravachol...

policiers que les FRAI, pourraient bénéficier en France d'un « appui logistique » non négligeable. Rien de plus, rien de moins. Mais c'est aussi que les enquêteurs cherchent activement à en savoir plus du côté de ces « militants » français et, accessoirement, du côté du groupe Action directe, aujourd'hui dissous. Pour l'heure, la brigade criminelle recherche aussi, tous azimuts, des témoignages de personnes qui auraient vu quelqu'un déposer un paquet dans le caveau, devant le numéro 55 de la rue de la Boissière. Un paquet gros comme un annuaire qu'une main

anonyme a glissé sous la voiture
de M. Grant...

**CHRISTIAN COLOMBANI
et LAURENT GRELSAMER.**

APON

de l'insularité

Correspondant

Cela dit, une conjonction de
facteurs tenait souvent aux parti-

Les réactions

méditerranéen, les actions terroristes. Le caractère insulaire du Japon — et l'absence de liens historiques, culturels et religieux avec ces formes de violence — en

en est un autre, de même que l'homogénéité raciale et le réflexe atavique de rejet à l'égard du étranger. Le Japon n'est pas n'a jamais été et n'étant pas être un terre asile, a fortiori pour des exilés politiques. La question des réfugiés indochinois l'atteste assez.

Les règlements de l'immigration sont lui très restrictifs, les contrôles de sécurité dans les ports de l'archipel sont très stricts. D'autre part, hormis des minorités coréenne et chinoise, objet d'une discrimination et d'une surveillance nouvelles, le Japon n'a jamais permis que se crée sur son sol des colonies de réfugiés politiques hétérogènes. Il n'a pas non plus recouru à la main-d'œuvre immigrée.

A tout cela il faut ajouter une police d'une grande efficacité, bien intégrée dans le tissu social.

et bien acceptée par le public, le réflexe de discipline et de collaboration avec les autorités pour la répression des crimes, une réglementation draconienne en ce qui concerne les armes à feu. Cela explique d'ailleurs le faible taux de criminalité et le haut niveau de sécurité publique que l'enregistreur a contribué à ce qui se passe dans la plupart des démocraties industrialisées.

Enfin, par son pragmatisme et son opportunisme la diplomatie japonaise a, dans le conflit du Proche-Orient, ménagé les deux camps, gardé un bon profil bas. Le Japon n'a-t-il pas une base pour un terrorisme

assaique qui n'existe guère. Quel que soit le point de vue envisagé, tous ces éléments se combinent pour dissuader les émissaires de venir vider leurs querelles au Japon. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays autrement menacés, les autorités nipponnes s'efforcent de prévenir plutôt que de réprimer. Elles n'ont jamais attendu pour mettre en place un dispositif de dissuasion et de répression du terrorisme. Elles ont pu le faire sans susciter de réactions particulières de controverse, particulièrement sur le thème sécurité et liberté.

R.-P. FARINGAUX.

AU JAPON

Les bienfaits de l'insularité

Cela dit, une conjonction de facteurs tenant souvent aux particularismes japonais explique que

Tokyo reste en marge du terrorisme international. Le premier, le plus évident, tient à l'éloignement géopolitique du Japon par rapport aux zones de conflits qui alimentent, tout particulièrement en Europe et dans le bassin méditerranéen, les actions terroristes. Le caractère insulaire du Japon — et l'absence de liens historiques, culturels et religieux avec ces foyers de violence — en est un autre, de même que l'homogénéité raciale et le réflexe atavique de rejet à l'égard de

l'étranger. Le Japon n'est pas, n'a jamais été et n'attend pas être une terre d'asile, *a fortiori* pour des exilés politiques. La question des réfugiés indochinois l'atteste

assez. Les règlements de l'immigration sont ici très restrictifs, les contrôles de sécurité dans les aéroports constants et minutieux. D'autre part, hormis des minorités coréenne et chinoise, objet d'une discrimination et d'une surveillance notables, le Japon n'a jamais permis que se crée sur son sol des «*ghettos de fixation*» hétérogènes. Il n'a pas non plus recouru à la main-d'œuvre immi-

Le réflexe de discipline

A tout cela il faut ajouter une police d'une grande efficacité, bien intégrée dans le tissu social.

et bien acceptée par le public, le réflexe de discipline et de collaboration avec les autorités pour le maintien de l'ordre et une réglementation draconienne en ce qui concerne les armes à feu. Cela explique d'ailleurs le faible taux de criminalité et le haut niveau d'efficacité policière que l'on enregistre ici, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des démocraties industrialisées.

Enfin, par son pragmatisme et son opportunisme la diplomatie japonaise a su, dans le conflit du Proche-Orient, ménager les divers belligérants et garder un profil bas. Le Japon n'est pas non plus une base pour un terrorisme

asiatique qui n'existe guère. Quel que soit le point de vue envisagé, tous ces éléments se combinent pour dissuader les étrangers de venir vider leurs querelles au Japon. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays autrement menacés, les autorités nipponnes, soucieuses de prévenir plutôt que d'avoir à guérir, n'ont

jamais attendu pour mettre en place un dispositif de dissuasion et de répression du terrorisme. Elles ont pu le faire sans susciter dans l'opinion publique de controverse particulière sur le thème sécurité et liberté.

R.-P. FARINGAUX.

Président de la Cour
des lois de l'Assemblée
M. FORNI SE DIT «
SUR L'IDEE
D'UN TRIBUNAL

tats de Paris

anonyme

et la lutte contre le terrorisme

LE MONDE — Mardi 24 août 1982 — Page 7

Il y a deux semaines, le lundi 9 août vers 13 h 15, l'attentat de la rue des Rosiers faisait six morts, dont deux touristes américains et deux employés du restaurant Goldenberg, ainsi que vingt-deux blessés. Quinze jours durant lesquels les enquêteurs de la brigade criminelle de Paris ont suivi le fil des indices matériels retrouvés sur place, des conseils livrés par leurs collègues autrichiens et anglais, et des renseignements fournis par les services spécialisés : l'espionnage et contre-espionnage. Beaucoup de travail pour une maigre moisson, peu de certitudes

et une intime conviction résumée par un magistrat : « L'hypothèse la plus plausible est celle d'une action menée par des gens venus du Moyen-Orient ou, du moins, dont les commanditaires se trouveraient là-bas. »

Sentiment qui, pour l'heure, n'éclaire guère cependant ni la logique de la succession d'attentats qui secouent la capitale, ni l'éventualité de liens entre le noyau transatlantique de l'ultra-gauche violente et le terrorisme international. Dépen-

dante des services de renseignement, l'enquête semble se heurter aux ramifications tortueuses d'un « terrorisme d'Etat » qui paraît être, pour certains régimes, la continuation de la diplomatie par d'autres moyens. Toutefois, l'investigation est loin d'être terminée et continue dans trois directions : une recherche « classique » par l'exploitation de nouveaux indices matériels et la poursuite de l'enquête de voisinage ; l'utilisation de « tuyaux » fournis par les services spécialisés ; et, sans doute, de nouvelles initiatives à l'égard de la mouvance Action directe.

IL Y A DEUX SEMAINES RUE DES ROSIERS

L'enquête minutieuse de quatre-vingts « ripeurs »

L'accumulation aurait valeur d'accusation : et les attentats se multiplient, ceux que la police mène. Et de s'empresser alors de dénoncer l'inefficacité, la paralysie ou les divisions des services concernés. Il n'y aurait qu'à attendre, car il est une certitude : depuis le lundi 9 août, la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne, sous la responsabilité de M. Claude Canessa, son chef adjoint, ne compte guère son temps et ne rend pas à la besogne.

L'affirmer, ce n'est pas faire certaines contradictions internes ni la mine d'un des premiers déductions, mais reconnaître ce travail de bénédictin, peu spectaculaire et souvent obscur qui fait l'ordinaire du policier. Difficile, il était évident, dès le premier jour, que l'investigation sur l'attentat de la rue des Rosiers ne serait, pour autant, et si l'on veut, l'ordinaire du policier. Difficile, il était évident, dès le premier jour, que l'investigation sur l'attentat de la rue des Rosiers ne serait, pour autant, et si l'on veut, l'ordinaire du policier.

La première phase de l'enquête a relevé « de méthodes classiques », résume un enquêteur, Transport sur place, appelé à l'identité judiciaire et au laboratoire de la police scientifique, recherche des premiers indices matériels ainsi que d'éventuelles traces papillaires, et, avant tout autre chose, photographies des lieux de façon à en fixer l'état au plus près de l'attentat. Dès les premiers jours, les enquêteurs disposent donc d'une cinquantaine de photos de la scène du crime, de deux chargements et de balles. Ils ne s'en satisfont pas, puisque tous les égouts, le long du parcours emprunté par les terroristes, seront patiemment fouillés. De même effectueront-ils un contrôle minutieux des itinéraires de passagers des avions partis des aéroports parisiens dans les heures qui ont suivi, ainsi que de la clientèle des grands hôtels.

Toutefois, le travail le plus ardu aura consisté à entendre des dizaines de témoins à contrôler et à recueillir leurs récits. Enquête de voisinage, selon l'expression consacrée, qui, dans une affaire comme celle-ci, paraît fort délicate. Il faut compter avec le réflexe naturel de peur devant le bruit de la fusillade, la longueur du parcours emprunté, dans sa fuite, par le commando, et, surtout, le contexte propre au terrorisme vécu par les habitants du quartier. « Beaucoup de gens hésitent à venir témoigner parce qu'ils ont peur d'être considérés comme des témoins dans les années 80 ; c'était un phénomène inconnu, particulièrement sensible dans la communauté juive autrichienne, la crainte d'être réprimés, juifs... »

M. Sammy Ghoslan, qui parle ainsi, n'est pas un policier ordinaire. Fréquemment, respectant le sabbat et mangeant strictement casher, il est aussi chanteur et musicien, ami d'enfance d'Enrico Macias à Constantinople, connu à ce titre dans la communauté juive. Inspecteur à la direction

départementale des polices urbaines (D.D.P.U.) de Seine-Saint-Denis, ayant une longue expérience de l'ouvrage de terrain auprès des mineurs, M. Ghoslan est détaché rue des Rosiers depuis le jeudi 12 août. Ancillaire de la brigade criminelle, il est, dit-il, « au bas de la chaîne ». Son travail : « Décrypter », faire « remonter tous les éléments », instaurer un climat de confiance entre la police et les habitants, et « leur faire comprendre qu'ils sont responsables de la suite de l'enquête ». Opération réussie, semble-t-il. Soucieux du contact humain

« Les gens, il faut les approcher, les connaître » — et très attaché à l'Etat d'Israël — des membres de sa famille étaient dans l'avion détourné à Entebbe. « Sammy » a su se faire adopter. Dix jours après l'attentat, on lui signalait encore de nouveaux témoignages. Telle est la matière première. Quelles certitudes en ont tiré les enquêteurs après expertise balistique, rapport du laboratoire, recoupement des récits ? Que le commando était composé de deux hommes actifs, protégés par deux autres, vraisemblablement, trois, peut-être. Après avoir brisé une des vitres du magasin Goldenberg, ils ont lancé à l'intérieur une grenade de fabrication tchèque, puis, profitant de l'effet de souffle, deux d'entre eux ont pénétré et tiré dans l'établissement, armés chacun d'un pistolet mitrailleur WZ-83 de fabrication polonaise, et enfin sont partis calmement à pied, montrant une grande maîtrise d'homme. Leur itinéraire a emprunté les rues des Rosiers, des Hospitales-Saint-Gervais, des Blancs-Manteaux, Vieille-du-Temple, Blancs-Manteaux à nouveau, leur trace se perdant rue des Galvannes. Le tout très rapidement, quelques minutes au plus, moins de cinq certainement.

L'étude des témoignages a permis d'établir, par un travail de puzzle, mercredi 18 août, quatre portraits robots dont deux sont jugés très fiables, en particulier celui qui désigne un homme à la tête carrée et aux cheveux noirs, en brosses. Les expressions utilisées par les témoins, lors de leur audition, pour décrire l'origine des terroristes varient : « type oriental », « type brésilien » ou « méditerranéen ». Pourtant, M. Ghoslan estime, depuis son observatoire de la rue des Rosiers, qu'il ne peut s'agir d'Arabes. Il n'est pas hésité, souligne-t-il, à tuer l'employé tunisien et musulman du restaurant qui leur aurait lancé, dans sa langue, « je suis un Arabe ! ».

Des « dormeurs »

Deux autres éléments matériels n'ont cependant pas encore dit leur dernier mot : un trou de sac de ciment retrouvé sur place et que personne n'a encore réclamé ; quelques indications sur le véhicule qui attendait les terroristes après leur course à pied et sur lequel les enquêteurs sont volontairement peu loquaces. S'y ajoute, vendredi 13 août, la découverte du bois de Boulogne, hélas, « n'a rien donné ». Ce n'est pas tant l'arme trouvée, mêlée à des serviettes de toilette, au fond d'un sac en plastique agité par le vent, que le signalement (et non du B.H.V., comme on l'a dit d'abord), sur lesquels aucune empreinte n'était décelable, qui a éveillé l'intérêt des policiers : une confirmation, tout au plus, sur le WZ-83, puisque l'expertise prouve qu'il s'agit bien d'une des armes utilisées par le commando. Plus prometteur semblait être le ticket de caisse du même grand magasin, en date du 4 août, soit cinq jours avant la tuerie : d'un montant de 170 F environ, il correspond à la vente d'un sac de voyage à poches multiples, dit « sac reporter », mais la vendeuse du rayon n'a abouti souvenir de son acheteur. De même, malgré une longue enquête auprès des habitués du Bois, notamment les prostituées, aucune certitude sur le jour où le sac a été déposé : les enquêteurs certifient seulement qu'il était bien caché dans un tour et non laissé en évidence, comme pour les marges.

De l'étude du scénario de la tuerie, magistrats et policiers concluent qu'il s'agit d'un commando très organisé de professionnels, bénéficiant de repaires préalables minutieux, d'une connaissance des habitudes du quartier et des patrouilles de police. Cela paraît malgré. Interpellé alors, tel, la seconde phase de l'enquête, qui ne relève plus seulement des méthodes d'investigation classiques. La vingtaine d'hommes de la section antiterroriste (SAT) de la brigade criminelle ont acquis plus

de savoir en matière de « terrorisme interne », ultra-gauche ou régionaliste, des qu'il s'agit de terrorisme international, les enquêteurs parisiens reconnaissent leur dépendance des services spécialisés. Renseignement devient à ce stade le maître mot. Deux filières ont été exploitées : les contacts avec des services étrangers ; les indications de la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) et de la Direction générale de la sécurité extérieure (ex-SDECE).

A Londres et surtout à Vienne (le Monde du 30 août), les enquêteurs ont eu confirmation de la similitude d'armes — y compris la grenade, dans le cas de l'Autriche — utilisées à Paris le 9 août et dans les capitales autrichienne et britannique en 1981 et 1982, lors de deux attentats revendiqués par le groupe du dissident palestinien Abou Nidal. Ils ont également appris — ce que renforce la découverte du bois de Boulogne — que la tactique de ce dernier était de dispenser des « dormeurs » (1) — et des armes — dans les pays visés, qui ne repointent qu'à son dernier moment l'indication de leur mission. Ce fut le cas, le 3 août 1978, des deux assassins d'Israhel Kalak, direc-

teur du bureau de l'O.I.P. à Paris, qui, étudiant sans histoires, résident dans la capitale depuis deux ans pour l'un, cinq mois pour l'autre. Pour cette action organisée dans la précipitation et commanditée par l'Irak, en réponse à une prise d'otages dans son ambassade parisienne trois jours plus tôt, les deux hommes furent présentés l'un à l'autre la veille, par un mystérieux « Abou Mansour », venu leur signifier leur objectif. Cette « piste Abou Nidal » ne renseigne pas tant sur les commanditaires de l'attentat — ce nom semblant arbitraire aujourd'hui des prestataires de service d'un terrorisme d'Etat variable, plutôt qu'un mouvement politique — que sur la démarche à suivre par l'enquête française. Un fait paraît en effet acquis : les membres du commando étaient en France avant l'attentat. C'est dans ce cadre que les policiers se sont rendus à Poitiers, en début de semaine dernière, et ont « une nuit du Nord », afin d'interroger des gens « susceptibles d'appartenir à des milieux palestiniens ». Sans suite. Ils s'appuyaient, pour ce faire, sur des renseignements fournis par les services spécialisés. Quelque peu tardivement, semble-t-il, certains

enquêteurs ne cachant pas qu'il y eut quelques « dérapages » dans la coordination : la première réunion efficace entre responsables de tous les services concernés eut lieu une semaine après l'attentat. Et c'est, seulement, vendredi 30 août que des inspecteurs pouvaient présenter, en faisant du porte-à-porte, rue des Rosiers — un travail de « ripeurs », dit le jargon policier — de présumés photos, prises parfois à la dérobée, de membres identifiés du groupe Abou Nidal.

Beaucoup de démarches, de va-et-vient et de vérifications pour peu de résultats. A ce stade, la brigade criminelle va continuer de s'attacher à « creuser les renseignements des services spécialisés ». Elle a reçu en renfort une vingtaine de fonctionnaires, pris parmi les brigades territoriales, qui s'ajoutent à ses quelque soixante membres présents sur les cent dix qu'elle compte habituellement. C'est peu alors que la succession d'attentats démultiplie le travail. Deux jours et deux nuits ont été consacrés, la semaine dernière, à des interpellations liées à l'explosion ayant visé l'ambassade d'Irak, tandis que

l'enquête sur le mouvement dissous Action directe, dont la scission est confirmée par les renseignements généraux, continue. Avec une certaine mauvaise humeur, paraît-il, liée au jugement critique des policiers sur le « tournant à l'Est » du pouvoir politique à l'égard de cette mouvance. Rien ne permet encore de tirer un fil conducteur entre l'ensemble des attentats commis à Paris ces quinze derniers jours, bien qu'il paraisse certain aux enquêteurs que par amitié, relations, liens historiques, les échanges logistiques entre groupes, par-delà les frontières et les orientations politiques, sont courants.

« Je ne crois pas aux générations spontanées d'attentats », confie cependant l'un d'entre eux, qui dit son inquiétude devant une série noire qui ne lui paraît pas terminée, et une enquête impitoyable pour l'heure à l'enrayer, quoique méticuleuse et précise.

EDWY PLENEL

(1) Nom donné aux terroristes, ou agents étrangers installés depuis plusieurs semaines ou mois dans le pays où ils doivent opérer.

POUR LE 8^e CENTENAIRE DE NOTRE-DAME

«Une cathédrale ce sont deux mains qui s'unissent en prière».

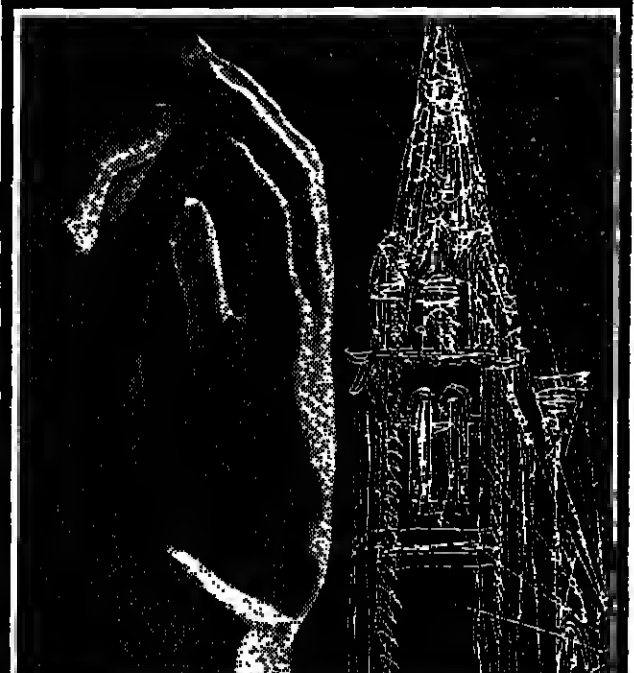
(Rodin)

Auguste Rodin, génie de la sculpture, a écrit ce seul livre : Les Cathédrales de France.

19 Mai 1182 :

Tout Paris est en liesse. On consacre la cathédrale de Notre-Dame pour laquelle ont travaillé les plus grands architectes de l'époque et des milliers de compagnons ; tailleurs de pierre, sculpteurs, maçons, vitriers, charpentiers. Son architecture nouvelle bouleverse les idées reçues, mais les fidèles ressentent profondément l'impression d'envolée vers le ciel traduite par la hauteur des voûtes et le jeu de lumière de la nef. L'art gothique a trouvé son épanouissement.

Pour fêter cet événement, Jean de Bonnot imprime le seul livre d'Auguste Rodin sur la sculpture : « Les Cathédrales de France ». C'est plus qu'un livre, c'est son testament spirituel.



Jean de Bonnot publie en édition d'art les **Cathédrales de France d'Auguste Rodin**. C'est le seul livre écrit par ce génie de la sculpture. C'est aussi son testament spirituel.

Attention : le livre paraîtra dans 6 mois environ. Les souscriptions sont ouvertes. Ne pas joindre de règlement.

« Je lègue aux Français leur plus grand trésor artistique : Les Cathédrales de France ». (Rodin)

Cet ouvrage d'art est actuellement en impression. Il sera relié au fur et à mesure des demandes, la date de la poste faisant foi. Le tirage est limité aux seuls souscripteurs. Dès aujourd'hui, vous pouvez envoyer votre bulletin, sans aucun engagement de votre part : les 1500 premiers souscripteurs recevront un exemplaire du tirage de tête.

Pour ce grand livre d'art : prix éditeur.

Une œuvre de cette importance réclamait une édition de grand prestige. Dans ce livre, il n'y a aucune page, seulement un soin patient apporté à chaque détail. Le papier est fabriqué lentement par une machine dite à la « forme ronde », inventée au XVIII^e siècle. Par ce procédé, les fibres de la pâte s'entremêlent naturellement et forment un papier solide et sonore. Aucun blanchiment chimique : les feuilles gardent leur couleur naturelle noire. Un

illigne que vous pouvez apercevoir en transparence garanti sa qualité. Nous utilisons toujours les anciens outils du relieur : tranchet, massicot, fers à dorer gravés à la main. Les cahiers sont assemblés et cousus avec du fil résistant. Les coins du cuir sont repliés à la main avec un os de boeuf.

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT 7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours « Les Cathédrales de France » d'Auguste Rodin, en un seul volume 21 x 27 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

J'attendrai néanmoins le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié (environ 6 mois).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 345 F (+22,80 F de frais de port).

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Ville

Signature 1

Je déclare sans fausseté que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

Description de l'ouvrage.

1 vol. grand in-quarto (21 x 27 cm), 730 pages environ, 136 dessins de Rodin. Papier chiffon filigrané aux canons. Reliure pleine cuir d'une seule pièce. Dos à l'or et à l'argent. Tranchures et signet tressés assortis. La reliure de ce livre a reçu le prix Acqua de Rome 1982, pour la plus belle reliure artistique de l'année. En effet, l'artiste Ingo Altmann a réussi à exprimer merveilleusement, en argent et or véritable, le symbolisme profond de la cathédrale. Une doublure invisible du dos assure une résistance supplémentaire. Nos cahiers sont gravés à la main, 160 cm² de feuille d'argent, tirés 22 carats, sont utilisés pour chaque volume.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'ameur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'ouvrage est en cuir embossé avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot.

Le Monde

société

DANS L'ESSONNE

Les sept ans de David dans un placard

La police a révélé, le dimanche 22 août, qu'elle avait découvert, dans la nuit du 19 au 20 août, errant dans un jardin de Brétigny-sur-Orge (Essonne) un enfant âgé de douze ans, David, qui avait été séquestré depuis l'âge de cinq ans par sa mère, Françoise Brisson, trente-deux ans, célibataire, et le compagnon de celle-ci, Claude Chevet, trente-trois ans, directeur commercial dans une grande surface. Françoise Brisson et Claude Chevet ont été inculpés, vendredi, de privation de soins et de violence sur enfant et écroués à la prison de Fleury-Mérogis. Le petit David a été placé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de l'Essonne dans un centre pour enfants de Brétigny.

L'enfant, qui s'exprime bien, selon les policiers qui l'ont recueilli, leur a raconté qu'il

s'était échappé, profitant du fait que sa mère avait oublié de fermer à clé le placard où il était enfermé. Les premiers résultats de l'enquête révèlent que David est né à Angers d'un premier mariage de sa mère, et qu'il avait été très vite placé en nourrice dans un village de Seine-et-Marne, au titre s'étant alors mise en ménage avec Claude Chevet, dont elle eut un fils, Laurent. Lorsque David, âgé de cinq ans, sa mère, qui résidait à Angers, le ramena à Brétigny-sur-Orge, il était déjà en possession de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de l'Essonne dans un centre pour enfants de Brétigny.

David, qui ne sait ni lire ni écrire, pèse une trentaine de kilos pour 1,30 mètre. Il ne mangeait que des biscuits, quelques fruits

ou un peu de charcuterie, ne buvait que de l'eau et faisait ses besoins dans une cuvette. Seul son demi-frère, Laurent, dix ans, ouvrait de temps en temps le placard, en l'absence des parents, pour que David puisse regarder un peu la télévision, ainsi que lui-même l'a précisé aux policiers. Les voisins de la famille, interrogés par les enquêteurs, ont déclaré qu'ils n'avaient jamais remarqué quoi que ce soit d'anormal dans le comportement du couple, qu'ils n'avaient jamais entendu aucun bruit et ignoraient l'existence de David. Il y a quelques années, David avait été hospitalisé pour de graves brûlures aux doigts qui lui ont laissé de lourdes séquelles. Il avait été rendu à sa mère au terme d'un mois d'hospitalisation. Personne, alors, n'avait attiré l'attention des autorités administratives sur le cas de cette famille.

L'ENFANT CIBLE

Périodiquement, la découverte d'un enfant victime de sévices morales ou physiques, de maltraitance, attire l'attention de l'opinion et provoque un sur-saut. Puis, très vite, l'attention retombe et l'oubli recouvre le fait divers, rapidement considéré comme accidentel, fortuit. Un cas individuel, dit-on.

Pourtant, il est aujourd'hui clairement établi que les violences infligées à des enfants, par leurs parents le plus souvent, ne font rien d'exceptionnel.

Selon le dernier rapport national élaboré sur cette question, en novembre 1979, par la Fondation Anne-Aymone (CSCAR d'Esting (la Mordue du 20 novembre 1979), plusieurs milliers de cas graves de sévices sont constatés chaque année en France, et plusieurs centaines d'enfants en meurent, comme le démontrent notamment les statistiques hospitalières.

Selon des évaluations américaines, la mortalité des enfants de moins de cinq ans imputable aux mauvais traitements ou au défaut de soins serait supérieure à celle que provoquent la tuberculose, la coqueluche, la poliomélie, le diabète, le rhumatisme articulaire aigu et l'appendicite. En Europe, selon les estimations du Conseil de l'Europe, les enfants représenteraient 2 % des victimes de sévices corporels et 8 % des victimes de cruauté mentale (1).

Pourtant, ces chiffres ne rendent compte que d'une partie de la réalité. Par définition, celle-ci demeure le plus souvent dissimulée et les victimes, à moins qu'un cas particulièrement flagrant n'attire l'attention sur une famille précise.

La « syndrome de l'enfant battu » défini depuis quelque vingt ans par plusieurs équipes de pédiatres anglosaxons et français, notamment à l'hôpital Bretonneau à Paris, est à présent clairement défini : multiplicité des marques traumatiques, localisation des lésions, de préférence dans

la région de la tête et des membres, fractures, brûlures, ecchymoses, plaques, hématomas profonds. L'attention du médecin est attirée par le fait que ces lésions sont généralement d'« axes » différents — ce qui se marque par la coloration différentielle des ecchymoses, — par le discordance entre ces constatations et les explications avancées par les parents, qui évoquent le plus souvent des « chutes » ou des « accidents », par l'attitude générale de l'enfant, enfin, généralement silencieux et apeuré. Les constatations des équipes médico-sociales mettent en évidence le fait qu'il s'agit, dans la grande majorité des cas, d'enfants âgés de moins de trois ans — très souvent même de moins d'un an — et que les enfants battus ne se rencontrent pas seulement, pas exclusivement, dans les milieux les plus défavorisés.

Secret professionnel et protection

Aussi faut-il recourir à plusieurs types d'hypothèses pour tenter d'expliquer l'existence de sévices et de maltraitance. Les sévices sont le plus souvent le résultat d'un défaut profond et précoce de l'établissement du lien mère-enfant, une déstabilisation maternelle quant au sexe du nouveau-né ou à son comportement, les conditions défavorables de l'enfance des parents eux-mêmes. Surtout, les équipes médico-sociales mettent en évidence les « placements » successifs, répétés ou inconséquents d'enfants très jeunes, rendus trop tard à des familles qui leur sont devenues étrangères. C'est ainsi qu'apparaît le « enfant-cible », martyrisé au sein d'une famille que rien en apparence ne distingue des autres.

La complexité du phénomène a donné naissance, au fil des années, à l'organisation d'une trame de mesures judiciaires particulières où le rôle du médecin est à présent clai-

rement défini. Le code pénal réprime, en effet, par de très lourdes peines — qu'on aura volontiers fait passer de « sévices » à « sévices graves » — un enfant ou d'un adulte de quinze ans accomplis, ce qui aura volontiers été fait d'ailleurs, de soins au point de compromettre sa santé (...). Si l'enfant, à la suite de mauvais traitements, est victime de séquelles durables ou d'infirmité permanente, les auteurs des sévices sont passibles de la cour d'assises et peuvent encourir une condamnation à la peine de mort (avant sa suppression) ou à la réclusion criminelle à perpétuité.

Jusqu'à ces dernières années, le médecin était quelque peu paralysé par deux injonctions contradictoires : celle qui lui ordonnait de respecter le secret professionnel (article 378 du code pénal) et celle qui lui imposait, comme à tout citoyen, de porter assistance à une personne en danger (article 63). Depuis une loi de 1971, cette ambiguïté est levée : le médecin est, en effet, délié du secret professionnel pour ce qui concerne les sévices exercés sur des enfants. Il est même tenu d'en avertir les autorités administratives. Enfin, le nouveau code de déontologie médicale précise très clairement : « Le médecin doit être détenteur de l'enfant malade lorsqu'il estime que l'intérêt de la santé de celui-ci est mal compris ou mal servi par l'entourage ».

Malgré la clarté de ces textes, nombre de praticiens réagissent à la notion même de ce qui leur apparaît comme une dénonciation, comme ils se refusent à admettre que certaines blessures d'enfants puissent être dues à l'action volontaire de leurs parents. Ces réticences sont de toute évidence compréhensibles. Elles s'opposent néanmoins à une prévention efficace. En outre, le manque de procédures de protection de l'enfance est tel qu'il décourage les meilleures volontés thérapeutiques et préventives, tout comme est découragé le fait que, à l'heure actuelle, 50 % des « signalements » d'enfants maltraités ne soient pas suivis d'effets (2).

De nombreux médecins et magistrats s'accordent donc à juger indispensables, outre une meilleure utilisation des assistants sociaux et, surtout, une plus grande coopération entre les services départementaux de la justice et ceux de la santé. Faute de quoi le « syndrome de l'enfant battu » restera, longtemps encore, confiné dans les thèses des spécialistes.

CLAIRE BRISSET.

(1) Bulletin de l'ordre national des médecins, juin 1981.

● Le livre « Suicide mode d'emploi » publié par les éditions Alain Moreau a été retrouvé, mardi 17 août, à proximité du corps d'un sexagénaire d'Argenteuil (Val-d'Oise), Julien Rippert, qui a mis fin à ses jours. Julien Rippert, employé photocopieur, correspondant d'un journal du Midi, avait absorbé une forte dose de barbituriques. C'est la troisième personne, en moins d'un mois, qui utilise les informations contenues dans le livre pour se donner la mort (le Monde du 13 août 1982).

Cours Arthur Rimbaud
8 rue Saint-Augustin
75002 PARIS - Tél. 261-81-14

PRÉ-RENTÉE 1982
Recyclage en
— Mathématiques
— Sciences physiques
— Sciences économiques
— Français
du 3 septembre
au 9 septembre
de la 3^e aux terminales

Faits et jugements

L'alibi de Conzelmann pour le double meurtre de Meyzieu

Michel de Conzelmann, trente-six ans, peintre en bâtiment au chômage, a été jugé, samedi 21 août, d'assassinat, de viol d'enfant et d'atteinte à la pudeur sur enfant de moins de quinze ans. Il a avoué être l'auteur du meurtre de Messaoud Hamam, onze ans, dans une villa de Meyzieu (Rhône), mercredi 18 août. Le meurtrier a abusé de l'enfant durant une partie de la nuit et étranglé d'être dénoncé. Il s'agit de l'acte en présence de sa concubine, Christiane Deville, quarante-trois ans, elle-même inculpée de complicité d'assassinat. Christiane Deville aurait nettoyé le parquet taché de sang tandis que Conzelmann transportait le corps dans un champ voisin.

Toutefois le meurtrier aurait pu fournir un solide alibi pour la soirée du double crime du 14 juillet, également à Meyzieu, dont les enquêteurs le soupçonnaient d'être l'auteur. Christiane Deville, qui avait été repérée par des témoins au moment des assassinats du 14 juillet et du 18 août, n'est pas la même. La blonde a été prénée, le 18 août, par le procureur de la ville de Conzelmann avait la garde pendant les vacances et le soir du 14 juillet le meurtrier de Messaoud Hamam dînait chez des amis.

Les grenades lacrymogènes sont en vente libre

Faute d'être classées comme armes de guerre, les grenades lacrymogènes sont en France en vente libre. Indique M. Charles Hernu, ministre de la défense, en réponse à un parlementaire. Rendant à M. Pierre-Christophe Taittinger, sénateur (R.I.) de Paris dans le Journal o, l'été du 18 août, le ministre souligne que « les grenades lacrymogènes ne relèvent pas du régime des matériels de guerre, armes et munitions, fixés par le décret-loi du 18 avril 1939. Leur vente n'est donc pas soumise à la procédure d'autorisation administrative prévue par ce texte ».

Les armuriers parisiens interrogés par l'Agence France-Presse ont tous indiqué qu'ils ne disposaient pas de grenades lacrymogènes, mais qu'ils avaient vu des grenades lacrymogènes « destinées à décourager les agressions et qu'ils n'avaient jamais vu de grenades lacrymogènes du type de celles utilisées par les forces de police ».

● Trois hommes appartenant à la base antiraciste britannique de Faraday (en l'île d'Argentine du bordure de la côte ouest de la péninsule antarctique), partis en mission depuis le 13 août, n'ont donné aucune nouvelle. Des recherches ont été entreprises par les autorités chiliennes.

● Le meurtre d'un chauffeur de taxi. — M. Fernand Moreno, un chauffeur de taxi de 62 ans, père de dix enfants, a été tué dans la nuit du vendredi 20 août au samedi 21 août de cinq coups de couteau dans la poitrine. Dans son véhicule, il transportait deux vers 1 heure, il signalait qu'il se rendait à Saint-Jean-de-Vedas, près de Montpellier. Les premiers éléments de l'enquête personnelle de la police ont conduit à la maison de M. Moreno d'Argenteuil (Val-d'Oise) où il a été retrouvé mort.

● Arrestation de neuf malheureux armés. — Neuf hommes, dont sept justes et deux en fuite, ont été arrêtés par la police de Meyzieu remplis d'armes, ont été interpellés dimanche 21 août sur l'autoroute A 61. Ils se trouvaient à la hauteur de la commune de Marmande (Lot-et-Garonne) lorsqu'ils ont été interceptés par la gendarmerie.

● Intoxication dans le Var. — Une centaine d'habitants de l'estuaire de Collobrières, dans le Var, ont été intoxiqués par l'eau distribuée par la municipalité. Cette affaire est une conséquence indirecte de la sécheresse qui sévit dans le département. En effet, le trop-plein du tout-à-l'égout de cette localité de 3 000 habitants s'est déversé dans le lit d'une rivière malheureusement à sec. Au lieu d'être emporté par le courant, les effluents se sont infiltrés dans le sol et ont atteint le puits de 40 mètres de profondeur où la commune s'approvisionne. La distribution d'eau a été coupée, les canalisations ont été fermées, la distribution rétablie en trois jours, mais les citoyens de Collobrières préfèrent, pour quelques jours encore, boire de l'eau en bouteille.

● Plusieurs personnes auraient trouvé la mort, au cours de l'explosion d'une plate-forme de forage pétrolière ancrée au large des côtes des Émirats arabes unis. Selon certaines informations recueillies à Dubaï, l'accident aurait eu lieu récemment sur le site du champ pétrolier de Fath. Certaines victimes seraient de nationalité canadienne.

SCIENCES

A LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES

Dialogue difficile entre les puissances spatiales et les pays en cours de développement

La deuxième conférence des Nations unies, sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace — Unispace 82, — s'est achevée samedi 21 août à Vienne (Autriche), après une quinzaine de jours de travaux. Comme les premiers débats le laissent supposer, cette conférence a montré, une fois de plus, les difficultés d'un dialogue entre les pays détenteurs de technologie spatiale et ceux qui en sont dépourvus. Elle a d'autre part, et c'est l'un des points importants de ses travaux, même si cela n'était pas inscrit à l'ordre du jour, donné l'occasion à de nombreux pays de manifester leurs craintes d'une militarisation de l'espace.

Si l'ensemble des quatre-vingt-quatre délégations présentes à Vienne se sont accordées pour reconnaître l'importance des bénéfices des technologies spatiales, il n'en va pas de même des lors que l'on évoque leur partage et leur exploitation. Qu'il s'agisse de l'ensemencement de l'orbite géostationnaire — celle sur laquelle sont placés les satellites de météorologie et de télécommunication — ou des systèmes de télé-détection par satellite pour une meilleure gestion de la planète, les pays pauvres craignent de ne pas accéder à ces techniques — télé-détection, traitement d'images prises par satellite, etc. — dont le développement est souvent pour eux hors de prix.

« Vous nous rendez, disent-ils aux puissances spatiales, nos propres images en sachant même avant nous que nos récoltes seront moins bonnes ou excessives, que nous aurons à souffrir de la sécheresse et nous empêcherons alors le prix des denrées qui nous font défaut. » Ce à quoi les puissances spatiales répondent en disant que « grâce à ces images, les pays pétroliers seront plus riches et feront payer l'or noir de plus en plus cher ». Pour tenter de rétablir l'équilibre Unispace, dans son rapport final invite, même si c'est cher, les pays en cours de développement à se grouper à l'échelon régional, à éviter entre eux une concurrence effrénée en se lançant dans la construction d'observatoires de stations nationales de réception et de traitement de données recueillies par les satellites.

PRESSE

● A DIJON : le conflit ne s'apaise pas aux « Dépêches »

● A LYON : M. Delsart, directeur de la rédaction du « Progrès »

« Il est là pour faire le ménage ». Ce commentaire d'un journaliste après l'annonce de la nomination de M. Alfred Delsart comme directeur de la publication des Dépêches de Lyon par M. Jean-Charles Ligneol n'augure pas de la poursuite de la lutte qui oppose actuellement tel ou tel à une partie du personnel du quotidien dijonnais. Alors que des membres du personnel technique des Dépêches pour Lyon se sont réunis pour discuter de l'avenir de l'imprimerie des Dépêches pour empêcher toute tentative de démantèlement de matériel, une partie de l'encadrement technique des Dépêches pour Lyon se sont réunis pour discuter de l'avenir de l'imprimerie des Dépêches pour empêcher toute tentative de démantèlement de matériel, une partie de l'encadrement technique des Dépêches pour Lyon se sont réunis pour discuter de l'avenir de l'imprimerie des Dépêches pour empêcher toute tentative de démantèlement de matériel.

ÉDUCATION

● M. Pierre Tricolle a été nommé directeur du Centre national des centres universitaires et scolaires (CNCUS) par un arrêté publié au Journal officiel du 20 août. Il remplace M. Imbert, directeur depuis le 1^{er} janvier 1979, qui ne souhaitait plus assumer cette charge, préférant se consacrer à l'enseignement de l'histoire du droit à l'université de Paris-II et aussi à l'Académie des sciences morales et politiques, à laquelle il a été récemment élu (le Monde du 24 mars 1982).

Le CNCUS, organisme périscolaire où siègent étudiants et représentants de l'administration, est doté d'un conseil d'administration présidé par M. Jean-Pierre Daudon, il gère les restaurants et les résidences universitaires, mais aussi d'autres œuvres sociales en faveur des étudiants.

(Né le 28 janvier 1931 à Paris, M. Pierre Tricolle est ancien élève de l'École normale supérieure de l'enseignement physique et sportif (S.P.S.). A partir de 1953, il est professeur d'histoire à l'École normale supérieure de l'enseignement physique et sportif (S.P.S.). En 1962, à l'ENSA, de 1963 à 1977, il est administrateur civil au ministère de l'Éducation nationale, ministre de l'Enseignement supérieur au secrétariat d'État aux universités. En 1977, il est nommé sous-directeur au service des Bibliothèques avant de devenir, en 1981, chef de service.)

NEULY ET PHARMACIE CLARTIER LATIN
MEDECINE
classe préparatoire
CEPES 87, rue de la République, 75001 PARIS - Tél. 222-71-14

Le Monde

Les déch...

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

RELIGION

Les indulgences du révérend

Le révérend John Taylor, évêque anglican de Winchester, vient de publier une lettre pastorale sur l'indifférence conjugale essai instantané, au moins pour des chrétiens n'appartenant pas au Royaume-Uni. Plus encore que ce qui y est dit, c'est la manière de l'écrire qui étonnera les fidèles, peu habitués à voir traiter un tel sujet avec autant d'humour, et à peu de solennité.

« C'est manquer de réalisme, écrit l'évêque, que de penser que l'indifférence est le péché capital contre un mariage de toute vie ; un certain degré d'indifférence est très probable dans le mariage. » Le révérend estime que « l'Église » certainement fait bien assez pour s'indigner contre les mariages qui ont échoué et qu'elle devrait réserver maintenant son énergie à prodigier ses secours à ceux qui en ont besoin.

Le révérend John Taylor connaît son Évangile ; il se souvient que le péché de la chair est rémissible ; tout il en faire un drame ? La lapidation n'est plus de mise, ni même la ségré-

gation familiale, qui parfois s'exerce encore à l'égard des divorcés ou des couples vivant en union libre.

Plutôt que de condamner, le christianisme pardonne. Plutôt que de s'indigner pharisaïquement, l'estime préférable de trouver les moyens de remédier en temps voulu à la solitude. Au fond, le révérend John Taylor penche évidemment pour le mariage d'amour qui éloigne, au moins pour un temps, les tentations. Il songe aussi peut-être à la polygamie africaine, qui relativise le mariage de type classique, polygamie dont s'accommodait fort bien l'Ancien Testament.

Il est bon de préciser que les évêques anglicans ne sont pas tenus en débat, ce qui explique un certain ton et une certaine indulgence. Le révérend John Taylor est marié depuis quarante-deux ans, il a trois enfants. A soixante-sept ans, n'est-il pas fatal que l'on devienne moins rigoureux ? On a la théologie de ses arrières et de son état.

HENRI FESQUET.

INSTITUT MONTAIGNE 92200 NEUILLY
la réussite au Bac
PAR LA RIGUEUR DE L'ENCADREMENT
DES PROFESSEURS DE HAUT NIVEAU
Secours à terminales. Horaires 16 sept. Cours de vacances : 1^{er} / 11 sept.
7, rue Saint-Pierre, à 100 m. 1^{er} Sablon - 92240-74 OU 037.55.76

« CHEVEU »
EURO-BRIGAP
100, rue de la République, 75001 PARIS - Tél. 222-71-14

INFORMATIONS « SERVICES »

CIRCULATION

Les grands retours

Les premiers retours de vacances ont commencé au cours du dernier week-end, mais le gros des troupes des estivants ne sera pas « caserné » à la fin de la semaine prochaine. Les risques seront grands sur les routes.

Le vendredi 27 août sera « un jour rouge » pour les automobilistes, estimés les responsables de la circulation routière. Du 26 au 30 août, 4 700 000 personnes (1 700 000 de plus que fin juillet) vont quitter leurs lieux de vacances et circuler principalement dans la partie sud de la France.

Les plus gros bouchons seront, selon Bison futé, situés, comme de coutume, dans la vallée du Rhône entre Valence et Vienne, ainsi que dans la traversée de Lyon. La journée la plus favorable aux retours devrait être le dimanche 29 août, « jour vert » avec une circulation fluide ; sauf en fin de soirée, sur les derniers kilomètres de l'axe routier du Sud en arrivant sur Paris.

Pour les automobilistes venant des côtes méditerranéennes, trois itinéraires-bis sont proposés pour éviter le goulet Valence-Lyon : la nationale 9 par Clermont-Ferrand, un itinéraire contournant Lyon par l'est à partir de l'échangeur de Montmar-nord, un autre itinéraire contournant Lyon par l'ouest par Saint-Etienne à partir de l'échangeur de Lorient.

Pour les retours en provenance de l'Aquitaine et du Midi-Pyrénées, un itinéraire-bis double la nationale 20 depuis la frontière espagnole (Bagnères-de-Luchon) jusqu'à Orléans par Agen, Périgueux, Le Blanc.

Pour les automobilistes en provenance de Bretagne et de Vendée, les bouchons sont surtout à redouter (notamment le vendredi 27) entre Angers et La Mans. Deux itinéraires-bis sont proposés de Cholut au Mans par Doué-la-Fontaine, Genes et Mayenne, et d'Angers au Mans par Candé et Sablé.

En vue des retours, Bison futé renouvelle une série de conseils de prudence aux automobilistes : préparez votre voyage, vérifiez la pression des pneumatiques, respectez le code de la route, gardez vos distances (au moins 50 mètres), ne circulez pas sur la bande d'urgence des autoroutes, arrêtez-vous toutes les deux ou trois heures et plus fréquemment de nuit. Quant aux caravaniers, il leur est déconseillé d'emprunter les itinéraires-bis qui ont été conçus pour les voitures légères.

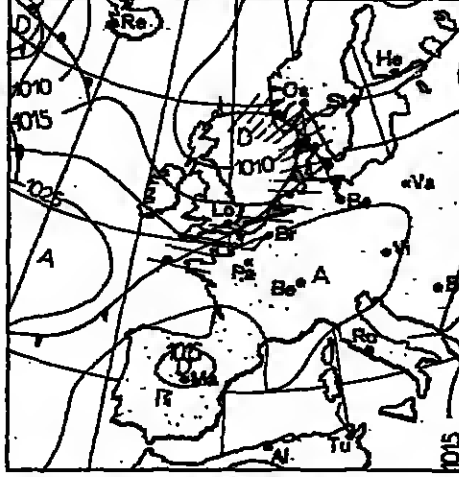
C'est aussi le moment d'attirer l'attention des automobilistes sur le nécessaire respect des réglementations. Or on s'aperçoit qu'ils en prennent de plus en plus à leur aise avec le code de la route. Le Centre de documentation de l'assurance (C.D.A.) reprenant des statistiques du ministère des transports signale ainsi que 85 % des automobilistes bousculent leur ceinture en 1981 sur les routes nationales au lieu de 90 % en 1980. Les gendarmes ont, en outre, dénombré en 1981, 7 164 conducteurs responsables d'un accident corporel conduisant « sous l'empire de l'alcool » au lieu de 6 971 en 1980. D'année en année, la vitesse excessive demeure aussi la cause numéro un des accidents de la route ; c'était le cas dans 29 % des accidents en 1981.

Attention poids lourds

Autre statistique toute récente : une opération de contrôle des poids lourds déclenchée dans les Vosges a montré qu'un véhicule sur quatre était en infraction pour ce qui est des temps de conduite et de repos des chauffeurs. Sur 64 contrôle de poids lourds, dont 18 véhicules de transport en commun, 16 infractions ont été constatées. C'est la raison pour laquelle la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) vient de publier la prudence à ses délégués régionaux. « Une conduite irréprochable n'est malheureusement pas un bouclier infailible contre les accidents », leur a-t-elle écrit, « mais elle est une opinion publique assez mal disposée à notre égard ». Aussi, la F.N.T.R. recommande-t-elle à ses adhérents « en plus des interdictions imposées » et « dans la mesure du possible » d'éviter « les grands courants de circulation de la fin du mois d'août, chaque fois que leur présence sur les routes n'est pas absolument indispensable ».

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23.8.82 A 0 h G.M.T.



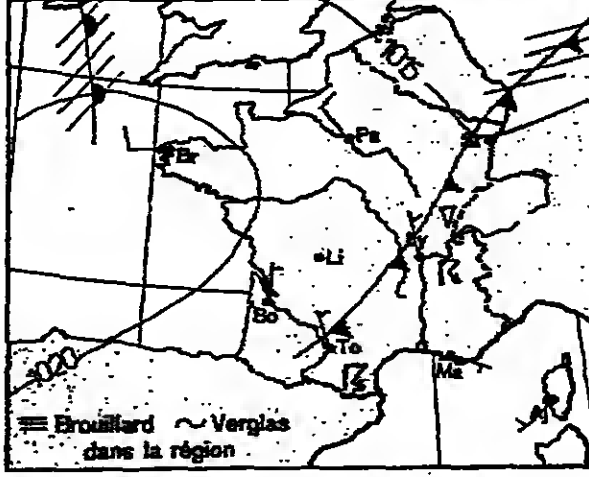
Évolution probable du temps en France entre le lundi 23 août à 0 heure et le mardi 24 août à 24 heures :

Une perturbation de faible activité sinuée lundi matin près des côtes de la Manche traversera au cours des quarante-huit heures le pays du nord-ouest au sud-est. Une nouvelle zone de nuages abordera les régions de l'ouest mardi après-midi. Mardi, dans la matinée, le temps sera passablement nuageux des Pyrénées au Massif Central et au nord-est ; quelques versants montagneux se produiront en montagne. Ailleurs, il fera beau. Dans l'après-midi, c'est le temps ensoleillé qui prédominera en France ; il faut cependant s'attendre à quelques orages sur les Alpes. Une nouvelle aggravation se développera sur l'ouest et à pleuva faiblement en soirée sur la Normandie et la Bretagne. Les températures diurnes seront en hausse sur la moitié nord du pays, stationnaires sur la moitié sud. Quant aux vents, ils seront faibles.

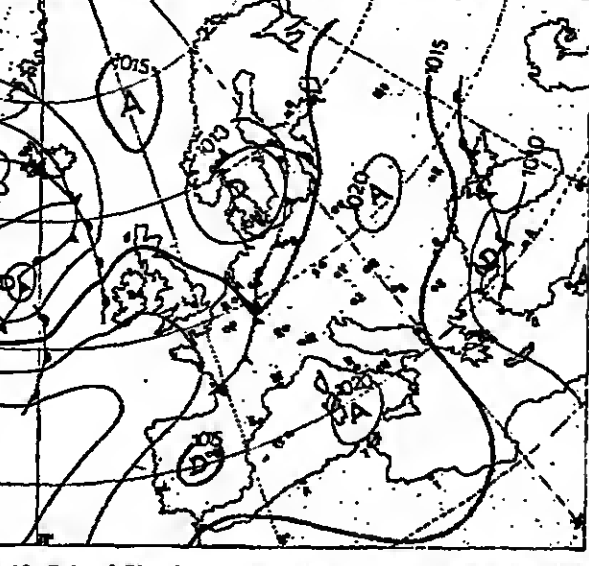
La pression atmosphérique réduite au minimum de la nuit du 23 août, le 23 août à 8 heures, de 1018,3 millibars, soit 763,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 août ; le second, le minimum de la nuit du 23 au 24 août) : Alger, 26 et 15 degrés ; Amsterdam, 20 et 15 ; Athènes, 31 et 23 ; Berlin, 20 et 14 ; Bonn, 19 et 13 ; Bruxelles, 19 et 12 ; Le Caire, 35 et 23 ; Les Canaries, 25 et 21 ; Copengague, 20 et 14 ; Dakar, 30 et 23 ; Djibouti, 30 et 23 ; Genève, 21 et 8 ; Jérusalem, 27 et 17 ; Lisbonne, 28 et 16 ; Londres, 22 et 11 ; Luxembourg, 18 et 8 ; Madrid, 23 et 18 ; Moscou, 16 et 12 ; Nairobi, 27 et 15 ; New-York, 22 et 17 ; Palma-de-Majorque, 29 et 17 ; Rome, 29 et 16 ; Stockholm, 21 et 9 ; Tauxer, 39 et 25 ; Tunis, 30 et 18.

PRÉVISIONS POUR LE 24.8.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 24 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)



Toulouze, 26 et 10 ; Poitiers-Pitre 30 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 15 degrés ; Amsterdam, 20 et 15 ; Athènes, 31 et 23 ; Berlin, 20 et 14 ; Bonn, 19 et 13 ; Bruxelles, 19 et 12 ; Le Caire, 35 et 23 ; Les Canaries, 25 et 21 ; Copengague, 20 et 14 ; Dakar, 30 et 23 ; Djibouti, 30 et 23 ; Genève, 21 et 8 ; Jérusalem, 27 et 17 ; Lisbonne, 28 et 16 ; Londres, 22 et 11 ; Luxembourg, 18 et 8 ; Madrid, 23 et 18 ; Moscou, 16 et 12 ; Nairobi, 27 et 15 ; New-York, 22 et 17 ; Palma-de-Majorque, 29 et 17 ; Rome, 29 et 16 ; Stockholm, 21 et 9 ; Tauxer, 39 et 25 ; Tunis, 30 et 18.

UN COIN POUR JOUER

Jeu n° 17

« Le parler des cousins »

(Réponse)

PARIS EN VISITES - MERCREDI 25 AOUT

- Saint-Eustache, 15 heures, devant l'Église, Mlle Brossier.
- Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Legros.
- La Sorbonne, 15 heures, angle rue de la Sorbonne, rue des Ecoles, Mlle Oswald.
- Cimetière Montparnasse, 15 heures, métro Raspail, Mme Penne.
- Le Marais, 21 h 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Penne (Caisse nationale des monuments historiques).
- Hôtel de Lantini, 15 heures, 17, quai d'Anjou, Mme Ferrand.
- L'île Saint-Louis, 15 heures, métro Saint-Paul, Mme Haufler.
- Le Palais Soubise, 14 h 45, 60, rue des Francs-Bourgeois M. de La Roche.
- Hôtel de Miramion, 15 heures, 47, quai de la Touraine (Paris et son histoire).
- Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Reconstruction du passé).
- L'Assemblée nationale, 15 heures, 33, quai d'Orsay (Tourisme culturel).

Servie nationale INCORPORATION DU CONTINGENT D'OCTOBRE

Le ministère de la défense communie :

La fraction de contingent 1982/10 comprendra, s'ils ont été reconnus « aptes » au service :

Les jeunes gens :

a) Dont le sursis ou la prolongation de sursis arrivera à échéance avant le 1^{er} octobre 1982 ;

b) Dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1^{er} octobre 1982 ;

c) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1^{er} octobre 1982 ;

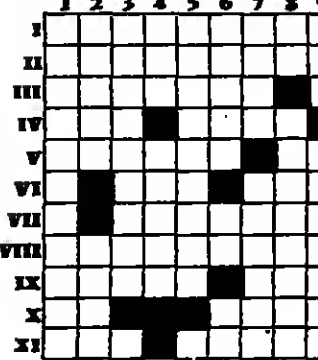
d) Volontaires pour être appelés le 1^{er} octobre 1982 et qui, à cet effet, ont, avant le 1^{er} juillet 1982, déposé une demande d'appel avancé ;

e) Volontaires pour être appelés le 1^{er} octobre 1982 et qui, à cet effet, ont, avant le 1^{er} août 1982, fait parvenir leur réclamation de sursis ou de report d'incorporation.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 6 octobre.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3260



HORIZONTALEMENT
1. Trouve rapidement du travail lorsqu'il est mis à la porte.
II. N'est pas considérée comme une personne d'avenir.
III. Permet de recevoir convenablement le nouveau

venu. - IV. Temple japonais. Pré-nom. - V. Aussitôt dit, aussitôt fait. Symbole chimique. - VI. Quelque chose de résistant. Sigle. - VII. Vient leur cas aussitôt qu'on les cherche. - VIII. A donc pu éviter le trafic. - IX. Régime sévère. Premier pas du soldat allemand. - X. C'est l'autre. A donc un peu de peine. - XI. Est toujours gagné par jeu. - Négatif qu'on préfère ne pas développer.

VERTICALEMENT

1. Ne fait pas souvent un mariage heureux. - 2. Pas fondant lorsqu'il est sur le dent. Très agité en cas de vent. - 3. Ne montre pas toujours les dents quand on lui parle de courroux. - 4. N'a pas toujours de bonnes fréquentations. Héronne. - 5. Ne manque pas de causes pour manifester son irritation. - 6. Mineur du passé. Démonstratif. Sigle. - 7. Élément de test. Européen. - 8. Agent de liaison. Ne se retrouve pas dans la seconde coupe. - 9. Désert. Utile auxiliaire d'héritiers cyniques.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Service des Domaines
Adjudication le mercredi 22 septembre 1982 à 14 h 30. Salle des Ventes des Domaines, 17, rue Serre à Paris 9.

LOT N° 1 - PARIS (18^e) N° 33 bis, rue Calmels. LIBRE.
Pavillon. - Rez-de-chaussée, 1^{er} étage, cour (76 m²).
MISE A PRIX : 550 000 F.

LOT N° 2 - PARIS (8^e) dans un immeuble en copropriété, avenue du Général Leclerc N° 118, au 2^e étage. LIBRE.
Appartement 5 pièces principales, cuisine, s. de b., m.-c., 2 chambres de bonne. CAVÉ.
MISE A PRIX : 650 000 F.

LOT N° 3 - PARIS (14^e) dans un immeuble en copropriété, avenue du Général Leclerc N° 118, au 2^e étage. LIBRE.
Appartement 5 pièces principales, cuisine, s. de b., m.-c., 2 chambres de bonne. CAVÉ. LIBRE MISE A PRIX : 900 000 F.

RENSEIGNEMENTS : Direction des Services Fonciers de PARIS, 25, place de la Madeleine à Paris (8^e), (Tél. 266-91-40, poste 788).

BREF

FORMATION PERMANENTE

AUDIO-VISUEL. - Le centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle d'Aquitaine organise à Lacau-Océas du 23 août au 3 septembre la troisième université d'été de l'audio-visuel.

* R.P. 36 - 33036 Bordeaux Cedex - Tél. (56) 81-78-40.

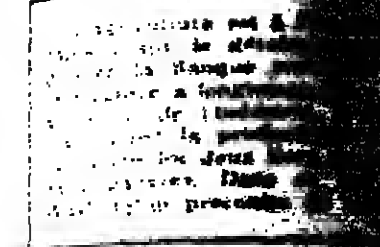
LOISIRS

LES PLAISANCIERS ET LEURS PASSAGERS. - La conductrice d'un canot à moteur, déclarée en partie responsable de la mort d'un de ses amis, a été condamnée pour sa négligence : elle n'avait pas jugé utile de donner des conseils de prudence à son passager, ni même de mettre à sa disposition le gilet de sauvetage obligatoire. Elle s'ignore pas pourtant que son compagnon était un piètre nageur. Aussi, quand celui-ci se lava brusquement, le bateau, déséquilibré, le projeta à la mer, et il périt noyé. Les magistrats de la cinquième chambre de Versailles (13 février 1981) appelés à juger l'affaire, tenant compte des négligences commises tant par la jeune femme que par la victime, déclarèrent l'une et l'autre responsables de l'accident. Pour faire face à de tels événements, les plaisanciers peuvent évidemment solliciter de leur assureur une assurance « plaisance ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 22 août :

DES DÉCRETS
• Portant publication de la convention internationale du travail concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, adoptée à Genève le 25 juin 1958.
• Portant extension aux chefs d'établissements agricoles nationaux à l'article L.231-1 du code du travail des dispositions des décrets n° 77-612 du 9 juin 1977 et n° 77-996 du 19 août 1977.



La Banque

La Banque... (Text describing banking services and interest rates).

Une part croissante

Une part croissante... (Text discussing economic trends and market share).

Le parler des cousins

Le parler des cousins... (Text discussing regional dialects and linguistic differences).

Le parler des cousins

Le parler des cousins... (Continuation of the linguistic discussion).

Le parler des cousins

Le parler des cousins... (Further text on regional language variations).

Le parler des cousins

Le parler des cousins... (Text discussing the influence of regional dialects on standard French).

Le parler des cousins

Le parler des cousins... (Final paragraph of the linguistic article).

Le Monde ECONOMIE

LES DIFFICULTÉS DU DÉVELOPPEMENT

L'agriculture est à l'honneur du cinquième rapport sur le développement que vient de publier la Banque mondiale. Alors que son importance a longtemps été « mal comprise », au profit de l'industrie, il s'agit maintenant d'améliorer la productivité d'un secteur qui fait vivre les deux tiers de la population des pays pauvres. Dans ce but l'institution de Washington préconise de mobiliser les petits

exploitants familiaux — parfaitement capables d'innover — sans toutefois s'attaquer de front à la question des oligarchies terriennes et de la réforme agraire. L'agriculture est donc en quelque sorte réhabilitée, alors même que les pays riches s'inquiètent de l'industrialisation du tiers-monde, qu'ils ont parfois contribué à instaurer. Ainsi la Communauté économique européenne,

soucieuse de protéger ses secteurs en difficulté (la Banque mondiale estime d'ailleurs que les pays industriels protègent trop leur agriculture), va négocier avec ses principaux fournisseurs de produits textiles. Ceux-ci, conscients de la nécessité de sacrifices plutôt que de subir un protectionnisme sauvage, acceptent néanmoins mal un renouvellement des restrictions sur leurs exportations.

Ce dossier fait apparaître les risques d'un développement trop fondé sur les besoins des marchés extérieurs. Ainsi en est-il également, toute proportion gardée, de l'Irlande qui a assis sa stratégie économique sur l'appel aux investissements étrangers. Ce pays au chômage élevé doit maintenant faire face à une crise qui secoue des entreprises peu enracinées et faiblement formatées.

La Banque mondiale recommande de stimuler l'agriculture

ANALYSANT l'ampleur et les répercussions de la pauvreté absolue, la Banque mondiale tentait, en 1980, dans son rapport sur le développement dans le monde, de démontrer que les progrès de l'alphabétisme, de la santé, de la nutrition contribuent à la croissance. En 1981, elle traitait de l'environnement international du développement. Dans son dernier, paru lundi 16 août (*Le Monde* du 17 août), elle veut faire ressortir qu'il n'y a pas de développement de l'économie en général sans celui de l'agriculture.

L'agriculture est en quelque sorte réhabilitée, car elle demeure, constate le rapport, la principale source d'emplois et de revenus pour environ deux tiers de la population des pays à faible revenu. La moitié des pauvres (environ un milliard de personnes, en comptant la Chine), se trouvent dans les régions rurales, l'agriculture doit donc avoir un rôle de premier plan dans la lutte contre la pauvreté.

On pourrait s'étonner que des remarques aussi évidentes servent d'axiomes à un rapport qui fait chaque année autorité mais souligne également les « contrevérités ». C'est que, écrit-il, « pendant de nombreuses années, l'importance de l'agriculture dans la croissance et la faculté d'adaptation des exploitants traditionnels ont été très discutées et mal comprises ». L'effort était porté sur l'industrie, parfois considérée comme la panacée.

Une part croissante

Toutefois, une évolution est constatée depuis quelques temps. Certes, beaucoup de pays en développement ne consacrent encore que 5 à 10 % de leur budget à l'agriculture. Mais ce secteur et le développement rural absorbent 25 % des crédits de la Banque mondiale et près de la moitié de ceux de la filiale, l'Association internationale du développement (A.I.D.). En, au cours des années 70, les crédits accordés à l'agriculture ont pris une part croissante dans l'aide publique au développement.

La production agricole a sensiblement progressé dans les pays en développement pris dans leur ensemble ; mais ces progrès ont été inégalement répartis. Des disparités, parfois importantes, existent à l'intérieur de certains États (Océanie, Inde...). L'expansion de « spéculations », exportées en grande partie, laisse subsister de vastes poches de misère. Si la production a augmenté de 3 % — dans les pays à revenu intermédiaire, dans un grand nombre d'autres, écrit dans son introduction son rapport le président de la Banque mondiale, M. A.-W. Clausen, « les plus aspects de la pauvreté absolue ont disparu, sans qu'il y ait été éliminées des différences énormes dans le niveau de vie des populations ».

Dans les pays à faible revenu, les pauvres continuent à éprouver « de graves problèmes alimentaires ». Dans plusieurs d'entre eux, en particulier en Asie du Sud, les progrès, parfois importants, de la production agricole et alimentaire sont annulés par l'accroissement démographique, de telle sorte que le niveau de la consommation par habitant progresse à peine ou stagne. Enfin, plusieurs pays pétroliers, possédant des traditions et un potentiel agricoles, sont tombés dans la dépendance alimentaire (le Mexique, le Nigeria, l'Algérie).

Selon la Banque mondiale, l'expansion de la production agri-

cole dans les P.V.D. reposera moins sur la défrichement de terres nouvelles que sur l'amélioration de la productivité du sol et du travail. Car les possibilités de mise en valeur sont limitées, alors que le déboisement risque de faire peser des menaces sur les équilibres écologiques. — de 1960 à 1985, la moitié des régions boisées des P.V.D. ont été mises en culture, ce qui ne s'est pas fait sans dommages.

Les citadins

En revanche, il est permis d'accroître la productivité, à condition, estiment les rédacteurs du rapport, de tenir compte de quelques observations : les petits exploitants familiaux sont généralement plus efficaces que les grands malgrés leurs handicaps (capacités d'emprunt limitées, insuffisantes formation et information, sous-équipement...), car ils sont motivés et la participation de toute la famille à la tâche permet d'accumuler du travail, à défaut de capital. De même, les paysans du tiers-monde ne peuvent-ils être regardés comme traditionnalistes, peu réceptifs aux techniques modernes. Ils sont capables d'innover si on leur en donne les moyens.

Cependant, la thèse selon laquelle les cultures d'exportation se font au détriment des cultures vivrières est démentie, sans toutefois qu'il soit fait mention des dégradations des sols et des expulsions de paysans. Les auteurs n'ont pas tout de même que ce sont surtout les citadins qui profitent de l'aide alimentaire étrangère et que les crédits sont souvent détournés par les gros exploitants à des fins non agricoles. Mais, qui prendra la décision de favoriser un assainissement en intervenant contre cette assistance et ces prêts ?

Le rapport juge, par ailleurs, qu'il n'est « pas exact simple » qu'il ne parait le débat : « Donner un gramme à un animal, c'est retirer le pain de la bouche d'affamés ». Il semble voir « une évolution inéluctable » dans le fait que : « Les pays à revenu intermédiaire en pleine expansion marchent déjà sur les traces du monde développé : environ 25 % des céréales consommées sont utilisées pour l'alimentation des animaux ».

Un optimisme nuancé

L'ancien président de la Banque mondiale, M. Mac Namara, tenait un discours volontiers alarmiste, mais lucide. Son successeur, M. A.-W. Clausen, un banquier pragmatique, s'appuyant sur le même et important appareil statistique et sur la grande expérience technique de l'institution de Washington, affiche un optimisme nuancé. Certes, le rapport n'ignore pas que « la pauvreté absolue reste résistante » de près d'un milliard de personnes (dont 90 % de ruraux), pour l'essentiel en Asie (Pakistan, Inde, Bangladesh, Indonésie, Vietnam) et dans certains pays subsahariens. Mais il se place dans une perspective constructive, partant du principe que l'atténuation de cette pauvreté passe par la croissance générale de l'économie. Une croissance dont les conséquences négatives ne sont pas non plus négligées. Une croissance qui est nécessaire, mais pas suffisante : il faut créer des emplois productifs, explique-t-on, en dehors du secteur agricole aussi, avoir des programmes particuliers pour les déshérités.

Quatre types de mesures sont

proposées par la Banque mondiale pour « améliorer la productivité des ressources » : développer « les ressources humaines » (santé, nutrition, éducation) ; établir des programmes adaptés pour les petits paysans (coût réduit dans le passé, affirme M. Clausen, se sont révélés « épuisants » ; tentatives pour des raisons dues à « des erreurs d'appréciation sur la nature du contexte social », selon l'optimisme employé, par le rapport pour désigner le poids des oligarchies terriennes, ces programmes peuvent être détournés de leurs objectifs, en ce qui concerne l'atténuation de la pauvreté et la création de coopératives, par exemple) ; mettre sur pied des grands chantiers de travaux publics dans les zones rurales.

Le quatrième point — la réforme agraire — est abordé avec beaucoup de prudence, car les réformateurs n'ignorent pas qu'il soulève des difficultés politiques considérables. Il s'agit de questions « délicates à devenir brûlantes, à mesure que les terres rares en superficie et du fait de l'impossibilité de partager les propriétés dans certains pays d'Asie, notamment (Bangladesh, Indonésie), en raison de leur très faible taille. On ne peut attendre que la Banque mondiale plaide pour des bouleversements socio-économiques dans les campagnes. Elle reconnaît seulement que la réforme foncière a pu accélérer le retour rural dans quelques pays et qu'elle peut avoir des effets positifs, si les droits de la paysannerie sont renforcés. Toutefois elle semble plutôt considérer que « dans de nombreux cas, il peut être bon de s'en tenir à un programme pilote ».

L'Inde et la Chine à l'honneur

D'une façon générale, et tenant compte du fait que ce ne sont pas les comportements des agriculteurs qui font obstacle aux innovations, les experts de la Banque mondiale estiment que les politiques agricoles des P.V.D. devraient comprendre des mesures d'incitation à la production et à l'investissement. Il s'agit de faciliter l'accès aux technologies modernes, aux moyens d'irrigation (mais celle-ci coûte cher, l'eau est souvent gaspillée, et l'on pourrait améliorer considérablement les cultures en sol, aux engrais des produits chimiques, restreindre un facteur important d'accroissement des rendements ; si l'on voulait les remplacer par du fumier, il faudrait tripler le cheptel) des prix stimulants, etc. Avant des mesures relevant de décisions politiques.

Deux autres facteurs importants sont également mis en avant : mieux utiliser l'infrastructure et les services d'appui (vulgarisation, commercialisation...) existants ou les réorganiser ; étendre la recherche agricole, car les nouvelles découvertes sont portées de progrès. Or, actuellement, toutes ces infrastructures de recherche scientifique agricole qui travaillent à améliorer les rendements des cultures vivrières, notamment en Asie, se trouvent à court de ressources.

La communauté internationale est invitée à leur apporter son soutien. Les investissements en ce domaine, souligne le rapport qui donne l'exemple de l'Inde, sont un élément fondamental d'évolution. A qui, cependant, profite la recherche, aux paysans ou à de puissants groupes d'in-

térêts ? Si la Banque mondiale donne ainsi un coup de chapeau à l'Inde, la réussite de la Chine pour mobiliser ses ressources rurales et stimuler la production agricole est également soulignée à plusieurs reprises. Ainsi, est-il fait table rase des systèmes économiques pour ne voir que les politiques qu'ils engendrent.

Le rapport ne s'interroge guère sur les conditions d'exploitation des terres — contribuant pourtant à l'environnement — ni sur le transfert du « surplus » agricole des pays pauvres vers les pays industrialisés. Mais M. Clausen affirme qu'« il faudra profondément modifier la politique agricole tant dans les pays en développement qui ont négligé ce secteur que dans les pays industriels qui continuent à protéger et à surprotéger l'agriculture, réduisant de la sorte les avantages qui pourraient découler de la spécialisation à l'échelle mondiale dans la production et les échanges ». Cet appel alimentera sans doute des polémiques.

Le champ de financement

Le cinquième rapport sur le développement (1) favorise-t-il une prise de conscience, notamment de la part de nombreuses élites du tiers-monde, de l'importance vitale de l'agriculture ? Nourri d'encadrés et de tableaux, ou document n'en véhicule pas moins une philosophie du développement. La Banque mondiale est une institution financière : les orientations qu'elle suggère définissent aussi le champ de financement de projets qui doivent se conformer à ses propres analyses, ce qui pèse ensuite sur les politiques économiques de nombreux pays, y compris : de cour à régime socialiste.

GÉRARD VIRATILLE
(1) Diffusé par les Editions Economica, 49, rue d'Hauteville, 75015 Paris.

La C.E.E. veut stabiliser ses importations de produits textiles

LA Communauté va poursuivre, en septembre, les négociations engagées voici trois mois en vue de la conclusion d'accords d'autolimitation avec ses principaux fournisseurs de produits textiles et d'habillement. Elle négocie avec deux types de pays : les signataires, en nombre de vingt-deux, de l'accord multilatéral (A.M.F.), il s'agit, pour l'essentiel, de producteurs d'Asie, d'Amérique latine et des pays de l'Est ; les producteurs du Bassin méditerranéen avec lesquels la Communauté a signé des accords de coopération dits « préférentiels ».

A titre provisoire

Alors que l'industrie européenne continue à connaître des difficultés considérables provoquant faillites, fermetures d'usines et pertes d'emplois, l'objectif de la Communauté à l'égard de ces deux catégories de pays est de poursuivre la politique de stabilisation des importations qu'elle pratique depuis 1978. Les fournisseurs de la C.E.E., tout en comprenant que des relations contractuelles impliquant des sacrifices de part et d'autre sont préférables à des réactions de protectionnisme sauvage, commencent à sérieusement se rebeller.

En 1978, ces pays s'étaient résignés à accepter que des restrictions quantitatives draconiennes soient imposées au développement de leurs exportations vers les pays industrialisés, en particulier vers l'Europe, mais à la condition que ce soit à titre provisoire pour laisser le temps à l'industrie textile communautaire de se restructurer. Il était entendu qu'à partir de 1983 leurs ventes pourraient à nouveau progresser en rythme annuel raisonnable, mais substantiel, de 6 %, que prévoyait précédemment l'A.M.F.

Ainsi n'appréhendent-ils guère qu'aujourd'hui la C.E.E. faisant valoir que la crise économique — et la chute de la consommation qui en résulte — n'a pas encore permis à l'industrie textile européenne et à celle de l'habillement de sortir du tunnel, les pressions d'accepter des limitations de même nature pour un nouveau bail de quatre ans. En juin et en juillet, quatorze pays A.M.F. (1) ont conclu de nouveaux accords avec la C.E.E. Mais un pays « préférentiel », le Portugal, et deux pays A.M.F. (2), parmi lesquels les trois principaux fournisseurs de la C.E.E. (la Corée du Sud, Hongkong et Mexico), ont refusé l'offre que leur présentait la commission européenne au nom des Dix.

C'est avec ce groupe de pays récalcitrants que les pourparlers vont reprendre après la pause estivale. On ne peut exclure qu'un moins-avec-certaines d'entre eux ils n'aboutissent pas et que l'on ne débouche alors sur une situation conflictuelle. Ce n'est pourtant pas l'hypothèse la plus vraisemblable, tant il est vrai que les producteurs de textiles du tiers-monde, même s'ils sont mécontents de la part qui leur est faite, ont un intérêt majeur à pouvoir continuer d'exporter vers les Dix dans de bonnes conditions de sécurité. Sans nouveaux arrangements, cette sécurité disparaîtrait et les tendances en protectionnisme, si vives en Europe, risqueraient — ils le savent bien — de ne plus être maîtrisées.

PHILIPPE LEMAITRE

(Lire la suite page 12.)

LES DÉCONVENUES DE L'INDUSTRIE «IMMIGRÉE» EN IRLANDE DU SUD

DEPUIS une trentaine d'années, la République d'Irlande a réussi à attirer environ huit cents entreprises étrangères, américaines, japonaises et allemandes surtout. Pour parvenir à ses fins, elle n'a pas hésiné sur les moyens : les subventions et aides financières et fiscales qu'elle distribue représentent, bon an mal an, 11 % du budget national. Un effort qu'elle ne pourra plus continuer à faire durant longtemps ; par tête d'habitant, l'Irlande du Sud est trois fois plus endettée que la Pologne et le chômage ne recule pas, au contraire. En juillet, pour 12,5 % la population active se trouvait sans travail (contre 11 % en 1981 ; en France, le taux est de 8,4 %).

Sans le dire à voix haute, le pays doute aujourd'hui du bien-fondé de cette politique qui pouvait peut-être se justifier en pleine croissance économique internationale et dont il paraît avoir été dupe. Car les entreprises qui se sont installées en Irlande du Sud n'y sont pas profondément enracinées, les activités qu'elles ont créées ne sont pas cohérentes et sont le plus souvent d'une faible technicité. Ainsi, accueillir à grande échelle des investissements étrangers ne suffit pas pour faire une politique industrielle.

C'est peu de temps après la fin de la deuxième guerre mondiale que l'Irlande du Sud a cherché à attirer

chez elle des industries, mais c'est surtout depuis 1969 qu'elle est devenue une terre bénie pour les investisseurs étrangers. Cette année-là, afin de donner une plus grande cohérence à ses efforts, la République d'Irlande a créé l'IDA (Irish Development Authority).

Cet organisme public s'apparente à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) de la France, mais dispose de très importants moyens financiers et de grandes possibilités politiques. Pour 1982, il est doté de l'équivalent de 270 milliards de francs, soit 11 % du budget national. Les aides proposées sont diverses et alléchantes : taux de 10 % au maximum sur les bénéfices des activités industrielles, et ce jusqu'à l'an 2000 ; amortissement total, dès la première année, des équipements industriels ; subventions non remboursables jusqu'à 60 % des investissements au total ; immobilisés et jusqu'à 100 % pour ceux destinés à la formation professionnelle... Sans compter les usines clés en main offertes, les exonérations d'impôts — pour les étrangers — sur les revenus et dividendes, etc.

A ces avantages financiers s'en ajoutent d'autres, plus directement industriels. D'abord celui des coûts de production. Ils sont, en Irlande du Sud, d'un tiers inférieurs à ceux obtenus en France, tous éléments

comparables (salaires, charges...). Ensuite, la République d'Irlande, membre de la Communauté économique européenne (C.E.E.) depuis 1973, ouvre toutes grandes les portes aux marchés des Dix. Des firmes américaines et japonaises tirent bon profit de cette subside : parmi les entreprises qui se sont installées depuis une dizaine d'années dans l'île, celles venues du Japon et des États-Unis sont les plus nombreuses. Une sur trois est américaine.

Ceux qui rentrent

En entreprenant son effort pour industrialiser le pays, la gouvernement de Dublin visait d'abord à ralentir le flot de l'émigration. Alors que la population du pays est aujourd'hui de « trois millions trois cent mille habitants », environ sept cent cinquante mille irlandais des jeunes — ont quitté leur pays entre 1950 et 1970. Depuis 1973, et chaque année depuis lors, la balance est positive entre ceux qui quittent l'île et ceux qui y reviennent. Ceux qui rentrent au pays s'étaient expatriés en Grande-Bretagne (pour la moitié d'entre eux), en Irlande du Nord (pour un tiers), aux États-Unis (pour un dixième).

ALPHONSE THÉLIER

(Lire la suite page 12.)

LA NOMINATION DES NEUF MEMBRES DU HAUT COMITÉ DE L'AUDIOVISUEL

M^{me} MICHÈLE COTTA :
la présidente

Née en 1937 à Nice, où son père fut maire alors que la municipalité de cette ville était de gauche, M^{me} Michèle Cotta, qui a pas l'air d'avoir quarante-cinq ans, est une vraie professionnelle du journalisme politique. Pour un homme, ces détails seraient d'entrée de jeu inutiles. Mais les commentaires varient selon le sexe.

Parlons donc de la journaliste Cotta. Entrée en 1958 à l'hebdomadaire France Observateur, elle entame avec un diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris et une licence de lettres, une carrière dans la presse.

M^{me} Michèle Cotta a fait partie de l'équipe de l'Express de 1963 à 1969. Par la suite, elle ira et viendra entre radios et hebdomadaires : Europe 1, de 1970 à 1971, puis à nouveau l'Express, puis France Inter, de 1976 à 1980, tout en dirigeant, à partir de 1977, le service politique du Point. En juin 1980, elle est appelée à la tête du service politique de R.T.L.

Courage
et modération

Le 5 mai 1981, elle est l'une des deux journalistes choisies par les deux candidats pour organiser et animer le débat télévisé qui opposera MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand. On reconnaît généralement alors son courage et sa modération. Le 30 juillet suivant, deux semaines des sociétés issues de l'O.R.T.F. n'ont pas encore changé de président ; l'INA et Radio-France. M^{me} Cotta est alors désignée pour succéder à M^{me} Jacqueline Baudrier, à la tête de Radio-France depuis 1974.

M^{me} Cotta aura donc passé un an et à peine un mois à la tête de la « maison ronde » et de ses nouvelles dépendances régionales. Bilan ? L'expansion des radios locales, une baisse en revanche du taux d'audience de France-Inter, due pour une part à l'explosion des stations libres sur la R.M. (mais une chute similaire des sociétés d'écoute d'inter a été observée à la suite de chacun des changements de gouvernement de la V^e République). Pour ce qui est de France-Musique, M^{me} Cotta a nommé M. René Kœnig. A France-Culture, elle n'a rien changé. Ou plutôt, elle a confié à Alain Duret le soin d'inventer un autre programme musical. Sur le sort de Radio-France International, elle a veillé attentivement. Voilà. Elle a appris tous les dossiers. Scrupuleusement, elle a rempli sa mission de gestionnaire du service public. Seule bavure : le remplacement précipité, en novembre dernier, de M. Pierre Vozlinski, responsable des programmes et services musicaux de Radio-France. Dans ce secteur, les choses elle n'ont pas bougé. M^{me} Cotta est sûrement quelqu'un de prudent, elle laisse à son successeur le soin d'achever une tâche dont elle a, en quelque sorte, assuré l'interim. — M.-L.B.

STÉPHANE HESSEL :
l'œil neuf

Agé de soixante-quatre ans, élevé par M. Mitterrand à la dignité d'ambassadeur de France, M. Stéphane Hessel était, depuis décembre 1981, délégué interministériel pour les questions de coopération et d'aide au développement. Il est, parmi les neuf membres de la Haute Autorité, le seul à être resté toujours extérieur au domaine de l'audiovisuel.

Né en octobre 1917 à Berlin, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, engagé dans les Forces françaises libres et déporté, M. Hessel est entré au Quai d'Orsay en 1945. Détaché au secrétariat général de l'ONU de 1945 à 1950, il entre au cabinet de M. Pierre Mendès France en 1954. Il est conseiller à Saigon (1955-1957), avant de prendre en charge la coopération au ministère de l'Éducation nationale et d'être nommé conseiller à Alger (1964-1969). Il occupe ensuite divers postes relatifs aux affaires des Nations unies à Paris et à New-York. Chargé de mission au ministère de la coopération (1974-1975), il sera l'un des négociateurs qui tentent d'obtenir la libération de M. Clouet, détenu au Tchad. En mai 1977, il avait été nommé représentant permanent de la France auprès des Nations unies, à Genève. Officier de la Légion d'honneur et commandeur de l'Ordre du Mérite, M. Hessel est marié et père de trois enfants.

LA LISTE DES NEUF

Ont été nommés par le président de la République :
— M^{me} Michèle Cotta, P.-D. G. de Radio-France, présidente de la Haute Autorité (pour six ans) ;
— M. Marcel Huart, conseiller retraité de la radio-télévision française, ancien responsable syndical C.G.T. (trois ans) ;
— M. Paul Guimard, écrivain, conseiller du président de la République (neuf ans).
Ont été désignés par le président de l'Assemblée nationale :
— M. Bernard Gandrey-Réty, ingénieur du son, réalisateur de radio-télévision (trois ans) ;
— M. Gabriel de Broglie, maître des requêtes au Conseil d'État, ancien président de l'INA (Institut national de l'audiovisuel), vice-président de l'Institut de la langue française (six ans) ;
— M. Jean Autin, inspecteur général des finances, ancien président de l'U.R.T.F. et de l'Union européenne de radiodiffusion (neuf ans).
Ont été nommés par le président de l'Assemblée nationale :
— M. Stéphane Hessel, ambassadeur de France (trois ans) ;
— M. Daniel Karlin, réalisateur de télévision (six ans) ;
— M. Marc Paillet, journaliste, membre de la direction de l'Agence France-Presse (neuf ans).

M. MARCEL HUART :
la mémoire syndicale

Agé de soixante-quatre ans, M. Marcel Huart est la mémoire des Buites-Chaumont ou plutôt de l'audiovisuel français. L'un de ces personnages clés qui, pour avoir été les témoins de tout, les témoins actifs, en savent peut-être le plus long sur la maison. Engagé à la R.T.F. en 1954, comme chauffeur, Marcel Huart a connu les temps héroïques où le tournage de toute émission un peu lourde relevait du numéro de voltige.

C'est en 1965 — l'année suivant la transformation de la R.T.F. en Office de la radio-télévision française — que ce militant communiste de longue date fonde le Syndicat national de la radio-télévision (S.N.R.T.-C.G.T.), appelé à devenir, juste après la C.F.D.T., la plus importante des « centrales » de l'audiovisuel. Son bureau à la permanence syndicale devient le point de ralliement.

M. Huart connaît tout le monde. Les réalisateurs « prestigieux » de l'école des Buites-Chaumont, à l'époque presque tous proches du parti communiste, ses amis, M. Huart anime les grandes luttes et spécialement celles de 1968, avec une discrétion un peu maternelle, une modestie efficace.

En 1974, l'Office disparaît, et l'unité syndicale démantelée, on se tourne vers M. Huart. Il devient le secrétaire général du S.N.R.T. S'il arrive à la direction confédérale de lui reprocher un alignement trop systématique sur les positions du parti, à l'intérieur de la profession, M. Huart reste le chef de file incontesté de ceux qui réclament une convention collective nationale. C'est encore une fois de son bureau que partent les mots d'ordre au cours de la très longue grève observée à la Société française de production durant l'hiver 1978-1979.

En novembre 1981, après avoir demandé à bénéficier d'une pré-retraite, M. Marcel Huart est chargé par M. Georges Filloud, ministre de la communication, d'une mission d'évaluation « dans le cadre de la préparation de la nouvelle loi sur l'audiovisuel ». Il s'agit de procéder à l'évaluation exhaustive du potentiel de production des sociétés issues de l'O.R.T.F. — M.L.B.

M. DANIEL KARLIN :
le cinéaste de la déchirure

Le nom de Daniel Karlin paraît indissolublement lié à un certain regard sur la folie. Mais il a filmé aussi les prisons, l'immigration, c'est un cinéaste de la souffrance, de la « déchirure ».

Né en 1941, diplômé de l'I.D.E.C., Daniel Karlin s'est fait remarquer très tôt, comme appartenant à la nouvelle école documentaire de la télévision (les Pompiers de l'Abbaye en 1972). Une année pour Capucine en 1973 mais, c'est en 1974, qu'il se révèle avec sa grande série sur l'école orthodoxe de Chicago, fondée par Bruno Bettelheim (auteur de la Forêt des vides) pour le traitement des enfants psychotiques. On découvre un style de reportage très personnel, un regard chaleureux et attentif, en même temps qu'une nouvelle façon d'appréhender la maladie mentale. En 1975, trois films sur la réinsertion sociale d'un groupe de grands criminels et l'expérience d'autogestion d'une prison de l'est. En 1977, il réalise, avec le docteur Tony Lainé, une enquête sur la santé mentale des Français et en 1978, « La Mal vie », enquête sur la vie de deux travailleurs immigrés à Marseille, en collaboration avec Tahar Ben Jelloun et le Docteur Lainé. Marxiste, communiste, passionné de psychiatrie, il ne veut pas réconcilier Freud avec Marx mais, prendre en compte, la dimension sociale de la folie. — C.H.

PAUL GUIMARD :
un écrivain engagé

Né à Saint-Mars-la-Jaille (Loire Atlantique) le 3 Mars 1921, Paul Guimard est un homme de la mer, passionné de navigation. En 1962, il fait le tour du monde en voilier et tient en direct son journal de bord pour la radiodiffusion française, publie ensuite le récit de ses expériences (« L'Empire des ténés en 1979 » car il s'est avéré tout journaliste et écrivain).
Marxiste élève au collège Saint-Stanislas à Nantes, il échoue au baccalauréat mais poursuit des études littéraires : tous en exerçant des petits métiers. En 1938, il est chroniqueur hippique à l'Écho de la Loire, en 1939 il s'occupe des faits divers pour Ouest-Eclair. A la libération, il vient à Paris. Il écrit une comédie, entre au « Journal parlé », dirige « la Tribune de Paris », obtient le prix de l'Humour en 1956 pour son premier roman les Faux Frères, et l'année suivante le prix Interallié avec Rue du Havre.

En 1968, Paul Guimard milite en faveur d'une réforme des statuts de l'O.R.T.F., qui, écrit-il, « ne permet pas à personne de travailler honnêtement, parce qu'il s'agit d'être impossible d'établir un dialogue avec une direction parachutée par le ministère de l'Information ». En 1968 également, les libéraux lui décernent leur prix pour les Chroniques de la vie qui, en 1970, devient un film, prix-Louis Delluc, immense succès populaire, qui installe la gloire du metteur en scène Claude Sautet et du couple vedette Romy Schneider-Michel Piccoli.

En 1971, après avoir quitté les Éditions Denoël, Paul Guimard entre chez Hachette. Il est éditorialiste à l'Express dont il part en 1975 après la suppression d'un article dans lequel il protestait contre la place accordée par l'hebdomadaire à l'histoire de la France. D'abord adhérent à la Fédération de la gauche, il devient membre du P.S. en 1973 et fonde une section des écrivains socialistes.

En 1978, avec Emmanuel Le Roy Ladurie, Patrick Modiano, Michel Tournier, il est invité par Bernard Pivot à « Apostrophes » en même temps que « l'écrivain François Mitterrand ». En juin 1981, il est chargé de mission au secrétariat de la présidence de la République. Il est marié à l'écrivain, Bénédicte Groult. — C.G.

M. MARC PAILLET :
un journaliste politique

Journaliste à l'Agence France-Presse depuis 1948 — où il a été nommé, en 1979, conseiller à la direction générale et adjoint du directeur de l'information pour les affaires économiques —, M. Marc Paillet, né le 15 octobre 1918 à Chalon-sur-Saône, a été chargé, en juin dernier, d'une mission sur les questions d'information et de coopération dans les pays du tiers-monde. Titulaire d'une licence de lettres et d'un D.E.S. d'histoire et de géographie, il a commencé sa carrière de journaliste dans la presse clandestine, avant d'entrer, à la libération, à Combat, puis à l'A.F.P.

Ancien militant d'extrême gauche, auteur de plusieurs essais d'analyse critique sur le marxisme, dont il s'est écarté dans sa recherche d'un renouveau socialiste, M. Marc Paillet, qui a été membre du groupe permanent de la Convention des institutions républicaines de 1961 à 1971, a collaboré à la campagne de M. Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1965.

Auteur d'un roman, Le Manteau de cuir, qui a été sauté par la critique (le Monde du 9 septembre 1977) et d'une série de trois émissions télévisées, « Les nouveaux séigneurs », c'est-à-dire les technocrates, qui avait, en revanche, déçu (le Monde daté 12-13 octobre 1980), M. Paillet a également écrit un livre de réflexion sur son métier, le Journalisme, quatrième pouvoir.

BERNARD GANDREY-RÉTY :
un spécialiste
de l'illustration sonore

Agé de cinquante-huit ans, M. Bernard Gandrey-Réty, père de quatre enfants, est un spécialiste de l'illustration sonore en matière de radio-télévision. Actuellement directeur technique chez C.B.S. (disques), il a débuté, après la Libération, au Poste parisien, comme réalisateur de radio, avant d'entrer à France-Inter.

Par la suite, il s'est lancé dans l'illustration sonore, soit des magazines de Frédéric Rossif (« La vie des animaux », ou de Louis-Roland Neil (« Des animaux et des hommes »), soit de journaux de FR 3 et de productions de la S.F.P.

GABRIEL DE BROGLIE :
un haut fonctionnaire

Né en 1931, à Marseille, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, entré au Conseil d'État en 1960 (il y sera nommé maître des requêtes en 1967), Gabriel de Broglie est un administrateur. Après avoir été conseiller technique dans plusieurs cabinets ministériels, il entre en 1971 à l'O.R.T.F. comme directeur des affaires juridiques. L'année suivante, il en devient secrétaire général pour l'administration : un poste où il se trouve « à la disposition du premier ministre », avant d'être nommé en 1973 directeur général adjoint. En 1974, avec l'éclatement de l'O.R.T.F., il devient membre du haut conseil de l'audiovisuel.

Nommé directeur de Radio-France en 1975, il est élu, en 1976, président de l'université radiophonique et télévisuelle internationale (URTI), puis devient « toujours aux côtés de M^{me} Baudrier » directeur général de Radio-France en janvier 1978. Il quitte ce poste en mai 1979 pour prendre la suite de M. Pierre Emmanuel à la présidence de l'Institut national de l'audiovisuel. Son arrivée coïncide avec le moment des drastiques révisions du budget.

M. de Broglie s'entoure de gestionnaires pour reprendre en main ce « creuset de l'invention », en matière d'audiovisuel, où l'on se met à parler davantage de conservation des archives que de création cinématographique.

Quand, en août 1981, le nouveau gouvernement a confié à M. Joël Le Tac la présidence de l'INA, M. Gabriel de Broglie a été nommé vice-président du haut comité de la langue française.

M. de Broglie est l'auteur d'une biographie du général de Valence (1972), d'une « Histoire politique de la Revue des Deux Mondes » (1979) et d'un ouvrage intitulé « L'Orléanisme, la ressource libérale de la France (1981) ». Son sourire énigmatique et calme est celui qui vient de la longue habitude des colloques et conseils d'administration. — M.L.B.

M. JEAN AUTIN :
un administrateur européen

Premier Français à être président — depuis 1978 — de l'Union européenne de radiodiffusion (U.E.R.), l'organisme qui est notamment chargé de l'Eurovision, M. Jean Autin, né le 31 décembre 1921 à Paris, a été président de Télédiffusion de France (TDF) de septembre 1974 à fin 1980.

Ancien inspecteur de la France d'outre-mer, inspecteur des finances en 1968, il a dirigé l'administration générale du ministère des affaires culturelles de 1960 à 1967, avant d'être chargé, en décembre 1970, de la réorganisation de la Réunion des théâtres lyriques nationaux.

Licencié ès lettres et docteur en droit, il a été notamment membre, dans les années 1950, des cabinets de MM. Louis Jacquinot, Robert Buron et Pierre-Henri Teigen.

M. JACQUES BAUMEL, président de l'Association nationale des téléspécialistes français (L'ATELE) : « La nomination de la Haute Autorité confirme les craintes exprimées au cours du débat sur la réforme de l'audiovisuel et reflète la volonté de maintenir de la gauche au pouvoir sur l'ensemble de la télévision française ».

Celle-ci va être désormais dirigée par une autorité composée essentiellement de personnalités socialistes, communistes, syndicalistes et de notables du pouvoir, à l'exclusion de toute représentation valable de plus de la moitié des Français. Cette composition ne respecte pas le pluralisme et la nécessaire diversité des opinions des téléspectateurs.

La loi, les hommes et leurs fonctions

Les fonctions de la Haute Autorité ont été définies par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (Journal officiel du 30 juillet, titre II, chapitre III, art. 12 à 26).

Cette instance, qui nomme notamment les présidents des sociétés de radio et de télévision, est d'abord chargée de « garantir l'indépendance du service public de la radio-diffusion sonore et de la télévision ». Elle veille au respect des missions du service public et, par ses recommandations, au respect du pluralisme et de l'équilibre dans les programmes ; au respect de la personne humaine, de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la protection des enfants et des adolescents. Elle est attentive à la défense de la langue française ; à la promotion des langues et des cultures régionales ; à l'adaptation des conditions de diffusion des programmes de télévision aux difficultés particulières des sourds et des malentendants.

La Haute Autorité fixe, par ses décisions les règles concernant le droit de réplique aux communications du gouvernement ; les conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions relatives aux campagnes électorales et à l'expression directe des diverses familles de croyance et de pensée, des assemblées parlementaires, des partis politiques et des groupes parlementaires.

Elle détermine les modalités de mise en œuvre du droit de réponse et donne son avis (publie et motive) sur les cahiers des charges. Chaque année, elle adresse au président de la République et au Parlement (à l'ouverture de la seconde session ordinaire) un rapport sur l'exécution de ses recommandations et des cahiers des charges ainsi que sur la qualité des programmes.

Liberté de conscience et de création

Les conflits relatifs à la liberté de conscience et de création opposant les organismes de service public à leurs collaborateurs peuvent lui être soumis aux fins de conciliation, excepté pour ce qui concerne les journalistes, désormais rattachés à la convention collective nationale de la presse. La Haute Autorité veille à ce que les sociétés respectent les principes déontologiques régissant le contenu de la communication publicitaire.

Des professionnels sous surveillance

(Suite de la première page.)

Bien qu'ambassadeur de France, et qu'ayant joué un rôle important dans la libération de M^{me} François Claustre au Tchad, M. Stéphane Hessel restait très peu connu du public. Il n'y a guère, nommé par le président du Sénat, que M. Gabriel de Broglie, qui, pour avoir été directeur général de Radio-France et président de l'INA, ait une relative notoriété. Les autres membres de cet organisme ne sont jusqu'à présent surtout connus des milieux dans lesquels ils évoluent. Syndicaliste, et nommé par M. Mitterrand : M. Marcel Huart. Réalistes : MM. Daniel Karlin et Bernard Gandrey-Réty. Journaliste, (la deuxième avec M^{me} Cotta) : M. Marc Paillet. Enfin, un administrateur au fait des questions techniques : M. Jean Autin, ancien président de l'O.R.T.F. et président, élu récemment, de l'Union européenne de radiodiffusion (U.E.R.).

Ainsi, hormis M^{me} Cotta et M. Guimard, dont les noms avaient été promoués avec une insistance variable, la composition de la Haute Autorité est-elle une surprise parfaite. Tous les noms « à résonance », si l'on peut dire, les noms qui circulaient et qui correspondaient à l'idée d'une haute autorité modelée sur le Conseil constitutionnel, version audiovisuelle, se sont trouvés écartés, tant par MM. Mitterrand et Mermaz que par M. Pöcher : M^{me} Jacqueline Baudrier et Simone Veil, MM. Joël Le Tac,

D'autre part, elle nomme des administrateurs dans les conseils d'administration des établissements publics et des sociétés, et parmi eux les présidents des sociétés de radio et de télévision. Elle organise la représentation de l'ensemble des sociétés et établissements des sociétés de service public dans les organismes internationaux.

Elle délivre les autorisations en matière de services locaux de radio-diffusion par voie hertzienne et de radio-télévision par câble.

La Haute Autorité comprend neuf membres dont le mandat dure neuf ans et est pas renouvelable. Elle se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois membres sont désignés par le président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat. Son président est nommé par le président de la République. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les membres de cette instance ne peuvent être révoqués. Ils ne peuvent avoir plus de soixante-cinq ans. Leur fonction est incompatible avec tout mandat électif, toute fonction publique et toute activité professionnelle permanente rémunérée. S'ils sont fonctionnaires, ils sont détachés pour la durée de leur mandat. Ils ne peuvent directement ou indirectement exercer des fonctions ni détenir une participation dans une entreprise liée au secteur de l'audiovisuel, de l'édition, de la presse ou de la publicité. Il leur est interdit de prendre aucune position publique sur les questions concernant des décisions ou des actes ou même des recommandations de la Haute Autorité.

Enfin, en cas de manquements graves ou répétés d'une société nationale de programmes aux cahiers des charges, aux actes, décisions ou recommandations, la Haute Autorité, par décision motivée, enjoint au président de cette société de prendre les mesures nécessaires pour faire cesser ces manquements.

Rappelons que, outre la Haute Autorité, les institutions de communication audiovisuelle comprennent une délégation parlementaire qui assure « une représentation équilibrée des groupes politiques » et un conseil national qui comprend cinquante-six membres nommés pour trois ans : représentants des organisations professionnelles représentatives, d'associations culturelles, familiales, sociales, etc.

Écartés soit par leur propre refus, soit les contraintes imposées aux membres de cet organisme en font un véritable sacro-sacre ; soit que le président de la République, le président de l'Assemblée nationale, suivis en cela par celui du Sénat, aient délibérément opté pour une formule sans éclat mais professionnelle. Professionnelle avant d'être politique, celle est bien.

Est-ce à dire que tout souci politique ait été exclu ? Assurément pas, mais aux militants, aux personnalités engagées, se trouvent écartés les préférences des sympathisants dont les convictions sont moins aisément décelables, sauf dans le cas des deux membres communistes, MM. Huart et Karlin, (au cas où le dernier n'est cependant souligné par l'humanité de ce 23 août). Par les choix de MM. Mitterrand et Mermaz, six membres de la Haute Autorité sont donc des sympathisants de gauche.

Télescopes ou convergences, peu importe. Ce qui importe, en revanche, c'est leur éventuelle capacité d'écoute à l'encontre de leurs sympathies. Et davantage encore : à se faire craindre par le gouvernement. Les neuf « sages » choisis aujourd'hui seront-ils en mesure de léguer à leurs successeurs, dans trois, six ou neuf ans, une institution véritablement respectée, dont les recommandations seront suivies d'effets ? La loi leur donne un pouvoir en jachère, précis sur certains points relativement concédés, imprécis sur un point essentiel : son rôle d'arbitre, de « surveillance générale » du service public. Comme les surveillants généraux de l'après mai (1968), qui n'avaient plus les « colles » pour se faire respecter, elle est chargée de maintenir une certaine discipline sans moyen de pression réelle : ceux-ci, financiers, par exemple, sont restés à la charge du gouvernement. Il lui faudra beaucoup de voix et beaucoup de courage pour ne pas, dans ces conditions, devenir un organisme fantôme.

FREDERIC EDELMAN.

SPECTACLES

MUSIQUE

Bilan et perspectives d'une académie

« On peut aller aux Arcs en train, en voiture ou en avion et découvrir que, en Savoie, à 1 600 mètres, l'été est plus pur, plus vert, plus fleuri et plus tonique qu'ailleurs... ». Bon dépliant ne saurait mentir, et les photos qui l'illustrent donnent une image assez exacte du paradis terrestre tel que le rêvent les citadins : de vastes espaces vierges, le ciel azuré, des sports séduisants et des jeunes filles essouffées, piscine, golf, musique et tir à l'arc...

Dans les grandes lignes, tout cela est vrai : du brouillard, il n'y en a pas tous les jours, et, à partir du moment où l'on a réussi à « trouver un équilibre entre ses désirs et ses possibilités », le rêve devient réalité. Mais nous nous en tiendrons ici à l'académie de musique et de danse qui a lieu de la mi-juillet au 21 août, en deux sessions de dix-sept jours pour la musique, en trois sessions de douze jours pour la danse, ce qui représente au total six cent quatre-vingt stagiaires cet été.

Le nombre des demandes est naturellement beaucoup plus élevé et, pour la musique, une épreuve d'admission assez sérieuse s'efforce de distinguer entre les « élèves » et les « auditeurs », sans que ces derniers soient pour autant privés du bénéfice que procure l'enseignement d'un corps professoral formé de virtuoses internationaux, pédagogues réputés pour la plupart, parmi lesquels plusieurs sont titulaires d'une classe au Conservatoire national supérieur de Paris. Cependant la présence d'un noyau d'habitues — entre 20 et 30 % de l'effectif — témoigne, par sa fidélité, de la réussite de la formule et contribue à entretenir d'une année sur l'autre l'esprit de l'académie.

Cet été l'académie était un peu moins complète puisque, outre une « master class » d'une semaine du guitariste Oscar Chiglia, elle se limitait aux cordes, à la flûte, à la musique de chambre et au piano, ce dernier instrument restant de loin le plus demandé : quarante pianistes en tout (près du tiers des stagiaires), qui se partageaient deux professeurs et tyrannisaient à tour de rôle la vingtaine de pianos mis à leur disposition.

Une exigence toujours en éveil

Les cours d'instruments ont lieu le matin, les classes de musique de chambre et d'orchestre occupent l'après-midi, la soirée étant réservée aux concerts dans un excellent auditorium de cinq cents places toujours plein, car l'entrée est libre et les programmes d'une qualité toujours constante. La classe d'orchestre est formée d'un certain nombre d'élèves désignés par leurs professeurs et travaille en profondeur, pendant toute la durée de l'académie, un programme aussi varié que possible avec des œuvres allant du dix-huitième siècle à nos jours, sous la direction de David Svaldon, dont la patience inépuisable, semble-t-il, va de pair avec une exigence toujours constante. La classe d'orchestre est formée d'un certain nombre d'élèves désignés par leurs professeurs et travaille en profondeur, pendant toute la durée de l'académie, un programme aussi varié que possible avec des œuvres allant du dix-huitième siècle à nos jours, sous la direction de David Svaldon, dont la patience inépuisable, semble-t-il, va de pair avec une exigence toujours constante.

La musique de chambre a sa place également dans les concerts : cet été, avec la complicité de Jean Hubeau et de Jean-François Heiser, chargés de son enseignement, l'accent était mis sur le répertoire français mal connu de la fin du dix-neuvième siècle. Non seulement les exhumations n'étaient pas moroses mais on a redécouvert avec enthousiasme quelques partitions comme la sonate de Lalo pour violoncelle et piano, celle, avec violon, de Pierné, et les trios de Pierné et de Guy Ropartz. La musique contemporaine (Berio, Crumb, Stockhausen), en revanche, n'a pas passé, cet été, le stade des séances de déchiffrement, sauf les *Poèmes de Mallarmé* de Ravel, que Gilbert Amy est venu spécialement faire travailler, et une création pour orchestre de Jim Cuomo : *Aigredoux*.

Concerts du soir

On devine que les concerts du soir constituent, pour la station, une attraction dont le retentissement justifierait à lui seul la subvention à fonds perdus que la direction de Arcs accorde à l'académie d'été. Cependant l'année prochaine l'académie se transportera dix kilomètres plus loin, à 2 000 mètres, coupée en quelque sorte des stations de vacances — Les Arcs 1600 et 1800 réputés pour la plupart, parmi lesquels plusieurs sont titulaires d'une classe au Conservatoire national supérieur de Paris. Cependant la présence d'un noyau d'habitues — entre 20 et 30 % de l'effectif — témoigne, par sa fidélité, de la réussite de la formule et contribue à entretenir d'une année sur l'autre l'esprit de l'académie.

Les perspectives ouvertes par cette évolution ne manquent pas d'attraits. Si les concerts sont un peu moins nombreux, avec une salle de mille places on ne sera plus obligé de refuser du monde comme c'était le cas plus d'une fois. D'autre part un petit opéra de six cents places, dont les fondations viennent d'être faites, doit être achevé d'ici à 1984-1985. On pense déjà à l'inaugurer avec un ouvrage de Gluck monté dans la perspective de l'esthétique du dix-huitième siècle : une collaboration avec l'académie de peinture, créée l'an dernier, pourrait permettre d'envisager la formation d'une école de toile peinte et d'illusion théâtrale avec une ouverture sur les techniques de régie, de mise en scène, d'éclairage. Le théâtre musical contemporain aurait naturellement sa place à côté de son ancêtre, l'opéra-comique du dix-huitième siècle. Enfin, les rapprochements audacieux permettraient aux danseurs de mieux connaître la musique et aux musiciens d'apprendre à danser... Ce serait un retour aux sources : voilà donc une idée d'avenir.

GÉRARD CONDÉ.

théâtre

Candide Combarin (742-43-41), 21 h : *Reviens dormir à l'élysée*.
Comédie de Paris (281-00-11), 22 h : *Les Amours de Jacques le Fataliste*.
Dames (261-69-14), 21 h : *La vie est trop courte*.
Espace Calté (327-95-94), 20 h 30 : *la Plaque*.
Galté Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : *l'île de Tulipatan*; 22 h : *le Petit Vêlo*.
Huchette (326-38-99), 20 h 15 : *la Cantatrice chueuse*; 21 h 30 : *la Leçon*; 22 h 30 : *Oklahoma*.
Lacourrière (544-57-34), Théâtre noir : 20 h 30 : *Mon cul sur la comode*; 22 h 15 : *Arlequin poli par l'amour*; Théâtre rouge : 18 h 30 : *Eon*; 20 h 30 : *Tchoufou*; 22 h 15 : *Mime Bize*. Petite salle : 18 h 30 : *Parlons français*; 21 h : *le Fédéraliste*; 22 h 15 : *Dialogues de sourdes*.
Macheries (265-90-00), 21 h : *Emballage perdu*.
Nouveautés (770-52-76), 20 h 30 : *Folle Amanda*.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : *les Babes dantes*; 22 h : *Nous on fait où on nous dit de faire*.

Les cafés-théâtres

Bacon-Montauze (887-15-84), 1 : 20 h 15 : *Arlequin*; 21 h 30 : *les Démones Loukes*; 22 h 30 : *Dor bulles dans l'écrou*; 11 : 20 h 15 : *Pas une pour retraper l'autre*; 21 h 30 : *Qui a tué Benny Grand ?*; 22 h 30 : *Comment ça va Zami ?*.
Calté d'Edgar (322-11-02), 1 : 20 h 30 : *Tiens voilà deux bouddes*; 21 h 45 : *Mangues d'homme*; 11 : 20 h 30 : *Chantons sous la paille*; 21 h 45 : *L'Amour est comme un bateau*.
Petit Casino (278-36-50), 21 h : *Domy... le bon*; 22 h 30 : *les Bés de Harlequin*.
Point Virgule (278-07-03), 20 h 15 : *le Petit Prince*; 21 h 30 : *Tranches de vie*.
Théâtre de Dix-Huites (606-07-48), 20 h 30 : *le Pain de ménage*; le Défilé; 21 h 30 : *Les liures ont des bères*; 22 h 30 : *Carie*.

Les chansonniers

Caveau de la République (778-44-45), 21 h : *Achève Paris*.

Le music-hall

Comédie de Paris (281-29-36), 20 h 30 : *Brel, je persiste et signe...*

Concert

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 19 heures et 21 heures : *Ans Amigos de Paris*.

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : *J.P. Sesson*.
Chapelle des Lombards (357-24-34), 22 h : *Rachel*.
Chevalier du Temple (277-40-21), 22 h 30 : *Patate Valse*.
Petit Opéra (236-01-36), 20 h 30 : *Pete King and French Connection*.

Les festivals

XVII FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (225-22-55)
Mairie de V. arrondissement, 18 h 30 : *Th. Dussaut (Schumann)*.
RENCONTRES DU CARREAU DU TEMPLE
Carreau du Temple, 18 h : *Atout cœur*; 20 h : *Mélodrame Ma non troppo*; 20 h : *Ve et mort d'Arlecquin*.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles « LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées) (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 23 août

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémaèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)
Relâche.

15 h : *le Vieux Masoir*, de M. Sillier; 17 h : *les Nouveaux Anges*, de U. Gregorini; 19 h : *Le fantastique*, Qui a tué tante Rosi, de C. Harrington.

Les exclusivités

AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES 1981 (A. v.o.) : Vidéo-stone, 14 (325-60-34).
AMOUREUX FOU (Il. v.o.) : Marignan, 8 (359-92-82); v.f. : Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Franprix, 9 (770-33-88).

LES ANNÉES DE PLOMB (Ail. v.o.) : Quintette, 9 (603-73-98).

L'ANTIGANG (A. v.o.) : Miramar, 14 (330-89-52); Tourville, 20 (364-51-98).

APHRODITE (Fr.) : Marignan, 8 (359-92-82); Franprix, 9 (770-33-88).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.o.) : George-V, 9 (562-41-46); v.f. : 3 Hansmann, 9 (770-47-55).

BANANA JOE (Il. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

BANDITS, BANDITS (Ang. v.o.) : Champs-Élysées, 8 (359-92-82).

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Hantecaille, 6 (633-79-38).

BREL (Fr.) : Paramount City, 8 (562-45-76).

BUDAPEST BALLADE (Hong. v.o.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

BUTTERFLY (A. v.o.) : Quintette, 9 (633-79-38); Colisée, 9 (359-29-46); Parisienne, 14 (359-83-11); v.f. : Impérial, 2 (742-72-52); Nation, 12 (343-04-07); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50).

CALIGULA ET MESSALINE (A. v.o.) : (297-53-74); Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77); Elysées Lincoln, 8 (359-36-14); Parisienne, 14 (327-84-50); v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

CA VA FAIRE MAL (Fr.) : Paramount Montparnasse, 8 (325-90-10).

LA CHEVRE (Fr.) : Impérial, 2 (742-72-52).

CINQ ET LA PEAU (Fr.) : Saint-Audré-des-Arts, 6 (326-48-18).

COUNTRYMAN (Ang. v.o.) : Forum, 1 (297-53-74); Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77); Elysées Lincoln, 8 (359-36-14); Parisienne, 14 (327-84-50); v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

LA MAISON DU LAC (A. v.o.) : U.G.C. Biarritz, 9 (723-69-23); v.f. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOÉ (A. v.o.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

LA DERNIÈRE VAGUE (Aust. v.o.) : Marais, 4 (278-47-86).

DESCENTE AUX ENFERS (VICE SQUAD) (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Biarritz, 8 (723-69-23); v.f. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Maxville, 9 (770-72-86); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Colisée, 19 (336-23-44); Miramar, 14 (330-89-52); Montparnasse, 14 (327-84-50).

DIVA (Fr.) : Movies, 14 (260-43-99); Vendôme, 2 (742-97-52); Pantheon, 5 (354-15-04); Marignan, 8 (359-92-82); Parisienne, 14 (359-83-11).

DRESSÉ POUR TUEUR (A. v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-90-10); v.f. : Arcades (ex-Omnia), 2 (233-39-36).

L'ÉPÉE SAUVAGE (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Cocteau, 9 (354-47-62); H. sp.

FAMILY ROCK (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74); Béril, 2 (742-60-33); Quintette, 9 (633-79-38); Parisienne, 14 (327-84-50).

FITZCARRALDO (Ail. v.o.) : Quintette, 9 (633-79-38); Ambassade, 8 (359-19-08).

GEORGIA (A. v.o.) : Champs-Élysées, 8 (359-92-82); U.G.C. Marbeuf, 6 (225-18-45).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucerna, 6 (544-57-34).

HANMIETT (A. v.o.) : Hantecaille, 6 (633-79-38); Pagode, 7 (705-12-15); Ambassade, 8 (359-19-08); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (357-79-79).

L'INDISCRETION (Fr.) : U.G.C. Danton, 6 (325-90-10); v.f. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Caméo, 9 (346-66-44); Bistrot de Montparnasse, 15 (544-25-02); Magic Convention, 19 (828-20-64).

INVITATION AU VOYAGE (Fr.) : 14 Juillet-Parade, 16 (326-58-00).

LECONS TRÈS PARTICULIÈRES (A. v.o.) : Publics Champs-Élysées, 8 (720-76-23); v.f. : Paramount Marignan, 8 (359-92-82); Paramount Opéra, 2 (261-50-32); Paramount Galaxie, 13 (350-18-01); Paramount Montparnasse, 14 (327-84-50).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympia, 14 (342-67-42).

LE LION DU DÉSERT (A. v.o.) : Gaumont Halles, 14 (297-49-70); Colisée, 9 (359-29-46); Richelieu, 2 (233-56-70); Hantecaille, 6 (633-79-38); Publics St-Germain, 6 (225-72-80); Ambassade, 8 (359-19-08); St-Lazare Paqueux, 8 (387-35-43); Franprix, 9 (770-33-88); Athènes, 12 (343-04-07); Franprix, 19 (331-56-86); P.L.M. St-Jacques, 14 (589-68-42); Montparnasse-Patbé, 14 (320-12-06); Gaumont Convention, 15 (828-20-64); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (357-79-79); Victor-Hugo, 16 (727-49-75); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-86).

QUEST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : 14 Juillet-Parade, 16 (326-58-00).

REDS (A. v.o.) : George V, 8 (562-41-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 6 (225-18-45); Parisienne, 14 (327-84-50).

ROCK ET ROCKY (A. v.o.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

LE SECRET DE VERONICA VOSS (Ail. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-92-82); 14 Juillet-Bastille, 11 (357-90-81).

LE SOLDAT (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 6 (225-18-45); v.f. : Béril, 2 (742-60-33).

THE FRENCH (Fr.) : Marais, 4 (278-47-86).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publics Marignan, 8 (359-92-82).

L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE MOON) (A. v.o.) : Champs-Élysées, 8 (359-92-82).

LA MAÎTRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A. v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47); Elysées Lincoln, 8 (359-36-14).

LES MAÎTRES DU TEMPS (Fr.) : Saint-Ambrose, 11 (700-89-16); H. sp.

MEGAFORCE (A. v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-90-10); Publics Champs-Élysées, 8 (359-92-82); Météo-Lindor, 9 (770-40-04); Paramount Opéra, 2 (261-50-32); Paramount-Bastille, 11 (342-79-17); Paramount-Galaxie, 13 (350-18-01); Paramount-Montparnasse, 14 (327-84-50); Convention-Saint-Charles, 15 (579-33-01); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

MISSING (PORTÉ DESPARD) (A. v.o.) : Saint-Michel, 9 (326-79-17); U.G.C. Danton, 6 (325-90-10); Normandie, 6 (359-41-18); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (357-79-79); v.f. : Béril, 2 (742-60-33); Caméo, 9 (346-66-44); Paramount Marignan, 8 (359-92-82); 17 (758-24-24).

MON CURÉ CHEZ LES NUDISTES (Fr.) : Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Paramount City, 8 (562-45-76); Paramount Opéra, 2 (261-50-32); Clitby-Patbé, 18 (522-46-01).

MOURIR À 30 ANS (Fr.) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (357-79-79); Bastille, 11 (342-79-17); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (357-79-79).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Studio de la Harpe, 5 (354-34-83); Calypso, 17 (380-30-11).

PARASITE (A. v.o.) : Ermitage, 8 (359-15-71); v.f. : Rex, 2 (236-83-93); U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22).

PARSIFAL (Ail. v.o.) : Pagode, 7 (705-12-15).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marignan, 8 (359-92-82); Paramount Odéon, 6 (325-90-10); Paramount Mercury, 9 (562-75-90); Paramount Montparnasse, 14 (327-84-50); Paramount Marignan, 17 (758-24-24).

PASSION (Fr.) : Studio-Alpha, 5 (354-34-83).

PINK FLOYD THE WALL (A. v.o.) : Gaumont-Halles, 14 (297-49-70); Impérial, 2 (742-72-52); Hantecaille, 6 (633-79-38); Gaumont Champs-Élysées, 8 (359-92-82); Montparnasse-Patbé, 14 (320-12-06); Kiooparoma, 15 (306-50-50); Mytilos, 16 (525-27-06).

POUR LES BRIGUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : Arcades (ex-Omnia), 2 (233-39-36); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); Biarritz, 8 (723-69-23).

LES 40 RUGISSANTS (Fr.) : Gaumont-Halles, 14 (297-49-70); Richelieu, 2 (233-56-70); Hantecaille, 6 (633-79-38); Publics St-Germain, 6 (225-72-80); Ambassade, 8 (359-19-08); St-Lazare Paqueux, 8 (387-35-43); Franprix, 9 (770-33-88); Athènes, 12 (343-04-07); Franprix, 19 (331-56-86); P.L.M. St-Jacques, 14 (589-68-42); Montparnasse-Patbé, 14 (320-12-06); Gaumont Convention, 15 (828-20-64); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (357-79-79); Victor-Hugo, 16 (727-49-75); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-86).

QUEST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : 14 Juillet-Parade, 16 (326-58-00).

REDS (A. v.o.) : George V, 8 (562-41-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 6 (225-18-45); Parisienne, 14 (327-84-50).

ROCK ET ROCKY (A. v.o.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

LE SECRET DE VERONICA VOSS (Ail. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-92-82); 14 Juillet-Bastille, 11 (357-90-81).

LE SOLDAT (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 6 (225-18-45); v.f. : Béril, 2 (742-60-33).

THE FRENCH (Fr.) : Marais, 4 (278-47-86).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publics Marignan, 8 (359-92-82).

L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE MOON) (A. v.o.) : Champs-Élysées, 8 (359-92-82).

CINÉMA

« L'ANGE DE LA VENGEANCE »

Drame de la solitude

Une coussette, muette et timide, charmante malgré ses cheveux tirés, jupe informe, ses sourcils plats, rentrant sagement chez elle, se fait violer par un jeune homme pressé. Arrivée dans son petit appartement, elle surprend un voleur, qui, troublé par le désordre de sa toilette et sans même ôter son blouson de cuir, le révoque. C'en est trop, elle le tue. Si elle avait pu formuler son indignation, sans doute aurait-elle choisi une solution moins radicale. Puis elle le découpe et range les morceaux dans le réfrigérateur.

La voilà débarrassée de sa timidité. Désormais, chaque nuit, elle se met du rouge à lèvres, s'habille sexy (mais pas court-vêtu et en jarretelles, comme sur l'affiche) et s'en va draguer. La caméra emoureuse d'Abel Ferrara suit l'arraison et la solitude incommensurable de la très belle Zoe Tameris. L'ange de la vengeance tue les hommes qui succombent à ses charmes sauf un, qui lui raconte sa vie et

se suicide sous ses yeux avant qu'elle ait eu le temps de faire un geste. Pendant ce temps, le petit chien de la voisine flaire le réfrigérateur.

Qui soupçonnerait la si charmante coussette, devenue diaboliquement séduisante ? Pourtant, de plus en plus souvent, elle a des moments d'absence et va jusqu'à laisser brûler un vêtement qu'elle est en train de repasser. Elle ne peut pas s'expliquer, sa distraction est mise sur le compte de rêveries sentimentales. D'ailleurs, elle est amoureuse de son patron — prouve que, au départ, elle a déjà le goût des amours impossibles. Et tout finit très mal au cours d'un bal déguisé, directement inspiré par celui de *Carrie*, le film de Brian de Palma.

Moralité : elle était jolie, elle l'ignorait, viol et meurtre le lui ont révélé.

COLETTE GODARO.

* Voir le film nouveau.

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE DU RON-POINT

ouverture de la saison
mardi 7 septembre

UN MOIS SAMUEL BECKETT

en alternance

FIN DE PARTIE

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 23 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma (hommage à Henry Fonda).
Un document de J.-C. Hechtinger présente exceptionnellement le film qui est resté à 20 h 45.

20 h 45 Dieu est mort.
Film américain de J. Ford (1947). Avec H. Fonda, D. del Rio, P. Armendariz (réf.).

22 h 20 L'avenir, mode d'emploi.
Documentaire de J. Hechtinger sur les structures sociales et les possibilités d'une deuxième chance pour les salariés. Enquête à la région Rhône et au Conservatoire national des arts et métiers. M.M. J.-F. Chénou, ministre de la recherche et de la technologie, J. Rochet, journaliste, répondent aux questions des élèves et des professeurs d'un LEP de Mantes-la-Jolie.

22 h 50 L'acheminé des parfums.
Réal. Patrice Férard.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Festival de Bayreuth : Le Crépuscule des dieux.
Wagner (en liaison avec France-Musique). Dir. : P. Boulez, mise en scène P. Chénou. Avec M. Jung (Siegfried), P. Masza (Gunther), F. Höpfer (Hagen), H. Recht (Alberich), G. Jones (Brünnhilde), J. Altmeyer (Gutrune), G. Killebrew (Wotan), N. Süss (Woglinde), I. Gramenz (Valkyrie), M. Schmitz (Frickelinde).

22 h 20 L'acheminé des parfums.
Réal. Patrice Férard.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma (cycle Fernandel) : Hercule.
Film français d'A. Elsay (1937). Avec Fernandel, G. Morley, J. Berry, P. Benasser, C. Deschamps, R. Pinaud, J. Tadier (N. rediffusion).

22 h 15 Journal.

22 h 30 Météo.

23 h Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h 35 Les horizons du possible : Le retour chez soi.
22 h 30 Le crépuscule des dieux : Contes et rencontres à Vannes (au pays de l'Érde).

23 h 36 Musique : Couperin.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Le Ring du centenaire. En simultané avec Antenne 2 : L'Année du Ring. 3^e journée : Le Crépuscule des Dieux de Wagner, par les chœurs et l'orchestre du Festival de Bayreuth.

Mardi 24 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 30 Feuilles mortes : Trois mères pour l'aventure.
Journal.

13 h 35 Série : L'homme de l'Atlantide.
18 h 50 Croque-vacances.

18 h 25 Série : Mathias Sandorf.
D'après Jules Verne (réf.).

19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Encore des histoires.

20 h 35 Retransmission théâtrale : La Locandiera.
De Goldoni, mise en scène J. Lantini, par la Comédie Française.

22 h 15 Journal.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 10 Journal.

12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
Félicité de bout.

12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : Les Aventures de Tintin.

14 h 50 Aujourd'hui la vie.
Avec Guy Béart.

15 h 05 Série : L'Age de cristal.
15 h 55 Sports.

Cyclisme : Championnat du monde à Leicester ; Moto à Speedway.
18 h 15 Rétrospective A 2.

18 h 30 Journal.
19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Dessins animés.

20 h 35 TéliFilm : La mort est mon métier.
D'après la nouvelle de R. Marie, réal. T. Koutilla. Avec G. Georges, E. Schwaer, R. Hülsen.

22 h 15 Journal.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.

19 h 40 Pour les jeunes.
Concours de la radio : Atout jeunes 82.

19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'homme.

20 h 15 Les Jeux de l'été.
(A. Auzanne).

20 h 35 Cinéma : Jeff.
Film français de J. Hermans (1968). Avec A. Delon, M. Darc.

renommé. Malgré une inspiration moins originale, moins renouvelée que dans la « Walkyrie », « la mort de Siegfried » achève les Nibelungen dans la grandeur, tempête d'émotions déchaînées magnifiées par l'interprétation souveraine de Boulez.

0 h 50 Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h 35 Les horizons du possible : Le retour chez soi.
22 h 30 Le crépuscule des dieux : Contes et rencontres à Vannes (au pays de l'Érde).

23 h 36 Musique : Couperin.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Le Ring du centenaire. En simultané avec Antenne 2 : L'Année du Ring. 3^e journée : Le Crépuscule des Dieux de Wagner, par les chœurs et l'orchestre du Festival de Bayreuth.

Y A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? (Fr.) : Saint-Michel, 9 (326-79-17).

Les grandes reprises

APOLYPTIC NOW (A. v.a.) : Ambassade 9 (359-19-08).

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A. v.a.) : Grand Pavois, 19 (554-46-83) ; Napoléon, 17 (380-41-46).

L'ARNAQUE (A. v.a.) : Quinze, 5 (633-79-18) ; Ambassade, 9 (359-19-08) ; VF : Berlitz 2 (742-60-33) ; Capri, 2 (506-11-99) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Montparnasse-Patib, 14 (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15 (828-42-27).

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (Il. v.a.) : Météo, 1 (350-43-99).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A. v.a.) : Berlitz, 2 (742-60-33).

LA BANDE A DONALD (A. v.a.) : Royale, 9 (265-82-66).

BANANAS (A. v.a.) : Cinéma, 6 (633-10-32).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A. v.a.) : Grand Pavois, 19 (554-46-83) ; Napoléon, 17 (380-41-46).

BEN BUR (A. v.a.) : Haussmann, 9 (770-47-55).

CABARET (A. v.a.) : Formis, 1 (297-53-74) ; Action-Christine, 6 (325-47-46) ; George V, 9 (502-41-46) ; Paris-Montparnasse, 14 (322-19-23).

LA CARAPATE (Fr.) : Français, 9 (770-33-88).

CERTAINS L'AMER CHAUD (A. v.a.) : Action-Christine, 6 (325-47-46) ; George V, 9 (502-41-46) ; Paris-Montparnasse, 14 (322-19-23).

LES CHARIOTS DE FEU (A. v.a.) : U.G.C. Marbeuf, 9 (225-18-45).

CRIA CUERVOS (Esp. v.a.) : Studio de la Harpe, 3 (354-34-83).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE FAIT (A. v.a.) : Action-Christine, 6 (325-47-46).

DELIVRANCE (A. v.a.) : Studio Logos, 9 (354-26-42).

DERZOU OUZALA (Sov. v.a.) : Cosmos, 6 (544-28-80).

DON GIOVANNI (Il. v.a.) : Calypso, 17 (380-30-11).

ELEPHANT MAN (A. v.a.) : St-Séverin, 5 (354-50-91).

EMMANUELLE (Fr.) : Paramount City, 8 (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14 (322-19-23).

L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.a.) : St-André-des-Arts, 6 (326-48-18) ; U.G.C. Marbeuf, 9 (225-18-45) ; Lumière, 9 (246-09-07).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Rialto, 14 (288-44-44).

L'ENFER EST A LUI (A. v.a.) : U.G.C. Marbeuf, 9 (225-18-45).

EXCALIBUR (A. v.a.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

L'EXORCISTE (A. v.a.) : Capri, 2 (506-11-99) ; Saint-Lazare Pasquier, 9 (327-35-43).

LE FANTOMAS (Il. v.a.) : Studio Média, 5 (633-25-97) ; Paramount Odéon, 6 (325-09-83).

FELINI-BORNA (Il. v.a.) : Champ, 9 (354-11-60).

LA FIEVRE DANS LE SANG (A. v.a.) : Action-Christine, 6 (325-47-46).

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

PARAMOUNT CITY TRIOMPHÉ (A. v.a.) : Paramount Odéon (v.a.) : OLYMPIC LES HALLES (v.a.) : PARAMOUNT MALLOT (v.a.) : PARAMOUNT ORPHEA (v.a.) : PARAMOUNT RASTILLE (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : CONVENTION SAINT-CHARLES (v.a.) : PARAMOUNT MONTMARTRE (v.a.) : PARAMOUNT ORLÉANS (v.a.) : PARAMOUNT GODELINS (v.a.) : NEUILLY VILLAGE (v.a.) : LA DÉFENSE 4 Temps (v.a.) : CRÉTEIL Arret (v.a.) : PARLY 2 Studio (v.a.) : POISSY U.G.C. (v.a.) : LA VARENNE Paramount (v.a.) : VAL D'YVERNY Bury (v.a.) : COLOMBES Club (v.a.) : ORSAY-UNA (v.a.) : MARNE-LA-VALLEE Arret (v.a.) : ARGENTEUIL Alpha (v.a.) : AULNAY Parism (v.a.) : CERGY-PONTOISE P.B. (v.a.)

	Jaune	Vert
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PRDP, COMM, CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	1ère col.	2ème col.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

Ingénieurs systèmes.

AccuRay Corporation, leader international dans le domaine des systèmes industriels de mesure, de régulation et d'information, recherche des collaborateurs décidés à grandir avec nous. Par suite du développement considérable de nos affaires en Europe, nous vous offrons d'intéressantes opportunités de carrière en mesure et régulation de production de papier et de pâte, ainsi qu'en contrôle et communication intégrés de production. Vous recherchez une fonction passionnante? Vous êtes ingénieur? Vous parlez et écrivez couramment l'anglais? Vous serez alors certainement intéressés par notre fonction-clé: Ingénieur Systèmes. En tant qu'ingénieur Systèmes, vous serez responsable de l'adaptation de nos systèmes intégrés de gestion de production aux besoins spécifiques des clients afin de réaliser leurs objectifs. Vous collaborerez étroitement avec la direction, le personnel technique et le personnel de production tant des entreprises utilisatrices que d'AccuRay. La fonction requiert une motivation personnelle et le désir d'apporter une contribution individuelle. Vous serez en mesure de vous enrichir de l'expertise technique d'AccuRay acquise par des années de service de qualité. Les candidats doivent être prêts à voyager régulièrement dans leur secteur et seront employés par notre filiale française. Nous offrons au candidat retenu une opportunité unique et un attrayant plan de rémunération.

Si vous voulez saisir cette chance, écrivez en anglais à: AccuRay International N.V., Mr. G.J. Gheliera, Director Personnel & Administration Europe, Genestraat 10, 1140 BRUSSELS, Belgium. Les interviews se feront en France la 2ème quinzaine de septembre.



SOCIÉTÉ POUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT EN AFRIQUE (SHELTER AFRIQUE)

Postes à pourvoir:
DIRECTEUR GÉNÉRAL
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
FIRME DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

SHELTER-AFRIQUE est une institution de financement de l'habitat nouvellement créée dont le siège est à Nairobi (Kenya). Elle est constituée par des gouvernements et par des institutions régionales, sous-régionales et non-africaines. L'objectif primordial de cet organisme est d'aider les gouvernements africains à définir des politiques cohérentes efficaces de l'habitat, de réaliser des projets

nationaux de logement en mobilisant des ressources sur lesquelles des prêts et un capital social puissent être consentis aux institutions nationales de l'habitat en faveur des projets approuvés dans les pays membres et de fournir une assistance technique aux gouvernements membres dans le secteur de l'habitat.

I DIRECTEUR GENERAL

- a) Attributions**
Le Directeur Général est le Chef de l'ensemble des services exécutifs de la Société. Ses fonctions consistent à:
- gérer, sous la direction générale du Conseil d'administration, les affaires courantes de SHELTER-AFRIQUE;
- agir en tant que Chef du personnel de la société;
- agir en tant que représentant légal de l'institution.
- b) Qualifications**
Les candidats doivent:
1) être ressortissants d'un pays membre africain;
2) être titulaires d'un diplôme de préférence post-universitaire en matière de financement et développement de l'habitat ou d'une discipline étroitement apparentée;

- 3) avoir au moins 10 ans d'expérience et de préférence dans une région d'Afrique;
4) avoir une parfaite connaissance de la langue française ou anglaise. La connaissance de la 2ème langue de travail constituerait un avantage;
5) pouvoir travailler en étroite collaboration avec des personnes de différentes nationalités.
- c) la nomination est pour une durée de 5 ans et sera renouvelable.
d) la rémunération globale est exonérée d'impôt et comprend la gratuité du logement, une voiture de fonction et d'autres indemnités.

II SECRÉTAIRE GENERAL

- a) Fonctions**
- assurer les services de secrétariat des organes de décision;
- assurer la coordination générale de la documentation, et l'harmonisation des circuits de communications;
- organiser et superviser la garde des sceaux et des autorisations de signature ainsi que des documents de la Société.
- b) Qualifications**
Les candidats doivent:
1) être ressortissants d'un pays membre africain;
2) être titulaires d'un diplôme de préférence post-universitaire, en administration des affaires ou gestion ou en une discipline étroitement apparentée;

- 3) avoir au moins 8 ans d'expérience, de préférence dans une région d'Afrique;
4) posséder une parfaite connaissance de l'anglais ou du français; la connaissance de la deuxième langue de travail constituerait un avantage;
5) pouvoir travailler en étroite collaboration avec des personnes de différentes nationalités.
- c) Le contrat de service sera d'une durée déterminée et pourra être renouvelé;
d) la rémunération globale est exonérée d'impôt et comprend différentes indemnités.

III FIRME DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

- La Firme des Commissaires aux Comptes vérifie les comptes de la Société comme le stipulent les Statuts pour certifier:
1) que l'état financier annuel, comprenant le bilan général annuel et le compte annuel de profits et pertes est conforme aux livres et écritures de la Société;
2) que les transactions financières dont ces états financiers annuels rendent compte ont été conformes aux règles et règlements, aux dispositions budgétaires et aux autres décisions financières applicables;
3) que les titres et le numéraire déposés ou en caisse ont été soit vérifiés sur certificats directement reçus des dépositaires de la Société, soit effectivement comptés;
4) que l'état financier soit établi en conformité avec les normes comptables internationalement acceptables;

- a) Qualifications**
La Firme doit:
1) être de renommée internationale;
2) avoir son siège en Afrique ou avoir des relations étroites avec les pays africains;
3) avoir une longue expérience en matière de vérification des opérations de financement du logement, et en particulier en Afrique;
4) avoir une longue expérience pratique en matière de vérification auprès de sociétés opérant avec plusieurs monnaies;
- b) Rémunération: A débattre
c) Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae récent et des noms et adresses de personnes données comme référence, devront être envoyées à:

SHELTER-AFRIQUE
S/C DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
01-B.P. 1387
ABIDJAN-01
(Côte d'Ivoire)

Elle devront parvenir à la Banque au plus tard le 15 Septembre 1982.

Pour le Gabon
Société de Construction
C.A. 100 millions

SON CHEF COMPTABLE

- 33 ans env., D.E.C.S., statut époux.
- Avantages sociaux importants.
- Expérience bâtiment souh.

Adressez C.V. + prétentions à UNOCON, 6, rue St-Florentin, 75001 Paris, tél. 01-40-70-10-11, R.G./S.C.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ligneroset
ALLEMAGNE

Filiale du 1^{er} fabricant et exportateur français de sièges contemporains, notre société recherche pour centre immédiat un

ATTACHÉ COMMERCIAL

FORMATION SUPÉRIEURE, débutez ou 1^{re} expérience chargée d'assurer la promotion et la vente de nos produits qui jouissent d'un renom international et de développer la clientèle existante dans le secteur BADE-WURTEMBERG et PALATINAT

Profil:
- une connaissance approfondie de l'allemand
- le goût du contact et du travail d'équipe
- de bonnes notions de stratégie commerciale, de marketing et d'économie.

Nous offrons:
- fixe et commissions
- voiture de fonction
- remboursement des frais de voyage
- intégration au sein d'une équipe franco-allemande, dynamique et jeune.

Envoyez C.V., lettre manuscrite en allemand et photo à: M. Philippe HOLTZWILLER, Rose Möbel GmbH, Tallastraße 72, 7800 Freiburg (RFA). Tél.: 19-49-761/50541.

emplois régionaux

VILLE DE LORENT
Morbihan (65.000 habitants)
recrute un

DIRECTEUR GESTIONNAIRE CONTRACTUEL

Pour l'Etat de spectacles de 350 places. Expérience culturelle exigée.
- Traitement début 5.500 F à 6.000 F net.
C.V. et photo à M. le Député-Maire, B.P. 44, 56321 LORENT Cedex.
Rapport exceptionnel clôture candidatures le 2 sept. 1982 en raison période vacances.

Centre de Recherche Sociale Mieux, recherche Educateurs spécialisés hommes, motivés, par la prise en charge pédagogique et thérapeutique d'adultes.

SERVICES PUBLICS DE L'ETAT A METZ
recrute

RESPONSABLE PERSONNEL ET JURIDIQUE

Sous l'autorité du secrétaire général, il assure:
- l'encadrement de la fonction personnel;
- l'assistance pour les questions juridiques;
- l'élaboration de programmes d'objectifs et de stratégies formation.
Profil souhaité:
- 30 ans environ;
- maîtrise de droit public et expérience fonction personnel.

Adressez C.V., photo et prétentions, jusqu'au 10/09/1982 à: Secrétaire Général, B.P. 1081, 57036 METZ Cedex.

SOCIÉTÉ BATIMENT 75 pers. AUX-EN-PROVINCE, recrute

DIRECTEUR ADJOINT ADMINISTRATIF ET FINANCIER

responsable de la gestion, 40 ans minimum, expérience professionnelle, expérience plusieurs années P.M.E. souhaitée. C.V. détaillé + photo + prétentions. Ecr. s/nr 8.888 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Lignes, 75008 Paris.

Importante Association de Lorraine et de la Moselle implantée dans le Sud-Ouest recrute

SON DIRECTEUR

Au 1^{er} octobre 1982. Salaire: 120.000 F/an. Ecrire sous le n° 242.069 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL recrute

POUR SON VILLAGE DE VACANCES IMPLANTÉ DANS LES HAUTES-ALPES

1 RESPONSABLE DU SECTEUR ANIMATION

(1 quinzaine de personnes) A partir du 1^{er} novembre 1982. Poste permanent. Convention collective. Possibilité logement. Envoyer lettre + C.V. à: LE PIGNEROL, 06160 SAVINES-LE-LAC.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONES

296-15-01

POUR VILLEURBANNE

GRUPE INDUSTRIEL IMPORTANT recherche pour son unité d'Etudes et de Production de matériels électroniques (400 personnes)

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN E.S.E.-I.N.P.G.-I.N.S.A.

orienté vers les STATISTIQUES

Dépendant du responsable du service qualité il sera chargé de mettre en place le groupe FIABILITE et d'en assurer la responsabilité.

Expérience souhaitée dans l'un des domaines suivants:
- calculs de disponibilité, de fiabilité, de maintenabilité, de modes de défaillances;
- statistiques;
- conception et réalisation de matériels électroniques bas niveau et puissance.

Connaissance de l'anglais indispensable et de l'allemand souhaitée.

Adressez lettre manuscrite et C.V. sous réf. 8904/M à CONTESSE PUBLICITE 74, rue Béchervaise 69363 LYON Cedex 07, qui trans.

LA VILLE DE GRENOBLE recrute

UN DIRECTEUR DES AFFAIRES CULTURELLES

CHARGÉ DE:

- coordonner les activités du service culturel de la ville de Grenoble;
- participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique culturelle;
- développer les actions engagées et mettre en œuvre des projets nouveaux.

NIVEAU D'ACCES:
Emploi ouvert aux titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou aux agents communaux remplissant les conditions pour être nommés Directeurs Administratifs.

QUALITES REQUISES:
- expérience professionnelle nécessaire dans le domaine culturel;
- forte capacité d'études et de négociation.

SALAIRE ANNUEL NET DE DÉBUT: 108.000 F

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite: Avant le 17 septembre 1982, à Monsieur le Maire de Grenoble, Hôtel de Ville, 11, boulevard Jean-Pain 38001 GRENOBLE Cedex.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE (AUTOROUTES) recrute

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

ayant bonnes connaissances en informatique, microprocesseurs, radio-téléphone pour seconder le responsable de son service électronique informatique. Rémunération: 110.000 F/an. Résidence: METZ.

Adressez C.V. détaillé et photo s/nr 241994 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur qui transmettra.

OFFRES

consultant

Le consultant doit être capable de travailler en autonomie, de gérer un projet, de communiquer avec les clients, de rédiger des rapports, de présenter ses conclusions, de négocier, de résoudre des problèmes, de travailler sous pression, de respecter les délais, de respecter le budget, de respecter la confidentialité, de respecter l'éthique, de respecter les lois, de respecter les règlements, de respecter les normes, de respecter les standards, de respecter les pratiques, de respecter les habitudes, de respecter les traditions, de respecter les coutumes, de respecter les moeurs, de respecter les usages, de respecter les conventions, de respecter les protocoles, de respecter les formalités, de respecter les procédures, de respecter les méthodes, de respecter les techniques, de respecter les outils, de respecter les équipements, de respecter les matériels, de respecter les logiciels, de respecter les programmes, de respecter les données, de respecter les informations, de respecter les connaissances, de respecter les compétences, de respecter les qualifications, de respecter les certifications, de respecter les accréditations, de respecter les homologations, de respecter les autorisations, de respecter les licences, de respecter les brevets, de respecter les droits, de respecter les obligations, de respecter les responsabilités, de respecter les risques, de respecter les incertitudes, de respecter les aléas, de respecter les imprévus, de respecter les surprises, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements, de respecter les corrections, de respecter les améliorations, de respecter les optimisations, de respecter les perfectionnements, de respecter les développements, de respecter les créations, de respecter les inventions, de respecter les découvertes, de respecter les innovations, de respecter les progrès, de respecter les avancées, de respecter les évolutions, de respecter les mutations, de respecter les transformations, de respecter les changements, de respecter les adaptations, de respecter les ajustements

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	tarif	tarif T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	49,00	58,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITALUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	tarif	tarif T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

consultant confirmé paris

Président-Directeur Général de Jacques TIXIER SA, je cherche, pour harmoniser le développement de nos activités, un consultant homme ou femme, ingénieur ou universitaire, 28 ans minimum, réellement autonome et capable de prendre la responsabilité complète de recherche de cadres de bon niveau, par annonce et par approche directe et de développer une clientèle. Il a acquis au moins 3 ans d'expérience dans une entreprise ou dans une société de conseil. Je lui propose une rémunération composée d'un fixe et d'un intéressement.

Nous avons déjà acquis de bonnes références en recherche de cadres et dirigeants dans l'industrie pharmaceutique et chimique, la métallurgie, l'ingénierie, la publicité, l'automobile et l'informatique.

Je vous remercie de m'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 253 LM.

Jacques Tixier s.a.
7 rue de Lugelbach - 75017 Paris

membre de syntec

Groupe International du Secteur Para-Pétrolier

(CA + 3 Milliards de F.F.)
recherche pour son Siège à Paris.

Chef du service trésorerie internationale

Le poste :

Au sein de la Direction Financière chargée de promouvoir et d'assurer la gestion financière de la Société et de ses filiales à l'étranger, vous dirigerez le service TRÉSORERIE et assurerez à ce titre, avec une équipe de 7 personnes, la gestion informatisée au jour le jour de la Trésorerie francs et devises (Encaissements, décaissements, budgets, prévisions, ...), les relations avec les organismes financiers, bancaires et douaniers, et la gestion du risque de change.

Votre profil :

Agé au minimum de 30 ans, vous pouvez faire état d'une expérience financière orientée sur la trésorerie internationale, acquise au sein de la Direction Financière d'une grande Entreprise ou dans une importante Banque d'Affaires. Votre anglais est opérationnel, vous êtes, si possible, diplômé d'Etudes Supérieures, mais nous attacherons surtout du prix à votre expérience dans la fonction Trésorerie Internationale.

Adressez CV, photo et prétentions, sous réf. 3844, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

400.000 F. et +

INGENIEURS COMMERCIAUX

Equipements IBM ou compatibles.

Nous sommes une société de leasing d'une dimension européenne, filiale d'un grand groupe bancaire, et nous recherchons de jeunes ingénieurs commerciaux ayant une expérience réussie dans le domaine des équipements IBM DO et DSGD ou compatibles. Responsable et autonome, votre

salair sera à la hauteur de vos ambitions. Postes basés en Région Parisienne. Discretion assurée.

Pour un premier contact, écrivez avec CV sous référence 4098 à Média-System 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

STÉ EXPORTATRICE MACHINES EMBALLAGE

Recherche internationale, 50 km Ouest-Paris recherche :

2 COLLABORATEURS TECHNIQUE COMMERCIAUX

- l'un parlant couramment ALLEMAND ;
- l'autre parlant couramment ANGLAIS.
- Expérience vendeurs biens équipements à haut niveau ;
- Pouvez représenter fréquents voyages à l'étranger ;
- Possibilité logement.

Ecr. avec CV, à n° 42.404, Courrier Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

CHEF COMPTABLE

180 000 + / an

Responsable de notre Service, vous avez :
- comme objectif : la fonction comptable et financière. Responsable de la comptabilité générale, vous veillez à l'établissement des comptes d'exploitation mensuels, des diverses situations financières et des projets de bilan de fin d'exercice ; vous étendez et renforcez le contrôle budgétaire tout en assurant les relations extérieures avec les banques et différents organismes.
- comme moyens : les hommes et la technique. Véritable meneur d'hommes vous êtes à même d'encadrer un service (12 pers) et d'utiliser rationnellement un matériel informatique performant.

Vous avez, bien entendu, une parfaite maîtrise des techniques comptables et de gestion, une expérience confirmée (8, 10 ans), une pratique de l'outil informatique et de bonnes notions d'allemand !

Nous sommes importateur et distributeur de matériel de transport, filiale d'un important Groupe allemand, et notre siège se trouve à SARCELLES.

Adressez lettre manuscrite + CV, en précisant les coordonnées téléphoniques, sous référence CC au

CONSEIL RECRUTEMENT

CNPG 105 av. Victor Hugo 7516 Paris

SBTP

SPIE BATIGNOLLES
BATIMENTS TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son Siège Social à Vélizy Villacoublay

AGENT TECHNIQUE MATERIEL T.P.

pour Service du matériel

- Bonne connaissance de matériels Travaux Publics
- Connaissance anglais souhaitable pour compréhension documentation technique
- pour assurer :
 - Consultations des fournisseurs
 - Etudes techniques de matériel
 - Suivi de la documentation technique et prix
 - Estimations de matériel neuf ou occasion

Faire acte de candidature en adressant lettre manuscrite, CV, et photo à : Ressources Humaines SBTP 13, Avenue Morane Saulnier 78140 Vélizy Villacoublay

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche

POUR SON NOUVEAU MICROORDINATEUR PROFESSIONNEL

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

POUR RESPONSABILITÉ GRANDS COMPTES

UN INGÉNIEUR

TECHNIQUE COMMERCIAL

Avant vente

Expérience informatique et micro-informatique requise

Lieu de travail : PARIS

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 00833 à CHALMENDRIER, 76, Claupey-Lydes, 75008 Paris, qui transmettra.

ORGANISME INTERPROFESSIONNEL DE CONTROLE situé au Centre de PARIS

recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Pour promouvoir et contrôler la QUALITE de produits de grande consommation.

Le candidat sera un INGENIEUR AGRO - (ou équivalent) pouvant justifier d'une grande expérience technique dans le secteur Agro-Alimentaire.

Il saura animer des équipes de travail, développer les contacts à tous les niveaux.

Il aura le sens de l'arbitrage et pourra utilement exercer un rôle de pédagogue.

Adressez rapidement lettre manuscrite, C.V. et prétentions à M. Bernard LEFEVRE - B.P. 16 91201 ATHIS MONS Cedex

Nous sommes la filiale française d'une des plus importantes multinationales dans le domaine informatique. Avec un CA de 283 MF en 1981, nous poursuivons un développement qui s'appuie largement sur le dynamisme de nos hommes (moyenne d'âge 31 ans) et sur la qualité de nos produits.

Aujourd'hui, notre direction administrative souhaite s'adjoindre un

Juriste fiscaliste

Agé de 30 ans environ, vous êtes titulaire d'un diplôme d'études supérieures avec une spécialisation en fiscalité et vous avez une première expérience réussie en cabinet ou dans les services juridiques d'une entreprise, qui vous a permis d'acquies une très bonne maîtrise des problèmes juridiques et fiscaux.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de toute la fiscalité de la société MEMOREX ainsi que des opérations financières liées à cette activité.

Au sein de notre direction administrative, vous agirez en tant que conseil auprès des services concernés.

Pour ce poste d'envergure basé à Paris des perspectives d'évolution sont offertes à un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions au Département des Relations Industrielles MEMOREX 1-5 rue Gustave Eiffel 92300 LEVALLOIS

MEMOREX



COFLEXIP

Leader mondial dans le domaine de la production et de la pose de tubes flexibles pour l'industrie du pétrole OFF-SHORE

RECHERCHE

POUR SON SERVICE ORDO-CENTRAL INGENIEUR ORDONNANCEMENT

- Titulaire d'un diplôme Grandes Ecoles (I.N.S.A. A.M., etc.,)
- Formation Mécanique
- Responsable d'une petite équipe, il sera chargé :
 - de la gestion des stocks, approvisionnements ;
 - du suivi du planning et des affaires ;
 - Connaissance de la programmation BASIC appréciée ;
 - Anglais courant indispensable.

POUR SON SERVICE SECURITE RESPONSABLE SECURITE

- Formation Ingénieur (E.N.A.M. - I.N.S.A. ou équivalent).
- Sous l'autorité directe du Directeur de l'Etablissement, sa fonction recouvre :
 - Développement, avec la hiérarchie, de l'esprit de Sécurité (formation, information du Personnel, application de la réglementation ;
 - Participation, avec les différents Services, à des études en matière de prévention, amélioration des conditions de travail.

Ce poste conviendrait à un candidat à forte personnalité, justifiant d'une expérience de plusieurs années des problèmes de SECURITE acquis de préférence dans l'industrie mécanique.

Adressez curriculum vitae, photo, prétentions, à :

Société COFLEXIP S.A.
Service du Personnel
rue Jean Huré - B.P. 22
76580 LE TRAIT.

informaticiens

sema informatique

La Division informatique de Sema-Metra, Groupe européen de conseil d'études et d'ingénierie (720 MF de CA, 2.200 personnes) recherche des

ingénieurs informaticiens

réf. 10352 A

Ils sortent d'une école (ISEP, ESEO, INSA, ESIEE) ou d'une formation BAC + 5 orientée vers la micro-informatique industrielle (matérielle - logiciel). Ils ont effectué quelques stages qui leur ont permis de maîtriser l'assembleur MOTOROLA, ZILOG ou INTEL. Ils participeront à la réalisation de systèmes dans l'un des domaines suivants : Télémétrie - Réseaux - CAO - Contrôle de processus.

ingénieurs débutants

réf. 10352 B

Diplômés d'une grande école et désireux de s'orienter vers une carrière en informatique industrielle ou en informatique de gestion. SEMA assurera leur formation par des séminaires programmés les 01 septembre et 01 octobre prochains.

Pour ces deux postes la mobilité des candidats est requise.

Adressez votre CV avec une courte lettre manuscrite en précisant la référence du poste à J. Hajage, Sema-Selection - Centre Metre - 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

sema selection

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Cii Honeywell Bull

Vous êtes

Universitaire Scientifique,

(maîtrise DEA, DESS)

ou

Ingénieur

(toute option)

Nous organisons pour vous une FORMATION REMUNEREE A L'INFORMATIQUE Celle-ci, d'une durée de 5 mois (à partir de fin septembre) est confiée à l'université de Compiègne qui, en liaison avec la Compagnie, en assure le déroulement. Devenez

INGENIEUR INFORMATICIEN

vous serez intégré(e) dans les équipes du Département d'Etudes d'Informatique Distribuée pour participer au développement des logiciels de processeurs réseaux (commutateur frontal et satellite) ou au développement de logiciels de projets complexes pour les clients (avant-vente, réalisation, démarrage sur site).

Lieu de travail : Louveciennes (78).

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 325 M à Cii Honeywell Bull - PC0G021C 94 av. Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

REPRODUCTION INTERDITE

	Le jour*	Le jour TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	55,45
AUTOMOBILES	48,00	55,45
AGENDA	48,00	55,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,54

ANNONCES CLASSEES

	Le jour*	Le jour TTC
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SBTP

**SPIE BATIGNOLLES
BATIMENT
TRAVAUX PUBLICS**

recherche pour son Siège Social à Velizy Villacoublay
**INGENIEURS MECANICIENS
DU SERVICE MATERIEL**

- Formation ingénieur (AM, INSA, ENSM, etc...) ou autodidacte confirmé 35 ans minimum
- Bonne expérience 10 ans ou plus de chantiers et matériels Travaux Publics.
- Anglais pour travail ponctuel (Siège et missions)
- En charge de chantiers à l'étranger pour ce qui concerne le matériel
- Travail Siège et missions ponctuelles à l'étranger
- Liaison avec Direction Travaux et Chantiers (conseils, études techniques)
- Consultations et choix de matériels
- Missions sur chantiers.

Faire acte de candidature en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo à :
Ressources Humaines 13, Avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

La Société Nouvelle LOGABAX
spécialisée dans la recherche et le développement
de micro et mini-ordinateurs, offre des postes à des

**Ingénieurs
confirmés ou débutants**

dynamiques et ambitieux pour concevoir et réaliser en équipe
les produits de sa nouvelle gamme.

Leur mission portera sur les domaines suivants :

- Systèmes d'exploitation, langages ;
- Bases de données ;
- Réseaux de télécommunication ;
- Elaboration d'outils d'intégration et de qualification de systèmes de logiciels et matériels

Connaissances des micro-processeurs 8 et 16 bits et des systèmes
d'exploitation standards appréciées.
Pratique de l'anglais technique nécessaire.
Lieu de travail : EVRY.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 9021 à :
Société Nouvelle LOGABAX - Direction du Personnel
79 Avenue Aristide Briand - 94115 ARCUEIL

**Entrez dans
la vie active par
la grande porte,
celle de Monoprix**

- Si vous avez fait 2 ou 3 années d'études supérieures,
- Si vous avez le sens du concret, le goût de l'action,
- Si vous aimez vivre sur le terrain,
- Si vous êtes ouvert aux autres,
- Si vous êtes prêt à vous impliquer,

vous permet de devenir
CHEF D'ENTREPRISE.
Après 15 mois de stage,
vous pourrez être
SOUS-DIRECTEUR pour
ensuite diriger vous-même un des 300 magasins d'un groupe de 20.000 collaborateurs.



écrire à :
MONOPRIX
Service emploi BP 191, 75941 Paris Cedex 01.

LCT Laboratoire Central
de Télécommunications
recherche

pour son service des contrats

INGENIEUR TECHNICIEN

de formation Grandes Ecoles d'Electronique, ayant une première expérience minimale de cinq ans dans la gestion des contrats avec les Administrations civiles et militaires françaises et étrangères. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand est appréciée. référence D

pour son centre de calcul VAX 11/780

INGENIEUR INFORMATICIEN

de formation Grandes Ecoles ou DEA Informatique avec cinq ans d'expérience informatique scientifique, pour prendre responsabilités importantes dans organisation et exploitation centre de calcul VAX 11/780. Bonnes connaissances anglais écrit et parlé. référence V

dans le domaine des radars militaires

INGENIEURS GDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG - ENSEM
Débutants ou quelques années d'expérience pour études avancées en :
- Traitement de signal - électromagnétisme - hyperfréquence.
Bon niveau mathématique, goût de l'analyse, travail en équipe. référence I

dans le domaine des télécommunications

INGENIEURS GDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG
pour participer à ses activités de développement dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux. référence C

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en précisant la référence du poste choisi, à LCT - BP 40
78141 VELIZY - VILLACOUBLAY cedex

Nous recrutons pour la DIRECTION INFORMATIQUE d'un GRAND SERVICE PUBLIC situé en banlieue Sud de Paris, équipé d'un matériel IBM de haut de gamme, et d'un ensemble varié de microprocesseurs, deux

INGENIEURS DEBUTANTS
(ESE, ENSI Grenoble, Toulouse... ou équivalent)

UN PLAN DE FORMATION sera établi avec eux pour leur assurer rapidement un haut degré de technicité dans les domaines du système et de l'exploitation.

Adresser C.V. + photo ou téléphoner à :
Département Recrutement
4 rue Léningrad - PARIS VII
(1) 292.21.51

METHODIC

Pour faire face à sa croissance rapide, Bureau-Marsellier engage dans les prochains mois.

3 CHARGES (E) DE BUDGET.

Ces futurs collaborateurs ont deux ou trois ans d'expérience professionnelle (hors stage) ; ils maîtrisent la rédaction, la gestion d'un budget relations publiques et connaissent parfaitement le fonctionnement de la presse. La connaissance de l'anglais sera appréciée aussi bien qu'une expérience dans l'un des domaines suivants :

- médical/pharmaceutique ;
- produits industriels ;
- institutionnel/grande consommation.

Deuxième agence sur le plan mondial, et l'un des leaders de la profession en France, Bureau-Marsellier se caractérise par la jeunesse et le dynamisme de son équipe, son approche pragmatique et rigoureuse du métier de la communication et la volonté d'offrir à ses collaborateurs un rôle actif dans l'évolution de l'agence.

Envoyer votre curriculum vitae à l'attention de :
CHRIS FISHER - BUREAU-MARSELLIER
85, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS.

La filiale informatique d'un important
groupe d'assurances recherche

**Cadre
responsable
de salle**

prenant totalement en charge la mise en œuvre et le fonctionnement d'une très grosse configuration IBM comprenant plusieurs processeurs auxquels sont connectés plus d'un millier de terminaux. Ce poste nécessite une très bonne capacité d'adaptation aux techniques nouvelles. Une importance très grande sera accordée aux qualités humaines et à l'aptitude à diriger.

Adresser votre candidature détaillée avec C.V. photo et prétentions sous réf 4151 à Média System, 104 rue Beaumur 75002 Paris qui transmettra.

SOTRATEXT
société de conseil-forma-
tion - sous-traitance rech. pour
DEBUT SEPTEMBRE

**ATTACHÉE
COMMERCIALE**
dynamique

- BAC G3 exigé.
- Bonne présentation.
- Expér. clientèle appréciée.
- Pas de commissions.

Écr. avec C.V., photo, prêt. à :
SOTRATEXT 45, rue de
Richelieu, 75001 Paris.

EUROCADEAUX
INTERNATIONAL
- objets promotionnels et cadeaux d'affaires recherche pour
DEBUT SEPTEMBRE

**ATTACHÉE
COMMERCIALE**
Jeunes, dynamiques, libérées
O. M. BAC G3 exigé.
Bonne présentation.
Permis V.L.
Fixe + commissions.

Écr. avec C.V., photo, prêt. à :
EUROCADEAUX 12, rue de
Louvain, 75002 PARIS.

MAIRE DES ULIS 91940
28 000 HABITANTS

recherche
dans les meilleurs délais

**LE RESPONSABLE
DE SON SERVICE
INFORMATION**

Adr. candidature avec C.V. à :
M. le MAIRE 91940 LES ULIS.

VILLE DE MONTREUIL (93)

**1 INSPECTEUR
DE SALUBRITÉ**

Recrutement par voie de mutation
ou titulaire d'un D.U.T.
Hygiène et sécurité.
Salaire brut : 4.535 F.

Adr. C.V., copie dipl. et réf. à :
M. le Maire
93105 MONTREUIL Cedex.

**ENTREPRISE
CONDITIONNEMENT D'AIR**
Boulogne-Billancourt
recherche :

**JEUNES
INGENIEURS
DIPLOMÉS**
pour études et réalisations en
climatisation.

Adresser C.V. et prêt. à :
A.M.P. - réf. n° 5132/AT -
40, rue Olivier-de-Serres
Paris (15) - qui transmettra.

T.I.T.N.
Société d'engineering en
informatique, filiale
THOMSON CSF INFORMATIQUE
Plus de 500 personnes dont
300 ingénieurs et cadres, spécialistes des systèmes informatiques avancés, recrute pour la
division logiciel

**INGENIEURS
LOGICIEL**

de formation de Grande Ecole
ou Université (DEA, DESI)
confirmés ou débutants, pour
participer à tous niveaux à des
projets dans les domaines du
logiciel de base des systèmes
Temps Réel, de la télématique,
des bases de données et de la
bureautique utilisant des mini-
ordinateurs et des micro-
processeurs.

Adresser sous réf. 24 1/44
C.V. et prétentions à T.I.T.N.,
rue Danie-Papin, 21, de la
Vigne aux Loups, 91380
Chilly-Mazarin.

T.I.T.N.
Société d'engineering en
informatique, filiale
THOMSON CSF INFORMATIQUE
recherche pour postes à pour-
voir en banlieue ouest 140 km
de Paris, par autoroute de l'Ouest :

**2 INGENIEURS
INFORMATIENS**

1^{er} poste : Grande Ecole-4
à 5 ans d'expérience, pour
vérification et validation de
programmes (inf. 1 FT/ML).

2nd poste : Grande Ecole-5 ans
d'expérience minimum pour
mise en œuvre méthodologie et
application plan qualité logiciel
(réf. 2 FT/ML)

Pour les deux postes, une
expérience Temps Réel sur MITRA
ou du langage L.T.R.
est souhaitée.

Envoyez C.V., photo et prétentions
en précisant la référence
choisie à T.I.T.N., rue
Danie-Papin 21, de la Vigne aux
Loups, 91380 Chilly-Mazarin.

**Société de négoce
international,
quartier Eiffel,
recherche pour son service
informatique un**

OPÉRATEUR
disponible immédiatement.
Pour août, septembre
et octobre.

Envoyez C.V. + photo à Média
System, 104, rue Beaumur,
75002 Paris, sous réf. 7749
(mention sur envoi).

ERIN

recherche
pour réalisation de logiciels en
informatique industrielle (mini
et micro-ordinateurs).

DES INGENIEURS
GRANDES ECOLES
UNIVERSITAIRES

- Option : Informatique, Auto-
matique, Electronique.
- Débutants à 3 ans d'expér.

Écr. avec C.V. à Axel Pub.
réf. 2921, 27, rue Tardieu,
75009 Paris, qui transmettra.

Nouvelle agence de P.A. res-
ponsable d'exécution
Titre grande expérience, res-
ponsabilité.

Écrire avec C.V., photo et pré-
tentions à RIG Conseil, 18, rue
Volney, PARIS 2^e, qui trans-
mettra. Discretion assurée.

MAIRE D'ERAGNY S/OISE
recherche

**UN REDACTEUR
OU COMMISS
EXPERIMENTE EN
COMPTABILITE M. 12**

Commune en forte expansion
située sur le territoire de la ville
nouvelle de CERGY, actuelle-
ment 15.000 habitants.
Poste libre immédiatement.

Écrire avec C.V. à Monsieur le
Maire D'ERAGNY-sur-OISE,
170, route Nationale,
95810 ERAGNY-sur-OISE.

**RESIDENCE DE RETRAITE
PROCHE BANLIEUE SUD**
recherche

INFIRMIERE D.E.
POSTE STABLE.

Tél : 860-80-39.

VILLE DE SEVRAN (93270)
recrute d'urgence

**BIBLIOTHECAIRE
EXPERIMENTE (E)**

postes à pourvoir au :
1^{er} octobre 1982
Adresser candidature et C.V.
détaillé à Monsieur le Maire.

IMPORTANTE SOCIETE
Filiale du Groupe THOMSON

recherche pour son

SERVICE MAINTENANCE

20 AGENTS

TECHNIQUES

ELECTROTECHNICIENS

Les candidats auront une formation minimum BAC F3 ou AFPA Automatismes ou électrotechnique, et BTS ou DUT Génie électrique.

Ils seront dégagés des obligations militaires. Ces postes sont à pourvoir en région parisienne et province, avec des contraintes d'horaires et déplacements fréquents.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 43145 au Bureau du Personnel B.P. 111
93203 SAINT DENIS Cedex 1

**ASSOCIATION
SECTEUR SOCIAL**
recherche pour centre d'accueil
de réfugiés.
Situé proximité DÉFENSE.

**1 RESPONSABLE DE
CENTRE.**
Rém. mensuelle brute :
5.896 F + prime de 7,5 %.

2 REDACTEURS
CHARGES DE L'ACCEUIL.
Rém. mensuelle brute :
5.217 F + prime de 7,5 %.

- BAC + 2.
- Trilingue : Français, Anglais,
Espagnol indispensable.
- Exp. secteur social souhaité.

Env. C.V. détaillé à : F.T.D.A.
28, r. St-Amand, Paris (19^e).

ÉCOLE PRIVÉE 11^e
rech. pour SEPTEMBRE 82

**1 SURVEILLANT
GÉNÉRAL, répétier**
35 ans minimum

1^{er} et 2^e cycle en :
FRANÇAIS - PHIL
ARTS PLASTIQUES
SCIENCES NATURELLES
PHYSIQUE/CHIMIE
ANGLAIS
EXPERIENCE ÉCOLE.

Adr. C.V. + photo à A.M.P.
sous réf. n° 5082/AT.
40, rue Olivier-de-Serres,
75015 PARIS, qui transmettra.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30
de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

Ile-de-France

Des chantiers pour des années

Le renouveau des gares parisiennes

L'été aura souvent permis d'accélérer les travaux sur les grands chantiers ouverts dans les gares parisiennes pour préparer l'accueil des voyageurs et des trains de l'an 2000. Bonne occasion de faire le point, gare par gare.

L'effort a été particulièrement important pour améliorer la desserte de la petite et de la grande couronne autour de Paris. L'achèvement des travaux de construction, à la fin de cette année, de la gare souterraine de banlieue et de la gare du Nord en témoigne. La S.N.C.F. transporte, en effet, quotidiennement en Ile-de-France 1 288 000 voyageurs (965 000 en 1962) et exploite 927 kilomètres de lignes.

Gare du Nord : priorité à la banlieue

Le trafic de banlieue a augmenté en vingt ans de 60 %, dépassant désormais 300 000 voyageurs par jour. Il était donc urgent d'améliorer les installations de la gare de banlieue et aussi de renforcer la capacité de transport de la ligne de banlieue. La S.N.C.F. étudie actuellement la possibilité de réaliser un passage souterrain entre la gare du Nord et la gare de l'Est.

Après avoir déclaré son intention de contribuer à promouvoir une architecture de qualité, le président de la République a autorisé l'ouverture de quelques grandes chantiers, capables de jouer un rôle d'entraînement au bénéfice de la production architecturale tout entière. Voilà une politique qui n'est pas à la mesure des ambitions affichées et de l'attente du public, mais qui pourrait s'avérer utile... à la condition de favoriser des

Au niveau inférieur se trouvent les quatre voies de la gare souterraine reliées vers le sud aux voies de la R.A.T.P. et vers le nord aux voies de banlieue. Au-dessus, une vaste salle permettant les échanges avec les quais du métro et les grandes lignes.

Enfin la construction de cette nouvelle gare a permis à la S.N.C.F. de construire, le long du faubourg Saint-Denis, une dalle où trouvera place une gare routière. Celle-ci accueillera les autobus, les taxis et les cars assurant la liaison entre les centres ferroviaires de la capitale. Le coût des travaux est estimé pour la S.N.C.F. à plus d'un milliard de francs. Parallèlement à cet aménagement, la S.N.C.F. va entreprendre la rénovation intérieure de la gare du Nord, pour moderniser ses installations.

Gare de l'Est : un souterrain vers la gare du Nord

C'est la gare la plus récente et donc la mieux conçue. Au cours des prochains mois sera installé le contrôle automatique des titres de transport. La S.N.C.F. étudie actuellement la possibilité de réaliser un passage souterrain entre la gare de l'Est et la gare du Nord.

Après l'article consacré dans le Monde du 10 août à l'aménagement du futur quartier d'Orsay, M. Michel Delaporte, président de l'Union nationale des syndicats français d'architectes, nous a adressé la lettre suivante :

Après avoir déclaré son intention de contribuer à promouvoir une architecture de qualité, le président de la République a autorisé l'ouverture de quelques grandes chantiers, capables de jouer un rôle d'entraînement au bénéfice de la production architecturale tout entière. Voilà une politique qui n'est pas à la mesure des ambitions affichées et de l'attente du public, mais qui pourrait s'avérer utile... à la condition de favoriser des

de l'Est et la gare du Nord pour permettre aux usagers de l'Est de bénéficier de la ligne du R.E.R. circulant gare du Nord.

Gare Saint-Lazare : saturation

Avec 386 000 « banlieusards », c'est la gare parisienne la plus fréquentée pour les déplacements en Ile-de-France, mais elle reste enclavée entre les rues de Rome et d'Amsterdam, très étroites, très fréquentées.

A la fin du mois de septembre, l'aménagement piétonnier de la cour de Rome sera achevé. A cette date, la livraison des bagages, notamment, ne s'effectuera plus pour du Havre mais pour d'Amsterdam, ce qui permettra d'engager les travaux pour agrandir la galerie marchande située au rez-de-chaussée de la gare.

Gare d'Austerlitz : nouvelles rames

La rénovation complète des services de voyageurs vient d'être terminée. De nouvelles rames automotrices à deux niveaux vont être mises en service au cours de l'année prochaine pour accroître la capacité des lignes de banlieue.

Gare de Lyon : monseigneur le T.G.V.

C'est la « gare impériale ». D'importants travaux ont été effectués pour permettre l'arrivée du T.G.V. Une gare souterraine de banlieue a aussi été construite. A la fin du mois de septembre s'ouvrira une partie de la salle d'accueil souterraine réservée aux grandes lignes. Au printemps de 1983, un passage traversant de part en part cette gare permettra de relier directement la rue de Bercy à la rue de Châteauboulevard.

Enfin la S.N.C.F. consensuelle des difficultés causées par la circulation des chariots transportant les bagages et les sacs postaux parmi les voyageurs, a décidé de faire circuler ces chariots dans un passage souterrain partant du lieu de chargement et débouchant près du point de départ des grandes lignes. Les travaux devraient commencer au cours de l'année prochaine. Il restera enfin à la S.N.C.F. et à la Ville de Paris à rénover au cours des prochaines années, l'île Saint-Charles, un des secteurs les plus vétustes de la capitale.

JEAN PERRIN.

Vers la fin des voitures-sandwiches ?

On les voit de plus en plus fréquemment sillonner les rues des grandes villes, de Paris en particulier : les hommes-sandwiches de la tradition ont été remplacés par des camionnettes-sandwiches qui, recouvertes de grands panneaux publicitaires, circulent à petite allure par deux ou par trois, vantant les mérites d'un spectacle ou d'un produit.

« Pollution insupportable », ont commencé à dire les défenseurs des sites. M. Claude Fuzier, sénateur (P.S.) de la Seine-Saint-Denis, s'est fait l'écho de leurs inquiétudes auprès du ministre de la consommation. Celui-ci vient de lui répondre dans le Journal officiel du 19 août. Voici ce qu'il dit et annonce :

« L'article 14 de la loi du 28 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et présentoirs, renvoie à un décret en Conseil d'Etat le soin de réglementer la publicité sur les véhicules terrestres. La prohibition de véhicules équipés à des fins essentiellement publicitaires portait atteinte aux sites et à l'environnement général.

Il est donc apparu nécessaire de maîtriser un phénomène dont le développement n'était pas conforme à l'esprit et aux grands principes de la loi sur la publicité.

En conséquence, le gouvernement a préparé un décret qui est actuellement soumis à la signature des ministres. Ce texte réglementaire interdira la stationnement de ces véhicules sur les voies publiques et réglementera strictement leur circulation en n'autorisant, ni leur formation en convoi, ni leur déplacement à vitesse anormalement réduite, ni leur pénétration dans des secteurs protégés. En outre, la surface maximum des publicités apposées sur chaque véhicule ne pourra excéder 16 mètres carrés.

Ces différentes prescriptions pourront faire l'objet de dérogations accordées par l'autorité de police à l'occasion de manifestations particulières. »

CORRESPONDANCE

Le mauvais exemple d'Orsay

Cette fonction ne peut être exercée qu'en préservant les choix fondamentaux, la cohérence du projet, la permanence des objectifs et la répartition des responsabilités.

Trop souvent, la commande publique se caractérise par un concours dont on oublie vite les données, des programmes remis en cause, une fonction architecturale méconnaissable, un dialogue embryonnaire, une définition souffrante des exigences techniques.

L'architecte, responsable de la conception et du développement des travaux des techniciens et des entreprises, ne peut travailler avec l'efficacité souhaitable que si la spécificité de sa fonction est recon-

nue et respectée tout au long du processus de création, c'est-à-dire lors de l'élaboration du projet et lors de la construction.

Reconquérir les trottoirs

Après notre encart intitulé « Piétons rois » (le Monde du 18 juillet), nous avons reçu de M. Ph. Rambaud, de Paris, les observations suivantes :

« La véritable zone réservée aux piétons est par définition le trottoir. Or, elle est de moins en moins accessible. Les trottoirs sont transformés en garages et parfois même en ateliers. Les cyclistes et motocyclistes y circulent librement. Certains d'entre eux en profitent même

pour piquer les sacs à main des passantes. En période estivale, les cafés et les restaurants utilisent les trottoirs comme annexe de leurs salles, sans qu'il soit certain qu'ils aient obtenu les autorisations nécessaires. En outre, le piéton ne peut plus sortir du trottoir car les voitures forment un barrage infranchissable, y compris sur les passages cloutés réservés aux piétons. Devant toutes ces infractions la police reste passive. »

Il ne faudrait pas, en l'occurrence, que la gare d'Orsay devienne le musée de bonnes intentions oubliées.

OFFRES D'EMPLOI	Ligne 1	Ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAL	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Ligne 1	Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

secrétaires

Important groupe industriel regroupe ses services commerciaux en région parisienne et recherche

Secrétaire bilingue français-anglais

30 ans minimum - BTS - sténo française et dactylo.
Tâches principales :
- Secrétariat de l'activité des agents commerciaux.
- Relations téléphoniques avec la clientèle (en français et en anglais).
- Courrier, devis.
- Participation au fonctionnement de l'organisation du bureau (environ 10 personnes).
Poste en proche banlieue Ouest.
Ecrire à Antoinette Leclercq, réf. M 8165.

C.R.E.S. filiale de MSL International
3, Place de Valois 75001 PARIS

DEMANDES D'EMPLOIS

J.-F. 32 ans cherche : emploi, standard, secrétaire, Bilingue, Anglais.

URGENT.

Téléphone : 370-66-82.
Télégramme : en cas de N.R.
H. 37 ans, licencié en droit, 19 ans d'expérience administrative, en français et en anglais, cherche : emploi, standard, secrétaire, Bilingue, Anglais.
Ecrire à M. L. LANGLOIS, 15, rue Brevin, Paris 14.

L'immobilier

appartements vente

5^e arrdt
JARDIN DES PLANTES
Métro Porte-des-Lies ou Pré-Saint-Gervais
dans immeuble bourgeois.
2 pièces
37 m²,
complet, chaudière, a. à manger, cuisine, cabinet de toilette.
7^e avec ascenseur.
Vue imprenable, 250.000 F.
Tél. L. bur. 236-75-42 pr R.V.

19^e arrdt
BOULEVARD SEURIER
Métro Porte-des-Lies ou Pré-Saint-Gervais
dans immeuble bourgeois.
2 pièces
37 m²,
complet, chaudière, a. à manger, cuisine, cabinet de toilette.
7^e avec ascenseur.
Vue imprenable, 250.000 F.
Tél. L. bur. 236-75-42 pr R.V.

15^e arrdt
ÉMILE-ZOLA 4 bis 44
2 pièces
37 m²,
complet, chaudière, a. à manger, cuisine, cabinet de toilette.
7^e avec ascenseur.
Vue imprenable, 250.000 F.
Tél. L. bur. 236-75-42 pr R.V.

17^e arrdt
45, AV. DE VILLIERS
Métro Malesherbes
Anciens ateliers d'artistes rénovés
Duplex avec loggia
de 2-4 et 5 pièces
à quelques studios.
Lieux lumineux, grand, jardi et verdoyant de 12 h à 18 h.
LIVRAISON IMMÉDIATE.

BOULOGNE BOIS
4 pièces, belle occasion.
603-29-81 (ou 804-63-74 de 19 à 20 heures).

BOULOGNE
résidentiel gd séjour, a. à manger, 3 chères, s. de bns, s. d'eau, chaudière, cuis. équipée, cheminée, poêle, terrasse, jardin, SONNE OCCASION. 803-29-81.

NEUILLY 42 m² calme, SOLEIL, mm. 77 m, confort, 450.000 F. - 528-92-13.

locations meublées demandes

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction locaux adaptés à standing, 4 pièces et plus. 281-10-20.

Province
NICE, cause départ, appart. de 2 pièces, cuisine, salle de bains, salle de bain, terrasse, plein sud, téléphone, télévision, 2 chères, garage individuel, très calme, vue sur mer et sur les montagnes, 150.000 F. Téléphone : (03) 53-08-88.

locations non meublées demandes
Paris
EMBASSY-SERVICE
5, rue de Massena, 75008 PARIS, recherche pour ses clients locaux adaptés à standing, 4 pièces et plus. 281-10-20.

SAINT-TROPEZ
A vendre, hôtel ou investissement, terrain centre de Saint-Tropez, 300 m, vue de la place des Lices, de 2.700 m², C.C.S. 0,25, surf. constructible 750 m² avec permis de construire pour un hôtel 4-5-6 de 20 chambres, avec piscine et parking.
Tél. le matin (04) 97-33-20.

villegiature
Loux Région AIX-LES-BAINS meublé vac. ou pers. Tél. : (78) 80-50-35 ou (78) 81-39-34.

CANNES
Appartements bord de mer plein sud. Mises au quinzaine CANNES-MOI
Bd du Midi T. 1931 47-00-55.

TOURNETTES-VAR
Entre mer et montagne, sept. 2 pces, mont. du quinzaine, COULOMB - 48, avenue de la République, 91450 LGNY. 908-43-68/17-61.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

confirmée
BILINGUE ALLEMAND
Le Directeur Général d'un important groupe français représenté dans le monde entier recherche SA secrétaire.

Exigences du poste :
- solide expérience d'un secrétariat de haute direction
- frappe impeccable, sténo rapide
- grande disponibilité pour accompagner son Directeur dans ses déplacements en Europe
- capacité à lui servir d'interprète en langue allemande
- grande aisance sociale.
Lieu de travail : proximité métro Châtelet.
Si vous répondez à l'ensemble de ces points, merci d'adresser votre CV + photo + rémunération sous référence 337 M à :

THORACE conseil
97, rue de Richelieu 75002 PARIS

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe).
Don. une doc. sur notre revue spécialisée.
MIGRATIONS (I.M.) - 3, rue Montyon, 75425 Paris Cedex 05.

travail à domicile

SECRÉTAIRE ch. trav. dactylo FRANCH. ANGLAIS sur machine électronique : thèses, rapports, factures, devis etc. Tél. : 274-51-77.

automobiles

de 5 à 7 CV.
Vd R 14 TS, décembre 78, mod. 80, 68.000 km, très bon état, 1^{er} main. Prix 21.000 F. Téléphone : 098-88-88.

ventes

de 5 à 7 CV.
Vd R 14 TS, décembre 78, mod. 80, 68.000 km, très bon état, 1^{er} main. Prix 21.000 F. Téléphone : 098-88-88.

locations meublées demandes

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction locaux adaptés à standing, 4 pièces et plus. 281-10-20.

locations non meublées demandes

Paris
EMBASSY-SERVICE
5, rue de Massena, 75008 PARIS, recherche pour ses clients locaux adaptés à standing, 4 pièces et plus. 281-10-20.

SAINT-TROPEZ

A vendre, hôtel ou investissement, terrain centre de Saint-Tropez, 300 m, vue de la place des Lices, de 2.700 m², C.C.S. 0,25, surf. constructible 750 m² avec permis de construire pour un hôtel 4-5-6 de 20 chambres, avec piscine et parking.
Tél. le matin (04) 97-33-20.

villegiature

Loux Région AIX-LES-BAINS meublé vac. ou pers. Tél. : (78) 80-50-35 ou (78) 81-39-34.

REPRODUCTION INTERDITE

locations meublées demandes

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction locaux adaptés à standing, 4 pièces et plus. 281-10-20.

locations non meublées demandes

Paris
EMBASSY-SERVICE
5, rue de Massena, 75008 PARIS, recherche pour ses clients locaux adaptés à standing, 4 pièces et plus. 281-10-20.

SAINT-TROPEZ

A vendre, hôtel ou investissement, terrain centre de Saint-Tropez, 300 m, vue de la place des Lices, de 2.700 m², C.C.S. 0,25, surf. constructible 750 m² avec permis de construire pour un hôtel 4-5-6 de 20 chambres, avec piscine et parking.
Tél. le matin (04) 97-33-20.

villegiature

Loux Région AIX-LES-BAINS meublé vac. ou pers. Tél. : (78) 80-50-35 ou (78) 81-39-34.

CANNES

Appartements bord de mer plein sud. Mises au quinzaine CANNES-MOI
Bd du Midi T. 1931 47-00-55.

TOURNETTES-VAR

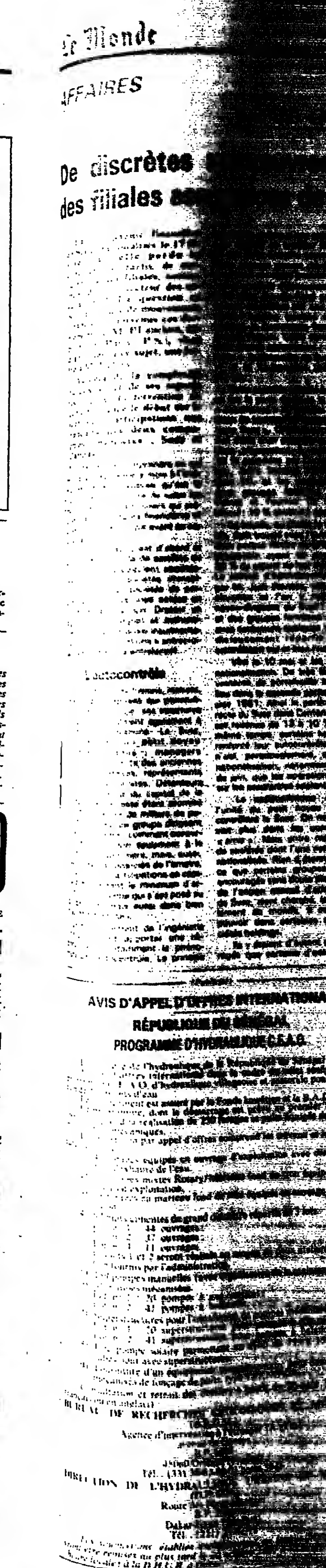
Entre mer et montagne, sept. 2 pces, mont. du quinzaine, COULOMB - 48, avenue de la République, 91450 LGNY. 908-43-68/17-61.

locations meublées demandes

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction locaux adaptés à standing, 4 pièces et plus. 281-10-20.

locations non meublées demandes

Paris
EMBASSY-SERVICE
5, rue de Massena, 75008 PARIS, recherche pour ses clients locaux adaptés à standing, 4 pièces et plus. 281-10-20.



AFFAIRES

DEPUIS LA NATIONALISATION

De discrètes manœuvres se déroulent pour le contrôle des filiales assurances de la Compagnie financière de Suez

La Compagnie financière de Suez, nationalisée le 17 février, a-t-elle perdu le contrôle, de facto, de certaines de ses filiales, notamment dans le secteur des assurances ? La question se pose à la suite de mouvements financiers intervenus ces derniers mois. M. Planchou, député de Paris (P.S.), vient d'adresser, à ce sujet, une lettre à M. Delors.

Au-delà de la complexité du dossier et de ses aspects techniques, l'intervention du député relance le débat sur le sort des participations non bancaires des deux compagnies financières : Suez et Paribas.

Pour tenter de comprendre ce qui s'est passé ces derniers mois à l'intérieur de cette nébuleuse qu'est le groupe Suez, il importe de saisir les mécanismes très particuliers qui président aux structures financières et de pouvoir de ce groupe event sa nationalisation.

Le groupe Suez, c'est d'abord et surtout une multitude de sociétés de toutes sortes où voisinent sociétés d'assurances, holdings, sociétés immobilières, financières, sociétés de portage d'actions. Les unes cotées en Bourse, les autres non. Dresser un organigramme complet et authentique est une tâche quasi insurmontable tant les participations s'entrecroisent, s'emmêlent, s'entassent.

L'autocontrôle

Fruit de multiples fusions, tachats, créations d'entreprises qui ponctuent la vie du groupe, ses structures financières répondent également à d'autres considérations. La Suez, c'était en fait un petit noyau d'hommes, d'amis, de managers cooptés, descendants des anciennes familles propriétaires, représentants de groupes capitalistes. Détenteurs d'une faible partie du capital de la maison mère, le reste étant éparpillé entre des dizaines de milliers de petits actionnaires, ce groupe dirigeait avec un problème : comment conserver le pouvoir, non seulement à la tête de la maison mère, mais, aussi, au sein des millions-clés de l'empire, avec de faibles participations en capital et en injectant le minimum d'argent ? Un problème qui s'est posé au groupe Suez, mais aussi dans bien d'autres entreprises.

Le développement de l'ingénierie financière allait apporter une réponse, avec notamment le phénomène de l'autocontrôle. Le principe

est simple, même si son application a pour objectif de brouiller les cartes. Le cas de la branche assurances de Suez, premier groupe privé du secteur, est à cet égard exemplaire.

Les sociétés d'assurances proprement dites (Abeille-Paoli sont directement contrôlées par une première société holding (société de portefeuille), la Compagnie financière du groupe Victoire. Cette dernière avait deux grandes actionnaires : la maison mère - la Financière de Suez (27 %) - et la Compagnie industrielle (47 %).

Cette seconde société holding est en fait le pivot de toute la structure « Assurances » du groupe. La répartition de son capital illustre le « système Suez ». Officiellement, la maison mère n'en détenait que 7,7 %. Mais s'ajoutaient à cela, environ 16 % possédées par Centenaire Blancy, autre holding fourre-tout du Suez (11, et les participations de deux groupes familiaux « amis », Vernes et Fournier (la Navigation Mixte) : 10 % environ à eux deux.

Le bouclier, ou plutôt le tour de table, était bouclé avec l'autocontrôle : deux petites filiales de la Compagnie industrielle ayant un peu plus de 20 % du capital de leur maison mère. Le conseil d'administration, présidé par M. Jack Francès, réunissait cette situation et l'on y retrouvait le nouveau dirigeant du Suez : managers et des groupes familiaux amis. Bref avec seulement quelques intérêts judicieusement répartis, ceux-ci contrôlaient bel et bien l'empire.

Vint le 10 mai et les projets de nationalisation. De très légers mouvements de portefeuille auraient lieu dans la seconde partie de l'exercice 1981. Ainsi la participation directe du Suez dans Centenaire Blancy est revenue de 13 à 10 %. Dans le même temps, certains holdings ont renforcé leur autocontrôle. Mais, ce n'est, paradoxalement, qu'après la nationalisation, notamment au mois de juin, que les opérations sérieuses sur les assurances allaient intervenir.

La nationalisation « c'est-à-dire », l'unité du petit noyau d'hommes contrôlant le Suez. On ne se retrouvait plus dans les conseils entre « amis ». Mais entre représentants de sociétés dont l'une est désormais nationalisée. Rien d'étonnant donc à ce que certains groupes familiaux, ancrés dans le Suez, soient cherchés, la plus légitime des raisons, à conserver le pouvoir dans certaines de ces sociétés holdings.

Il y a eu d'autant plus encouragés que certains d'entre eux (ou

leurs sociétés), allaient disposer d'importantes rentrées d'argent frais avec l'indemnisation. C'est le cas notamment de M. Jean-Marc Vernes et de... la Compagnie financière du groupe Victoire qui possédait 7 % de la Financière de Suez (toujours la fameuse autocontrôle) et a dû toucher à ce titre, près de 300 millions de francs d'obligations d'Etat.

Une messe de manœuvres que ces personnes ont cherché à réinvestir. Tout naturellement, ils ont tourné leur regard vers les secteurs où ils étaient déjà présents et qu'ils ont sans doute jugé les plus rentables à terme : les assurances (2).

Le maillon faible

Toujours est-il qu'à la fin de juin, les groupes Fournier et Vernes allaient, comme on le reconnaît dans l'entourage du premier ministre, « s'attaquer au maillon faible du dispositif ». Ils achètent eux deux petites filiales de la Compagnie industrielle une partie de ses actions. La transaction se serait opérée hors bourse dans le cadre de la législation sur les échanges de blocs d'actions. Désormais, les groupes Fournier et Vernes détiendraient donc chacun un peu plus de 10 % de la compagnie industrielle (3). Ce qui en fait les principaux actionnaires.

Pourquoi M. Planchou le nouveau patron de Suez, nommé par le gouvernement le 17 février, ne s'est-il pas opposé à une telle opération ? En fait, son pouvoir réel sur les sociétés holdings du groupe est faible et n'en contrôle pas les conseils d'administration. Certes M. Planchou a bien été coopté comme administrateur de la Compagnie Industrielle, mais le Suez nationalisé n'a pas, dans ce conseil comme dans d'autres, le pouvoir. Celui-ci reste aux mains des « anciens », de M. Jack Francès qui est toujours président de la Compagnie Industrielle. Cet ancien président d'honneur du Suez n'a pas caché son désir de quitter le groupe du fait de la nationalisation.

Face à cette offensive, l'attitude de M. Planchou et de ses « tuteurs », de la rue de Rivoli, e d'abord été de tenter d'y voir clair dans l'organigramme. Ce qui a pris apparemment quelque temps.

De complexes et subtiles relations se sont ensuivies établies entre le « club des anciens », dont certains ont toujours des fonctions au Suez, et le pouvoir. Chacun va donc essayer ses pions, sans chercher cependant à engager une bataille frontale où les deux parties auraient beaucoup à perdre.

Pour sa part, M. Planchou e, avec l'avai de la rue de Rivoli, tenté d'acquiescer, par achats en bourse, les participations directes du Suez dans un certain nombre de holdings, dont il sent bien que la contrôle risque de lui échapper (ou lui a déjà échappé) (4). Il a porté ainsi sa participation dans la compagnie financière Victoire de 28 à 30 % et de 7,5 à 11 % celle dans la Compagnie industrielle.

Cela reste encore insuffisant pour assurer la maîtrise des assurances Abeille-Paoli. Car le sort de Centenaire Blancy qui détenait 16 % de la Compagnie Industrielle reste incertain. Certes, le Suez y a renforcé sa position sans dernières semaines et pourrait compter sur 30 %. Mais, compte tenu de l'autocontrôle et des participations du « club des anciens », on ne peut pas ranger Centenaire Blancy dans son camp. La bataille semble donc s'être déplacée autour de ce holding.

« Il ne s'agit en aucune façon d'étendre l'emprise de l'Etat », explique M. Planchou. « Je ne veux pas que l'on prive Suez de ses filiales et je défends tout simplement l'empire menacé. Il faut clarifier la situation », ajoute-t-il en dénonçant ce système de l'autocontrôle. M. Planchou souhaiterait le faire en regroupant par exemple toutes les participations du groupe dans le secteur assurances dans un seul holding et en supprimant quelques-unes de ces sociétés d'écrans parasites.

Au-delà du sort des assurances du groupe Suez, cette affaire amène à se poser plusieurs questions. Il est pour le moins étonnant qu'un en après le début du processus de nationalisation l'Etat n'ait toujours pas une vision exacte de l'ensemble des participations détenues par les banques et les deux compagnies financières, de leurs articulations et des liaisons avec les groupes privés.

Dans sa lettre au ministre de l'économie M. Planchou souhaite qu'une communication soit faite sur le recensement des participations de l'Etat à la prochaine réunion du Haut conseil du secteur public. Une tâche à laquelle se serait déjà attelé M. Delors.

Cette affaire illustre pour M. Planchou « l'urgence nécessaire » du dépôt du projet de loi fixant les principes de cession au secteur privé des intérêts non stratégiques des groupes publics. Encore faudrait-il auparavant que les pouvoirs publics distinguent ce qui est stratégique de ce qui ne l'est pas.

J.-M. QUATREPOINT.

(1) Le groupe « contrôle », avant la nationalisation, 48 % du capital de Centenaire Blancy. Un « contrôle » qui s'exerçait au travers des participations dans une cascade de sociétés plus ou moins « amies » du groupe.

(2) La Navigation mixte contrôle Via-Assurances (Le Monde-Le Nord), important groupe privé du secteur qui connaît quelques problèmes.

(3) La Compagnie de navigation mixte de M. Fournier contrôle également Via Banque issue de la fusion en 1980 de plusieurs établissements financiers. Cet Via-Banque qui a acquis plus de 10 % de la Compagnie Industrielle.

(4) La Compagnie financière de Suez, nationalisée, ne consolide plus que les participations dont elle est sûre. Ce qui explique les différences constatées entre le rapport annuel de 1980 et celui de 1981.

SOCIAL

Marché commun : l'augmentation du chômage a été de 3,7 % en juillet

Selon les statistiques mensuelles publiées par la C.E.E., le nombre de chômeurs dans la Communauté en juillet atteint 10 700 000 et représentait 9,6 % de la population active. En un mois, le chômage s'est accru en moyenne de 3,7 %, mais de 12,1 % en Belgique, de 6,5 % en R.F.A. et de 4,2 % au Royaume-Uni. En France, la hausse n'a été que de 1,7 %.

Selon les statisticiens de la Communauté, 4,3 millions de jeunes se présenteront cette année pour la première fois sur le marché du travail, soit 2 % de plus qu'en 1981.

Entre 1980 et 1981, le nombre de personnes ayant un emploi dans la C.E.E. a diminué de 1,5 % (soit 1,65 million), et le nombre de chômeurs s'est accru de 31,3 % dans la même période.

Cette baisse de l'emploi a particulièrement affecté le Royaume-Uni (-5,3 %), la Belgique (-2,1 %),

le Danemark (-1,4 %) et la France (-0,7 %). A l'inverse, l'emploi a légèrement augmenté en Italie (+0,4 %) et au Luxembourg (+0,2 %).

Les secteurs les plus touchés sont l'agriculture et l'industrie qui ont perdu respectivement 5 % et 4 % de leurs emplois. Les « services » n'ont pas compensé ces pertes. Contrairement à ce qu'ils avaient permis dans les années 75, le nombre d'emplois dans ce secteur n'a crû que de 0,4 % entre 1980 et 1981.

La population totale employée en 1981, selon les services de la C.E.E., s'élève de 107,9 millions de personnes (soit 68,82 millions d'hommes et 39,08 millions de femmes). Enfin, l'accroissement de la population active (0,4 % en un an) est principalement dû au développement de l'activité féminine (+0,8 % de 1980 à 1981).

A LA VILLETTE

L'usine Sofralait ne fonctionne pas depuis deux mois et demi

Des relents de lait rance planent au-dessus des cuves de métal flamboyant. Hangars vides, boîtes de lait stockées (deux cents mille litres bientôt périmés)... l'entreprise Sofralait à la Porte de La Villette, jadis première laiterie de la région, connaît-elle les débuts de sa fin ?

La production (pasteurisation et conservation), la distribution et l'administration sont arrêtées depuis le 8 juin. L'annonce d'un plan de restructuration avait alors provoqué une grève et la séquestration des dirigeants de l'entreprise. Cette action avait pris fin avec la promesse de négocier la restructuration envisagée. Mais, le travail n'a pas repris. L'arrêt est provoqué par une grève, affirme la direction : il s'agit d'un lock-out, dit la C.G.T., seul syndicat présent à La Villette. Depuis début de juin, cent soixante des trois cent cinquante salariés de l'entreprise occupent les locaux, « prêts à travailler à tout moment », disent-ils. La quasi totalité des ouvriers de la production qui sont pour la plupart immigrés et une partie des garçons laitiers participent au mouvement. En attendant une reprise que la direction a exclue jusqu'à présent.

Si les pouvoirs publics, dont l'arbitrage a été sollicité, dès le début par la C.G.T., obligent la direction à revenir sur son orientation, « nous déposons le bilan de Sofralait », affirme M. Aigouy, directeur général : « l'ensemble du personnel du groupe, huit cents personnes, se trouvera sans emploi ».

La menace s'appuie sur des arguments de rentabilité. Depuis des années, l'unité de La Villette est déficitaire. Ses effectifs sont passés par paliers de mille huit à trois cent cinquante personnes. Réputée jadis pour son lait pasteurisé, elle ne s'est guère diversifiée en autres produits comme les crèmes ou les yaourts, contrairement à ce que firent ses

concurrents. La prise de contrôle Sofralait, il y a quelques années par de nouveaux actionnaires, dont le groupe Roquefort, n'a pas amélioré la situation. De fait, c'est le lait pasteurisé qui fait problème. Sa consommation a diminué en cinq ans de 50 %, passant de 80 à 30 % du marché. Dans le même temps a triomphé l'« U.H.T. », lait de longue conservation.

Selon une étude réalisée par des experts, à la demande de la C.G.T., le consommateur n'a guère eu à donner son avis, et les agriculteurs ont été mis devant le fait accompli par les distributeurs. La longue conservation, assure à ces derniers, de meilleurs profits à moindre risque.

Le lait pasteurisé, devrait être à nouveau promu, ou tout au moins valorisé, demande la C.G.T., qui fait valoir le goût et les valeurs nutritionnelles de ce type de lait. Mais risquerait à cela ? La direction, soucieuse de rentabilité, n'est pas convaincue. Que vont faire les pouvoirs publics ? Au niveau national, ils ont récemment pris une mesure qui permet la vente des laits pasteurisés sous sept jours et non plus sous trois jours, comme précédemment. Pour Sofralait, le C.I.R.I. (1) étudie les conditions de restructuration de l'unité de La Villette avec un effectif réduit.

Aux yeux des grévistes, cette politique au sommet paraît lointaine. Dans les locaux occupés, on joue aux boules ou à la belote entre deux collègues d'affiches, en ville. L'argent manque dans les porte-monnaies. Les grévistes d'ont pas touché un sou depuis juin et attendent toujours le versement de leurs congés payés - « un dû pourtant ». - Chacun s'organise. Les Algériens majoritaires à la production, mangent à crédit dans les restaurants de leurs compatriotes, installés dans le quartier. La solidarité fonctionne, mais pour combien de temps ?

La direction s'est provisoirement installée à Rungis. La plupart des employés du siège, une soixantaine d'ouvriers et de garçons laitiers, y assurent production et distribution. Une filiale, Parilait, a permis l'opération. « L'activité a retrouvé son rythme normal », affirme M. Aigouy. « Par leur action, les grévistes ont facilité de fait, la restructuration qu'ils refusent », ajoute-t-il. Les nouveaux circuits mis en place par la direction de Sofralait, seront-ils consolidés dans les prochaines semaines ? Si tel était le cas, les grévistes n'auraient plus qu'une seule issue : être licenciés et percevoir leur dû. Dans les locaux de La Villette, on attend de plus en plus, l'arbitrage des pouvoirs publics.

DANIELLE ROUARD.

(1) Comité interministériel de restructuration industrielle (anellement : Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles).

● « Un nouveau droit du travail » : un colloque organisé par la revue *Droit social*, les 1^{er} et 20 octobre 92, rue d'Assas, à Paris, prévoit, outre la participation de M. Delors, ministre de l'économie et des finances, et de M. Jean Auroux, ministre du travail, celle de M. Barre et de M. Raymond Soulié, ainsi que des professeurs J.-J. Dupeyron, A. Lyon-Caen, J. Pellissier, A. Supiot, G. Couturier, J.-M. Verdier. Trois thèmes seront abordés : le travail à durée limitée, la représentation du personnel et la négociation. Pour tous renseignements, tél. : 325-1525 ou 329-21-40, aux postes 445 et 538. *Droit social*, 3, rue Soufflot, 75005 Paris.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL PROGRAMME D'HYDRAULIQUE C.E.A.O.

Le ministre de l'hydraulique de la République du Sénégal lance un avis d'appel d'offres international dans le cadre du volet sénégalais du programme C.E.A.O. d'hydraulique villageoise et pastorale pour la création de 230 points d'eau.

Le financement est assuré par le Fonds koweïtien et la B.A.D.E.A. Le programme, dont le démarrage est prévu au premier trimestre 1983, comprend la réalisation de 250 forages et puits équipés de pompes manuelles et mécaniques.

La répartition par appel d'offres comprend les travaux et les fournitures suivants :

- 41 forages équipés en ouvrage d'exploitation avec contre-puits pour l'exhaure de l'eau.
- 19 forages mixtes Rotary/Marteau fond de trou équipés en ouvrages d'exploitation.
- 98 forages au marteau fond de trou équipés en ouvrage d'exploitation.
- 92 puits cimentés de grand diamètre répartis en 3 lots.
Lot n° 1 : 44 ouvrages ;
Lot n° 2 : 37 ouvrages ;
Lot n° 3 : 11 ouvrages.
Les lots 1 et 2 seront réalisés au moyen de deux ateliers de forage fournis par l'administration.
- 189 pompes manuelles (avec organisation de la maintenance).
- 61 pompes mécaniques.
Lot n° 1 : 20 pompes à axe vertical ;
Lot n° 2 : 41 pompes à balancier.
- Superstructures pour l'installation de pompes mécaniques.
Lot n° 1 : 20 superstructures pour pompes à axe vertical ;
Lot n° 2 : 41 superstructures pour pompes à balancier.
- Une pompe solaire permettant un débit de 125 à 150 mètres cubes/jour avec superstructures.
- Fourniture d'un équipement complémentaire pour deux ateliers mécaniques de forage de puits, type TEKNIFOR.

Consultation et retrait des dossiers à partir du 20 août 1982 (en français ou en anglais).

BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES (B.R.G.M.)

Agence d'intervention à l'étranger (A.G.E.I.)

avenue de Concorde

B.P. 6009

45060 Orléans (France)

Tél. : (33) 38-63-80-01 poste 3945

DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE URBAINE ET RURALE (D.H.U.R.)

Route des Pères-Maristes

B.P. 2041

Dakar-Hann (Sénégal)

Tél. : (221) 21-42-79

Les soumissions, établies exclusivement en langue française devront être remises au plus tard le 20 octobre 1982 à 15 heures G.M.T. (heure locale) à la D.H.U.R. 6 Dakar.

DÉMOGRAPHIE

LA C.E.E. COMPTAIT 270 MILLIONS D'HABITANTS EN 1981

La C.E.E. comptait deux cent soixante-dix millions quatre cent cinquante habitants en 1981, indiquent les dernières statistiques publiées par la Commission. Quatre pays regroupent 84 % de cette population - la R.F.A. (61 658 000 habitants), l'Italie (56 207 000 habitants), le Royaume-Uni (53 840 000 habitants) et la France (53 602 000 habitants). Aux Pays-Bas, on recense 14 209 000 personnes, contre 9 850 000 (estimation provisoire) en Belgique, 9 699 000 en Grèce, 5 134 000 au Danemark, 3 431 000 en Irlande et 365 000 au Grand-Duché de Luxembourg.

Le taux de natalité varie du simple au double selon les pays - 10,1 pour mille en R.F.A., 21 pour mille en Irlande, - il est de 12,4 pour mille en moyenne dans la Communauté. Le nombre de mariages est élevé en Grèce (taux : 7,3 pour mille) et au Royaume-Uni (7,2 pour mille), mais faible au Danemark (4,9 pour mille). Il est en moyenne de 6,1 pour mille dans la C.E.E.

Le taux de mortalité varie peu d'un pays à l'autre, il est en moyenne de 10,6 pour mille (12 pour mille au Royaume-Uni, 8,1 pour mille aux Pays-Bas). La mortalité infantile est élevée en Grèce (taux : 15,6 pour mille) et en Italie (14,1 pour mille), mais plus faible au Danemark (8,1 pour mille).

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE

ENAFOR

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 19-82

ENAFOR lance un appel d'offres international pour la fourniture de :

25 VÉHICULES LOURDS DU TYPE PÉTROLIER

Cet appel d'offres s'adresse aux seules Entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges à ENAFOR - Département Engineering et Approvisionnement, 1, place Bir-Hakeim, El-Biar (Alger) à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en six (6) exemplaires, sous double pli cacheté et recommandées, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine, et portant seulement la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 19-82 - CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR », à l'attention de M. le Chef de Département Engineering et Approvisionnement, devront parvenir au plus tard le 9 octobre 1982, date de rigueur. Toute soumission parvenant après cette date sera rejetée.

Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'Appel d'Offres.

CONJONCTURE

Le F.M.I. ne prévoit qu'une modeste reprise d'ici à la fin de 1982

« Une modeste reprise pourrait commencer au second semestre 1982, mais, pour l'ensemble de cette année, la progression du produit national brut (P.N.B.) global des pays industrialisés n'est pas véritablement pas moins inférieure à celle de 1981 » (1,1 %), indique le Fonds monétaire international dans son rapport pour 1982. De 1977 à 1979, la croissance avait été de 4 %. Le déficit des paiements de ces pays, qui avait déjà été ramené de 66 milliards de dollars en 1980 à 25 milliards de dollars en 1981 du fait principalement de la baisse des importations de pétrole, « devrait être réduit considérablement d'ici à la fin de 1982 », en raison notamment de la faiblesse des cours des matières premières et de la stagnation des importations.

La situation des pays producteurs de pétrole se caractérise, selon le F.M.I., par « la continuation probable » cette année de la réduction de leur P.N.B. global (- 4,5 % en 1981), du fait de la baisse de la demande de pétrole. L'excédent de leurs balances des paiements ne devrait atteindre en conséquence que 25 milliards de dollars, contre 69 milliards en 1981 et 116 milliards en 1980. Le volume de leurs importations devrait toutefois croître encore de quelque 5 % cette année (contre 15 % en 1981).

Pour les pays en développement non producteurs de pétrole, « l'année 1982 », souligne le Fonds, « est marquée par une nouvelle et importante décelération de leur croissance ». La production réelle globale n'a augmenté que de 2,5 % en 1981 - le taux annuel le plus bas enregistré depuis plusieurs dizaines d'années - contre 5 % pour chacune des deux années précédentes et 6,3 % en 1978. Cette évolution reflète notamment la dégradation des termes de l'échange, la chute des taux d'intérêt, la récession dans les pays industrialisés, mais aussi certaines « politiques financières » exagérément expansionnistes.

Cette situation a entraîné pour l'ensemble de ces pays une aggravation de 13 milliards de dollars du déficit global de leurs balances des paiements en 1981. Celui-ci a ainsi atteint 100 milliards de dollars (contre 87 milliards en 1978), et il ne semble pas qu'il « diminue de manière sensible en 1982 ».

AGRICULTURE

Le voyage de M^{me} Cresson dans l'Aveyron a quelque peu déçu les organisations agricoles traditionnelles

De notre correspondant

MILLAU - Est-ce parce que M^{me} Edith Cresson a voulu traiter des problèmes causés par la sécheresse autrement qu'en se contentant d'« allonger des subventions » ? Toujours est-il que les dirigeants des principales organisations de l'Aveyron n'ont pas eu une bonne impression au terme du récent passage du ministre de l'Agriculture dans le département. Les mesures annoncées (le Monde daté 22-23 août) leur ont paru très insuffisantes : ils craignent que les reports d'échéance de certains prêts ne soient immédiatement répercutés sur l'année qui suit. Quant à la prise en charge des intérêts des prêts versés au titre de la sécheresse de 1976, ils la jugent relativement secondaire, les intérêts des dernières années étant minimes.

« Occasion manquée », ont conclu la plupart des dirigeants agricoles, seuls le MOIEF et les Travailleurs Paysans, reçus par M^{me} Cresson à la sous-préfecture de Millau, estiment réellement positive une visite qui établissait leur reconnaissance de fait dans un département dominé par la F.D.S.E.A. et le C.D.J.A.

Et pourtant, au-delà des réactions officielles, les contacts sur le terrain

ont toujours été chaleureux et le dialogue réel. Lors d'une entrevue informelle et privée, jeudi soir 13 août dans une ferme près de Camarès, les dirigeants agricoles ont dîné avec le ministre et son chef de cabinet, M. Goury. Ils ont dit tout ce qu'ils avaient sur le cœur à l'égard de la politique gouvernementale et sont repartis manifestement contents, estimant qu'ils avaient pu faire « la bonne formation de ministre ». De son côté, M^{me} Cresson a reconnu « la qualité des dirigeants agricoles aveyronnais ». En revanche, le ton est resté vif sur les problèmes de représentativité syndicale, les responsables aveyronnais prônant l'unité chère à la F.N.S.E.A. tandis que M^{me} Cresson estimait qu'il n'y avait « rien de choquant à la pluralité, manifestation de la démocratie ».

Enfin, on notera que, dans une région à dominante rurale, le ministre socialiste de l'Agriculture a voyagé sans heurt : une perspective encourageante pour le président de la République qui vient à Rodez le 28 septembre.

LOUIS LAFABRIÉ.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	+ ou -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.E.U.	6,8615	6,8645	+ 285	+ 310
S.E.U.	5,5495	5,55	- 25	- 10
Yen (100)	2,6865	2,6895	+ 170	+ 190
DM	2,7915	2,7940	+ 145	+ 165
Flora	2,5375	2,5390	+ 130	+ 145
F.B. (100)	14,5340	14,5465	+ 180	+ 195
F.S.	3,3660	3,31	+ 335	+ 365
L. (1 000)	4,9530	4,9570	- 300	- 250
E.	11,9230	11,9320	+ 360	+ 440

TAUX DES EURO-MONNAIES

	DM	S.E.U.	Flora	F.B. (100)	F.S.	L. (1 000)	E.
8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4	15 1/4
16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4	16 1/4
17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4
18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4	18 1/4
19 1/4	19 1/4	19 1/4	19 1/4	19 1/4	19 1/4	19 1/4	19 1/4
20 1/4	20 1/4	20 1/4	20 1/4	20 1/4	20 1/4	20 1/4	20 1/4
21 1/4	21 1/4	21 1/4	21 1/4	21 1/4	21 1/4	21 1/4	21 1/4
22 1/4	22 1/4	22 1/4	22 1/4	22 1/4	22 1/4	22 1/4	22 1/4
23 1/4	23 1/4	23 1/4	23 1/4	23 1/4	23 1/4	23 1/4	23 1/4
24 1/4	24 1/4	24 1/4	24 1/4	24 1/4	24 1/4	24 1/4	24 1/4
25 1/4	25 1/4	25 1/4	25 1/4	25 1/4	25 1/4	25 1/4	25 1/4
26 1/4	26 1/4	26 1/4	26 1/4	26 1/4	26 1/4	26 1/4	26 1/4
27 1/4	27 1/4	27 1/4	27 1/4	27 1/4	27 1/4	27 1/4	27 1/4
28 1/4	28 1/4	28 1/4	28 1/4	28 1/4	28 1/4	28 1/4	28 1/4
29 1/4	29 1/4	29 1/4	29 1/4	29 1/4	29 1/4	29 1/4	29 1/4
30 1/4	30 1/4	30 1/4	30 1/4	30 1/4	30 1/4	30 1/4	30 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

Au Mexique

Le gouvernement prolonge le contrôle des prix et va interdire les importations d'automobiles

De notre correspondant

Mexico. - La réouverture du marché des échanges et les premiers succès enregistrés dans la négociation de la dette extérieure ont contribué au cours de la semaine dernière à détendre légèrement l'atmosphère de crise. Après six jours de suspension, les banques ont recommencé, le jeudi 19 août, à acheter et à vendre des dollars (le franc français n'était pas coté) suivant le nouveau système de triple parité mis en place la veille. Le taux préférentiel (pour le paiement de la dette et l'importation de biens non alimentaires) s'est maintenu à 49,50 pesos pour 1 dollar. Les « mexdollars » (compte en dollars dans les institutions financières du Mexique) étaient, eux, cotés à 69,50 pesos. Enfin, sur le marché libre, les transactions ont commencé à 120 pesos à l'achat et à 130 à la vente, conformément à une décision des banques pour décourager les spéculateurs, et se sont terminées à 105 et 115 pesos respectivement. Depuis lors, la monnaie américaine n'a cessé de baisser jusqu'au taux de 90 pesos à l'achat et de 97 pesos à la vente, le samedi.

Dans le cadre des mesures annoncées le mardi 17 par le ministre des finances, M. Jesus Silva Herzog (le Monde du 21 août), les États-Unis ont fait savoir leur décision de multiplier par quatre leurs achats de pétrole pour la constitution de réserves stratégiques. Le Mexique devrait en être le principal bénéficiaire. Un crédit ouvert de 1 milliard de dollars pour l'année fiscale 1983 a été en outre accordé pour l'achat de produits alimentaires par le gouvernement mexicain.

En même temps qu'il négociait l'octroi d'un prêt du F.M.I. et le ré-

chelonement de la dette mexicaine avec les banques occidentales, le gouvernement a pris des mesures d'ordre interne. Le contrôle des prix portant sur plus de cinq mille articles mis en place le 24 février sera maintenu jusqu'au 31 décembre. Le ministre du commerce a fait savoir que l'autorisation d'importer des voitures serait bientôt supprimée. Enfin, les règles d'attribution des dollars à un taux préférentiel ont été fixées : dettes externes, importation d'aliments de consommation populaire et de produits nécessaires à l'économie nationale. Mais la Banque du Mexique a fait savoir que les opérations en « dollars préférentiels » ne pourraient débiter que du jour où elle disposerait de liquidités suffisantes. Enfin, un « plan de sauvegarde de la zone frontalière » a été adopté, aux termes duquel les commerçants du nord du pays pourront obtenir eux aussi des dollars préférentiels... quand il y en aura.

La pression américaine

Le frein mis à la spéculation et l'obtention de nouveaux crédits contribuent donc à rendre moins pesant le problème des liquidités, qui tenait le pays à la gorge il y a une semaine encore. La priorité est maintenant donnée à la négociation avec le F.M.I., qui suscite une polémique de plus en plus vive. Les organisations patronales multiplient les prises de position favorables alors que les économistes de gauche continuent pour la plupart à s'y opposer.

Mais la marge de manœuvre du gouvernement est dans cette affaire plus que restreinte.

La presse commence à s'interroger sur certains effets politiques de la réponse éditoriale - bien que tardive - du gouvernement. Le délai de quatre-vingt-dix jours accordé par les banques (le Monde daté 22-23 août) revient à confier au futur président qui entrera en fonctions le 1^{er} décembre le soin de trouver les solutions de fond. On s'interroge surtout des dessous de la négociation avec les États-Unis portant sur le pétrole et dont les conditions concrètes n'ont pas été rendues publiques. Des accords à long terme et à bon marché risquent, selon certains, de porter atteinte aux plans nationaux de développement. D'autres craignent des à-côtés politiques portant sur les problèmes bilatéraux ou régionaux. Une seule chose est sûre : Washington a essayé de tirer un maximum de profit des difficultés économiques de son voisin. Selon un journaliste bien en cour, le président Lopez Portillo a dû intervenir directement et donner à ses ministres, au beau milieu de la négociation, l'ordre de « ne pas céder sur la politique pour des raisons financières ».

L'administration Reagan peut être tentée de profiter à court terme du fait que son interlocuteur est un président sortant. C'est pourtant son successeur qui devra payer le prix des accords signés aujourd'hui. Le vieux dicton selon lequel on reconnaît ses amis dans les moments difficiles est aussi connu au Mexique qu'ailleurs.

FRANCIS PISANI.

CARNET

Naissances

- Daniel Lechanteux et Mme, née Joëlle Lassez, partagent avec Alice la joie d'annoncer la naissance de

Stéphane, le 17 août 1982, 8, avenue de la Marguerite, 78110 Le Vésinet.

Décès

- Mme Georges Amon, sa femme et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Georges AMON, licencié en droit, diplômé de l'Ecole des sciences politiques, secrétaire général de la société Guy-Gemini Sogeti, survenu le 2 août 1982 à Abidjan.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Tougeville (Calvados).

- Le général Jean Bloch, ses enfants et petits-enfants, Les familles Bloch, Mungeolle, Bliat, Couteaud, et alliées ont la douleur de faire part du décès de

Mme JEAN BLOCH, née Micheline Nougues, survenue le 19 août 1982, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 24 août : levée du corps à 8 h. 15, à la chapelle de l'hôpital Percy, à Clamart, inhumation précédée d'une cérémonie religieuse à 16 heures, en l'église de Colles-sur-Pyrene (Vosges). Cet avis tient lieu de faire-part.

- On nous prie d'annoncer le décès subit, le 2 août 1982, dans sa cinquante-huitième année du

comte Hervé de BREMOND d'ARS,

De la part : De la comtesse Hervé de Bremond d'Arz, née Françoise Ronchou, son épouse, D'Alise et Armand, leurs enfants, De Christine et Jean-Louis Langlois, De Claire Delrieu,

ses filles et gendres, Du marquis et de la marquise de Bremond d'Arz, De la vicomtesse Jean de Beaurepaire-Louvaugy,

De la comtesse Henry de Roban-Chabot, ses frères, sœurs et belle-sœur.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité à Genisac.

Les Faures, Gemme, 33420 Branne.

- M. et Mme Claude Cohen et leur fille, Mme Thérèse Contenti et son fils, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve René COHEN, née Marie Olivier, survenue le 17 août 1982.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- M. Georges Daussy, Le docteur et M^{me} Maurice Daussy, et leurs enfants, M. et M^{me} J.-C. Daussy, et leurs enfants, M^{me} C. Arbez,

ont la grande tristesse de faire part de la mort de

Mme Georges DAUSSY, née Denise Meyer, institutrice honoraire.

leur épouse, mère, grand-mère et amie, pieusement décédée le 19 août 1982, à Villejuif (94).

Le service religieux sera célébré le mardi 24 août 1982, à 14 heures, à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, 140, rue de Clichy, Paris (18^e).

- Le docteur Jean-Pierre Defiez, son mari, Mlle Valérie Defiez, Le docteur Isabelle Franchi-Defiez, Ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Monique DEFIEZ, survenue le 17 août 1982.

L'inhumation religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale à Condécourt.

- Mme Marcel Dreyfus, son épouse, M. Marshall B. Sutton et Mme, née Françoise Dreyfus, ses enfants, David, Philip et Andrew Sutton, ses petits-enfants,

M. et Mme Robert Blaque, ses beaux-frères et belle-sœur,

ont la tristesse d'annoncer le décès de M. Marcel-Georges DREYFUS, ingénieur des Arts-et-Métiers (Lille 1911),

fondateur et président d'honneur de la société Sadour, conseiller honoraire du commerce extérieur de la France, président d'honneur fondateur de la Fédération des importateurs de la métallurgie et de la mécanique, ancien membre du conseil de la Chambre de commerce internationale,

survenu à Paris le 12 août 1982 dans sa quatre-vingt-huitième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

6, rue André-Colledebout, 75016 Paris, 34, Glenallan Road, Toronto M4N 1G8, Canada.

- Mme Madeleine Picard, sa sœur, M. Alain Picard, son neveu, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert GERSCHTEL, leur frère et oncle, survenu le 16 août 1982.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière de Thiais.

6, rue Fourcroy, 75017 Paris, 11, rue du Dobropol, 75017 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Joséphine GRANDJEAT, née Charrot, ancienne élève de l'E.N.S. de Fontenay-aux-Roses, inspectrice départementale honoraire de l'éducation nationale, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 17 août 1982 dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées le 20 août, à Seyssel (Haute-Savoie), dans la plus stricte intimité.

De la part de ses enfants, Mlle Madeleine Grandjeat, M. et M^{me} Pierre Grandjeat et leurs enfants Yves-Charles, Pascal et Françoise,

Docteur et Mme Monique Gemin et leurs enfants Fabienne, Jean-Charles et Véronique, 31, rue Cassier, 75005 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Marguerite JOSSIN, directrice d'école honoraire, chevalier des palmes académiques, survenue le 15 août 1982 des suites d'une cruelle maladie.

L'inhumation a eu lieu le 19 août 1982 au Carré géorgien du cimetière de Leuville-sur-Orge, selon sa volonté.

De la part de ses amis.

- On nous prie d'annoncer le décès survenu le 17 août 1982, à l'âge de soixante-dix-huit ans, de

M. Jean-Jacques JUGLAS, officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1939-1945, commandeur des palmes académiques, médaille norvégienne de la guerre 1939-1945, agrégé de géographie, ancien ministre, ancien député.

De la part de

Mme Jean-Jacques Juglas, son épouse, M. et Mme Alain Cramier, M. et Mme Jean-Jacques Pinet, ses petits-enfants,

Françoise-Léa et Jérôme, ses arrière-petits-enfants, Et de toute sa famille.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale en l'église Notre-Dame de Bergerie, le 21 août 1982, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille.

137, rue de la Tour, 75016 Paris.

- M. et Mme Hubert Vilsange et leurs enfants, M. et Mme Jean-Claude Labarre et leurs enfants,

Les familles Labarre, Erable, Bardoo et Landrien, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean LABARRE, née Marcelle Erable, leur mère, grand-mère, parente et alliée, survenue le 14 août 1982 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation, au cimetière des Mathes (Charente-Maritime), ont eu lieu le lundi 16 août 1982.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- M. Jacques Pelouille, M. et Mme Philippe de Geouffre de la Pradelle et leurs enfants, M. Guillaume Bourdon, M. et Mme Jean-Louis Fousse et leurs enfants,

Mlle Simone Pelouille, font part du décès de leur père, survenu le 17 août 1982 de

Mme Jacques PELOUILLE, née Yvonne Libert,

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi 20 août, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, dans l'intimité familiale.

34, rue de Bassano, Paris.

FAITS ET CHIFFRES

Conjoncture

● Les avoirs officiels de change de la France s'élevaient fin juillet à 264 610 millions de francs, en augmentation de 1 266 millions par rapport au mois de juin 1982. Ces avoirs se répartissaient comme suit : avoirs en or (170 623 millions) ; avoirs en écus (56 204 millions) ; position FECOM (- 12 202 millions) ; avoirs en devises (35 921 millions) ; créance sur le F.M.I. (14 064 millions).

Les avoirs en or sont demeurés inchangés. Ceux en écus ont augmenté de 2 999 millions de francs. Les avoirs en devises ont diminué de 1 734 millions de francs.

Social

● M. Henry : « Les syndicalistes doivent prendre une part plus importante dans le changement ». - M. Henry, ministre du temps libre, a estimé samedi 21 août que « les syndicalistes doivent prendre une part de plus en plus importante dans le changement ». Le ministre, invité de R.T.L., a ajouté qu'« à la rentrée, qui ne sera pas facile, sans que ce soit pour autant un automne chaud, les syndicalistes vont se rendre compte que le blocage des prix et des salaires est un outil au service d'un objectif qui est aussi le leur, la réduction des inégalités et des injustices ».

● British Leyland a décidé de prolonger de deux semaines l'arrêt des chaînes de fabrication des modèles « Mini » et « Metro » à Longbridge pour faire face à la baisse de ses ventes en Grande-Bretagne. Les 7 500 salariés de ces chaînes bénéficieront donc de trois semaines de congés au lieu d'une, les deux premières semaines étant intégralement payées et la troisième indemnisée à 85 %.

MARCHÉS

Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

Bourse de Paris

FAITS
ET CHIFFRES

MARCHÉS FINANCIERS

Paris lanterne rouge des grandes Bourses mondiales

Les services du New-York Stock Exchange, autrement dit Wall Street, ont établi un double classement des grandes Bourses mondiales, l'un par transactions, l'autre par capitalisation (valeur des titres cotés à un moment - T -, choisi, en l'occurrence le 31 décembre 1981).

Dans les deux classements, Wall Street arrive largement en tête. La Bourse de Paris, en revanche, se classe dernière dans le premier, mais n'apparaît pas dans le second, du moins dans le peloton de tête comprenant les dix plus importantes.

A - Classement par transactions :
1) New-York Stock Exchange, 389 milliards de dollars ;
Tokyo, 223 milliards de dollars ;
Zurich, 74 milliards, y compris les transactions sur les obligations ;
American Stock Exchange, 34 milliards ;
Londres, 32 milliards ;
Osaka, 31 milliards ;
Toronto, 20 milliards ;
Bâle, 15 milliards ;
Association des Bourses allemandes, 15 milliards ;
Paris, 11 milliards.

B - Classement par capitalisation :
1) New-York Stock Exchange, 1 098 milliards de dollars ;
Tokyo, 477 milliards ;
Osaka, 371 milliards ;
Londres, 189 milliards ;
Toronto, 105 milliards ;
Johannesbourg, 74 milliards ;
Association des Bourses allemandes, 62 milliards ;
Association des Bourses australiennes, 54 milliards ;
American Stock Exchange, 40 milliards ;
Hongkong, 38 milliards. - (A.F.P.)

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice général de base 100 en 1949

13 août 20 août

Valeurs franc. à revenu variable 740,8 761,2

Valeurs étrangères 1838,7 1944,6

Base 100 : 28 décembre 1972

Valeurs franc. à revenu variable 106,9 108,4

Valeurs étrangères 248,5 263,1

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice des valeurs françaises 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

à rev. var. (base 100 en 1972-1981) 95,8 97,1

Indice des valeurs étrangères 95,8 97,1

BOURSE DE PARIS Comptant 20 AOUT

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	de nom.	cours		de nom.	cours		de nom.	cours		de nom.	cours		de nom.	cours		de nom.	cours
3 %	22 30	2 863	Crédit Unif.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
10 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
15 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
20 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
25 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
30 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
35 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
40 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
45 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
50 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
55 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
60 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
65 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
70 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
75 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
80 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
85 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
90 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
95 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
100 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
105 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
110 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
115 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
120 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
125 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
130 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
135 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
140 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
145 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
150 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
155 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
160 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
165 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
170 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
175 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
180 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
185 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
190 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
195 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
200 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
205 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
210 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
215 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
220 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
225 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
230 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
235 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
240 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
245 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
250 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
255 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
260 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
265 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
270 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
275 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
280 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
285 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
290 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
295 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
300 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
305 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
310 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
315 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
320 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
325 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
330 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
335 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
340 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
345 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
350 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
355 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
360 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
365 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
370 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
375 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
380 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
385 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
390 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
395 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
400 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
405 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
410 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
415 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
420 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
425 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
430 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
435 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
440 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
445 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
450 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
455 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
460 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
465 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
470 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
475 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
480 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
485 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
490 %	22 30	2 863	Crédit Ind.	298	298	Manille C&I	...	...</							

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. L'INFORMATION DANS L'ACTUALITÉ : « La propagande, l'irrationnel et le doute », par Bernard Chouet ; « M. Segin et la liberté de la presse », par Paul Sévret ; « La bataille des mots », par Patrick Boyer.

ÉTRANGER

3. LA CRISE DU PROCHE-ORIENT
4. LE REDÉPLOIEMENT DES TROUPES PALESTINIENNES
5. AFRIQUE
— AMÉRIQUES
— RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : les immigrants haïtiens sont soumis au travail forcé et à des persécutions, affirme la société anti-esclavagiste de Londres.
5. ASIE
— EUROPE
— POLOGNE : le vice-premier ministre lance une mise en garde aux sympathisants de Solidarnosc.

LES ATTENTATS DE PARIS

6. Samedi, avenue de la Bourdonnais : la cible américaine.
7. L'écoulement sur la rue de la rue des Rosiers.

SOCIÉTÉ

8. Les sept ans de David passés dans un placard.
— SCIENCES : dialogue difficile entre les puissances spatiales et les pays en cours de développement.

SPORTS

9. FOOTBALL : à Saint-Étienne, les déshérences des « verts ».
— SPORTS ÉQUESTRES : baptême cruel pour les Français à Rotterdam.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

11. LES DIFFICULTÉS DU DÉVELOPPEMENT : la Banque mondiale recommande de stimuler l'agriculture ; la CEE veut stabiliser ses importations de produits textiles ; les déconvenues de l'industrie « immigrée » en Irlande du Sud.
12. Vers la semaine de trente-cinq heures : écho en 1982, pense en 1983.

CULTURE

13. La nomination des membres de la Haute Autorité de l'audiovisuel.
14. MUSIQUE.

RÉGIONS

20. ILE-DE-FRANCE : des chantiers pour des années.

ÉCONOMIE

21. AFFAIRES : de sombres menaces se déroulent pour le contrôle des filiales assaies de la Compagnie financière de Suez.
— SOCIAL
— DÉMOGRAPHIE
22. ÉTRANGER
— CONJONCTURE
— AGRICULTURE

RADIO-TELEVISION (15)
INFORMATIONS
SERVICES (10)
Circulation : les grands retours : Un coin pour jouer ; Météorologie ; Mots croisés.
Carnet (22) : Programmes spectacles (14 et 15) ; Annonces classées (16 à 20) ; Bourse (23).

direct d'usine
MOQUETTE
100% pure laine
-50%
de sa valeur
Grand choix de coloris
Petites et grandes largeurs
Devis gratuits
posés par spécialistes
334 rue de Valenciennes
Paris 15^e
342.42.62/350.41.35

PROVISOIREMENT MAÎTRISÉS CE LUNDI MATIN

Les incendies ont détruit quelque 10 000 hectares de forêts, dans le Var et en Corse Un mort, plusieurs blessés

La conjugaison d'une sécheresse exceptionnelle et du vent explique les lourdes conséquences des incendies qui ont ravagé, au cours du week-end dernier, les départements du Var et de la Corse. Dans le Var, un jeune sapeur-pompier volontaire, M. Norbert Pelloux, dix-neuf ans, a trouvé la mort près de Sainte-Maxime, et sept autres sauveteurs, ainsi qu'une vingtaine de personnes, ont été blessés. Selon des chiffres provisoires, plus de 8 000 hectares de forêts ont été la proie des flammes ; une habitation, une caravane et une dizaine de tentes ont aussi été détruites par le feu, et une cinquantaine d'habitations endommagées.

La violence des incendies dans ce département a nécessité la mise en œuvre de très importants moyens en hommes — un millier de sapeurs-pompiers, trois cents harkis et mille deux cents militaires — et en matériels — plus de deux cents véhicules, dont cinquante avions, dont huit Canadairs, et trois DC-6 ont été engagés sur les principaux foyers.

En Corse, 2 000 hectares ont été brûlés et trois sapeurs-pompiers ont été blessés. Ce lundi 23 août au matin, les incendies étaient pratiquement maîtrisés dans le haut Var, mais la météorologie annonçait à nouveau du mistral pour la journée de mardi, et on pouvait donc toujours redouter une reprise du feu.

De notre correspondant régional

véhicule transporteur d'eau qu'il conduisait se renversa, puis fut balayé par les flammes avant que le jeune homme ne parvienne à se dégager. Chez autres pompiers, un varois ont été blessés dans le même secteur de Sainte-Maxime, ainsi que plusieurs personnes — on parle d'une vingtaine — dont deux sont atteintes de brûlures graves. L'incendie n'a pu être maîtrisé que dimanche dans l'après-midi, après avoir parcouru 3 500 hectares de chênes-lièges, de pins et de bruyelliers.

Ciel noir à Tourtour

Dans l'ouest et au nord du département, deux autres sinistres ont pris des proportions inquiétantes. A Ollières, au nord de Saint-Maximin, un feu qui avait été éteint une première fois en fin de matinée a repris de la vigueur dans le milieu de l'après-midi, attisé par le mistral qui soufflait alors à 70 kilomètres à l'heure. Malgré l'intervention massive de « bombardiers d'eau » dans une zone d'accès difficile, il n'a pu être complètement circonscrit aux premières heures de la matinée. C'est en combattant cet incendie que le préfet du Var, M. Marcel Juila, avait dès le début du week-end déclenché le plan Alarm, permettant d'installer à titre préventif des détachements de sapeurs-pompiers dans les secteurs les plus vulnérables. Cette mesure devait cependant se révéler insuffisante pour faire face dans l'après-midi de samedi à la simultanéité des feux (vingt-deux en l'espace de sept heures).

Vers 13 heures, un premier incendie se déclarait près du col de Gratteloup, sur la commune de Plan-de-la-Tour, et se développait rapidement vers le littoral en direction de Sainte-Maxime. Malgré la mobilisation d'importants moyens de lutte aérienne et terrestre, le feu parcourait plus de 10 kilomètres en direction d'une dizaine de propriétés et en menaçant plusieurs campings, des hôtels, des colonies de vacances, dont les occupants furent évacués. C'est en combattant cet incendie qu'un jeune agriculteur de dix-neuf ans, M. Norbert Pelloux, pompier volontaire au centre de secours de Cuers (depuis le 15 mars dernier seulement) devait trouver la mort. En effectuant un demi-tour sur une piste étroite, le

Les marchés des changes

STABILITÉ DU DOLLAR : 6,87 F

Après les vifs remous enregistrés durant la semaine écoulée, le plus grand calme a régné lundi matin 23 août sur les grandes places financières internationales.

Partout, le dollar s'est maintenu aux niveaux auxquels il était retombé vendredi, se traitant sans changement à Paris et à Francfort en particulier, soit respectivement à 6,87 F et 2,46 DM.

À Tokyo, la devise américaine s'est même encore un peu effritée : 258,40 yens contre 255,80 yens vendredi. De son côté, le franc français n'est pas légèrement rattrapé à l'intérieur du système monétaire européen, le deutschemark cotant 2,739/2,738 F contre 2,735 F.

La devise italienne a été dévaluée de 13 %. Cette opération fait partie du plan économique adopté à Reykjavik pour lutter contre l'inflation.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Malgré les indications haussières parvenues des États-Unis, l'or a baissé, son prix à Londres évoluant contre 365,5 dollars le 23 août en contre 365,50 dollars le 22 août en fin d'après-midi.

Le directeur de la sécurité civile : nous savons mieux lutter

« Dans une année à l'ouest, le nombre des départs d'incendie ne diminuera pas ; à l'est, la même tendance à croître légèrement », nous a déclaré, ce lundi matin, M. Henri Rouquet, le nouveau directeur de la sécurité civile au ministère de l'Intérieur. « Mais, a-t-il ajouté, la lutte contre les incendies de forêt s'est développée à la suite des moyens terrestres et aériens que nous engageons — et aussi en raison des techniques de prévention mises en œuvre — nous frappons plus vite et plus fort que nous ne l'avons jamais fait. Ainsi, à la date du 20 août 1982, ce sont 30 000 hectares de forêt qui ont été brûlés contre 51 000 hectares en 1979 à la même date ».

À propos des incendies dans le Var, M. Rouquet indique que « 1982 est une année de sécheresse exceptionnelle qui, évidemment, favorise les incendies, dont l'origine n'est pas encore exactement connue mais qui dépend d'un comportement humain imprudent ou à la limite de la délinquance ».

Enfin, le directeur de la sécurité civile estime que la superficie brûlée par chaque incendie était de 10 à 12 hectares il y a trois ans et qu'elle n'est plus aujourd'hui que de 6 à 7 hectares environ.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2^e RIMA d'Angoulême.

Des colonnes de renforts venant des départements voisins, ainsi que de la Drome, de la Haute-Loire, de l'Isère et du Tarn, sont venues renforcer les effectifs des sapeurs-pompiers varois représentant au total plus d'un millier d'hommes. Trois cents harkis du département et mille deux cents soldats du contingent, dont les effectifs de quatre unités militaires spécialisées (O.M.A. et P.A.S. d'Alger et du C.I.A.B.C. de Carpiagne (Bouches-du-Rhône) ainsi que du 2